

(N° 220)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1923.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LÉGISLATION EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LES REVENUS ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le rapport que votre Commission permanente des finances a l'honneur de vous adresser sur les modifications que le gouvernement propose d'apporter à la législation en matière d'impôts sur les revenus, ne se limite pas à l'analyse du projet de loi qui fut déposé dans ce but. Il examine également les amendements que M. Hallet a proposés au texte de la législation qui est en vigueur.

Le projet du gouvernement a pour but :

- 1° D'augmenter le rendement des impôts sur les revenus;
- 2° D'introduire dans les lois coordonnées les modifications que suggère l'application qui en a été faite jusqu'à ce jour;
- 3° D'accélérer dans la mesure du possible la promulgation de dispositions modifiant la législation sur la matière qui ont été adoptées par la Chambre le 5 mars 1921 quand elle a statué sur les propositions déposées par M. Hallet, dispositions qui sont aujourd'hui soumises au Sénat.

La portée des amendements déposés par M. Hallet a déjà été définie par lui en 1921 quand il a déposé une proposition modifiant de nombreux textes des lois coordonnées ⁽³⁾.

(1) Projet de loi, n° 137.

Rapport préliminaire, n° 181.

(2) Composition de la Commission : MM. MECHÉLYNCK, président; HOUTART, HALLET, vice-présidents; CARLIER, DAVID, secrétaires; BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Augustin), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

(3) Doc. parl. Chambre, session de 1920-1921, n° 126.

Il écrivait alors dans les développements de cette proposition : ... aux « termes » actuels de la loi... les petits sont très frappés, tandis que les gros ne le sont » pas assez ».

« Nous sommes d'avis que la loi doit absolument être améliorée, de telle » sorte que le minimum d'existence soit tout à fait sauvegardé et que, d'autre » part, l'on impose davantage les citoyens ayant des revenus importants. »

Le projet de loi et les amendements de M. Hallet n'ont pas fait l'objet d'une discussion générale au sein de la Commission des finances, mais, d'autre part, certaines observations formulées au cours de la discussion ont cependant une portée si étendue qu'il est nécessaire de vous les résumer au début de ce rapport.

Observations générales.

I.

Des membres de la Commission des finances ont vu avec regret le Gouvernement proposer une nouvelle fois des modifications aux lois d'impôt sur les revenus.

La loi organique date, en effet, du 29 octobre 1919.

Elle a été successivement modifiée en 1920, 1921 et 1922 ⁽¹⁾.

Pour apprécier l'importance qui fut donnée à ce rappel de dates, il faut noter que le vote émis par la Chambre seule le 5 mars 1921 sur la proposition de loi déposée par M. Hallet et ses amis modifie déjà le texte des articles 25, 42 et 74 des lois coordonnées.

Une proposition formelle de repousser toute modification au texte des lois coordonnées n'a pourtant pas été déposée; on n'a pas voulu empêcher le vote de mesures qui assureraient l'équilibre entre les recettes et les dépenses du budget ordinaire pour l'exercice 1923.

Mais des membres de la Commission ont formulé des réserves pour l'avenir. Une loi organique qui introduit dans la législation fiscale du pays un régime si radicalement nouveau que celui consacré par la loi de 1919, ne peut être connue du contribuable et finalement acceptée par lui sans résistance si elle est amendée chaque année, surtout si elle est amendée par des lois budgétaires ou par des lois ayant un objet spécial.

(1) 1° Par la loi du 3 août 1920 (un arrêté royal du 9 août 1920 contient le texte coordonné des lois de 1919 et de 1920);

2° Par la loi du 20 août 1921 arrêtant le Budget général pour 1921. Par son article 10 elle modifie notamment le texte de l'article 59 des lois coordonnées;

3° Par la loi du 26 juin 1922, qui modifie ou complète le texte des articles 14 et 21 des lois coordonnées;

4° Par la loi du 12 juillet 1922 contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1922. Elle complète le texte de l'article 53 des lois coordonnées;

5° Par la loi du 16 juillet 1922, qui modifie les articles 81, 82 et 83 des lois coordonnées.

II.

Des membres de la Commission ont, sous une autre forme, mis aussi en doute l'opportunité d'une révision de la loi organique de 1919. Ils ont insisté sur le danger résultant du fait qu'à côté de changements dans le mode de perception, le montant du prélèvement opéré sur le revenu était augmenté.

Ils ont souligné certains chiffres du tableau publié de nouveau au *Moniteur Belge* depuis quelques mois et qui représente périodiquement les résultats acquis en matière d'impôts directs ⁽¹⁾.

Il y a quelque intérêt à reproduire ici ces chiffres tels qu'ils ont été arrêtés par l'administration à la date du 31 janvier 1923.

	1920	1921	1922
Déclarations d'impôt sur le revenu et la taxe mobilière distribuées	2,365,000	3,346,000	3,394,000
Nombre des déclarations rentrées	2,329,000	2,940,000	2,978,000
Id. id. examinées	2,295,000	1,565,000	1,500,000
Id. id. modifiées	693,000	675,000	632,000
Id. id. n'ayant pas donné lieu à imposition	1,439,000	568,000	552,000

A ces premiers chiffres qui indiquent, pour partie, l'effort réalisé pour assurer l'application de la loi, il faut joindre un tableau des encaissements fait par l'État.

Il est établi, toujours à la date du 31 janvier 1923, que les impôts, y compris les parts des provinces et des communes, avaient produit les sommes indiquées ci-après par exercice :

	1920	1921	1922 ⁽⁵⁾
Taxe mobilière retenue à la source ⁽²⁾ fr.	120,200,000	144,800,000	91,800,000
Taxe mobilière sur le capital investi ⁽²⁾	1,700,000	12,700,000	9,400,000
Taxe professionnelle retenue à la source ⁽³⁾	46,200,000	69,200,000	64,300,000
Taxe professionnelle perçue par rôles ⁽³⁾	97,400,000	115,600,000	39,700,000
Supertaxe ⁽⁴⁾	104,400,000	133,200,000	78,500,000
Impôt sur le mobilier	"	2,700,000	2,800,000

(1) Voir *Moniteur Belge* des 3 février et 4 mars 1923.

(2) Pour 1920, les prévisions budgétaires sont atteintes quoique l'impôt sur le revenu des capitaux investis sera imputé sur l'exercice 1921. — Pour 1921, il y aura pour la taxe mobilière une importante plus value. Il semble que la seule part de l'État dans les droits constatés pourra atteindre 130 millions. L'augmentation d'impôt perçu en 1921 sur les dividendes correspond à un accroissement de 250 millions du revenu des valeurs mobilières.

(3) En 1920, les droits constatés établissent que la perception sera très inférieure (40 millions) aux prévisions budgétaires; ce déficit est la conséquence des dispositions de la loi de 1920, introduisant l'exonération partielle du minimum de revenu nécessaire; des exemptions complètes pour d'anciens combattants. — Le déficit sur les prévisions (14 millions peut être) sera moindre en 1921, car, les résultats acquis sont bien loin d'être définitifs. Le produit de la taxe retenue à la source comparé à celui de 1920, passe, semble-t-il, de 46 à 69 millions.

(4) La loi de 1920 ayant abaissé la taxe de 1 p. c. à un demi p. c. pour la tranche de base des revenus, il y aura en 1920 moins value. Mais, comme pour la taxe professionnelle 30,000 déclarations restent à examiner. Pour 1921 les cotisations réglées s'élèvent à 143 millions; les prévisions budgétaires à 140 millions. Le travail d'imposition de l'exercice n'est pas terminé.

(5) Pour apprécier les chiffres de cet exercice il faut tenir compte des chiffres renseignant à l'alinéa suivant la situation à la même date en 1922 et en 1923.

Enfin, toujours encore à cette même date du 31 janvier 1923, on a établi la comparaison suivante :

	1921	1922
	Produit	Produit
	au 31 janvier 1922.	au 31 janvier 1923.
Taxe mobilière fr.	93,200,000	101,200,000
Taxe professionnelle	115,000,000	104,000,000
Supertaxe	55,800,000	78,500,000

De l'étude de ces chiffres faite en tenant compte des difficultés considérables que l'administration avait dû surmonter pour établir la cotisation individuelle des contribuables, il résulte la conviction fondée, que chaque jour diminue la répugnance si humaine du contribuable à une déclaration plus exacte de son revenu.

Des membres de la Commission, s'inspirant, à très juste titre, de cette idée souvent oubliée : que l'habitude acquise de payer assure le plus efficacement la rentrée complète de l'impôt ont demandé s'il fallait par le vote d'additionnels à sa taxe mobilière, et par l'augmentation de la supertaxe, faire, à trois années d'intervalle à peine, renaître chez le contribuable l'opposition naturelle à l'acceptation d'un mode entièrement nouveau de participation aux charges de l'État. Ils n'ont abandonné l'idée de repousser les augmentations de taxe et de supertaxe que parce que le projet qui vous a été transmis assurait, comme l'expose le rapport déposé par M. Mechelynek, sur les divers projets de lois d'impôt, l'équilibre du Budget ordinaire, et contribuait puissamment ainsi à affermir la confiance que l'on peut avoir dans le relèvement complet du pays.

III.

Votre Commission a examiné si elle pouvait vous proposer d'adopter les articles 3, 9 et 17 du projet de loi.

Au fond, ces dispositions sont les mêmes que celles qui ont été votées par la Chambre le 5 avril 1921 et transmises ensuite au Sénat ⁽¹⁾.

Mais comme le libellé des textes qui vous sont soumis aujourd'hui émane du Gouvernement, surtout qu'il diffère de celui qui fut admis en 1921, votre Commission a cru trouver dans cette dernière circonstance un motif suffisant pour ne pas opposer la question préalable à la discussion des articles visés.

D'ailleurs, la nécessité de publier de nouveau un texte coordonné des lois d'impôt sur le revenu si le projet de loi était adopté imposait en 1923 un vote définitif du Parlement sur les textes admis en 1921 et sur les textes proposés.

Discussion des articles.

Pour faciliter l'examen des textes soumis au Parlement, ceux-ci sont classés sous les titres, chapitres et paragraphes des lois coordonnées dont ils modifient un article.

(1) Proposition de loi déposé par M. Hallet, *Doc. Parl. Chambre*. Session de 1920-1921, n° 126. — Rapport de M. Pussemier, *idem*, n° 510. — Textes transmis au Sénat, *Doc. Parl. Sénat*. Session 1920-1921, n° 259.

TITRE PREMIER.

DES IMPÔTS CÉDULAIRES SUR LES REVENUS.

CHAPITRE PREMIER.

BASES DE L'IMPÔT.

§ 3. — De l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ou taxe mobilière.

ARTICLE 1^{er} DU PROJET DE LOI.

(Détermination de l'exercice budgétaire auquel appartient l'impôt.)

L'exposé des motifs explique le but poursuivi par la modification qui est proposée au texte de l'article 21 des lois coordonnées.

Votre Commission admet que pour permettre dans le courant d'une année de comparer le rendement des impôts avec les prévisions budgétaires, il faut que, d'une manière générale, soit l'attribution, soit la mise en paiement des revenus détermine l'exercice d'imputation de l'impôt.

Votre Commission ne s'est pas ralliée pourtant au texte proposé par le Gouvernement.

La loi du 26 juin 1922 a notamment complété, par l'ajoute d'un paragraphe nouveau, le texte de l'article 21 des lois coordonnées; donc le texte complet, actuellement est en vigueur, est conçu comme suit :

ART. 21, § 1^{er}. — « La taxe sur les revenus des actions est établie sur les éléments afférents à l'exercice social révolu; elle est rattachée aux recettes de l'année de clôture de cet exercice. »

§ 2. — « La débiton de la taxe sur les autres revenus est subordonnée à leur paiement. »

§ 3. — « La taxe mobilière sur les revenus de tous capitaux investis est établie sur les éléments afférents à l'année antérieure ou l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année.

» Il en est de même de la taxe non perçue par retenue sur les revenus encaissés à l'étranger. »

Dans ces conditions, se borner à dire que l'article 21 des lois coordonnées était *modifié* comme suit : « La taxe mobilière est subordonnée à l'attribution ou à la mise en paiement des revenus imposables » permettait un doute sur le sort qui était réservé à la modification introduite par la loi de 1922 et qui doit être maintenue.

Aussi votre Commission a-t-elle l'honneur de vous proposer le vote du texte suivant :

ARTICLE PREMIER. — « L'article 21, complété par l'article 2 de la loi du » 26 juin 1922, est remplacé par les dispositions suivantes :

» La taxe mobilière est due au moment de l'attribution ou de la mise en » paiement des revenus.

» Toutefois, en ce qui concerne les revenus visés au n° 4 de l'article 20⁽¹⁾, la » taxe est établie sur les éléments afférents à l'année antérieure ou à l'exercice » social d'égale durée cloturé pendant cette année. »

ART. 2 DU PROJET DE LOI. (*Créances hypothécaires.*)

Les contrats de prêts hypothécaires stipulent, en général, que les impôts actuels ou futurs seront à charge de l'emprunteur.

Pour éviter que l'emprunteur ne dût à la fois payer et la contribution foncière comme propriétaire de l'immeuble donné en gage et, en vertu de son contrat, la taxe mobilière due par son prêteur du chef du revenu produit par sa créance, un amendement adopté au cours de la discussion de la loi de 1919, et qui est devenu le texte de l'article 22 des lois coordonnées a stipulé : que le propriétaire, l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire d'immeubles hypothéqués seraient exonérés de la *taxe sur les revenus immobiliers* de ces immeubles à concurrence de la *taxe mobilière* perçue sur les intérêts des prêts garantis par ces hypothèques. En somme, la taxe foncière était calculée sur la différence existant entre le revenu réel ou présumé du bien hypothéqué et l'intérêt du prêt.

Or, cette disposition lèse les intérêts des provinces et des communes; elles ont leur part dans l'impôt foncier; elles n'ont aucune part dans la taxe mobilière sur les revenus des créances hypothécaires. (Art. 80-82 des lois coordonnées.)

Le texte proposé corrige donc une lacune de la loi; il consacre d'une manière plus explicite l'exemption d'impôt en ce qui concerne les intérêts des créances hypothécaires.

Votre Commission se réfère d'ailleurs au commentaire qui est donné par l'exposé des motifs du texte nouveau de l'article 22 pour en préciser toute la portée.

AMENDEMENT DE M. HALLET. (*Bordereau.*)

M. Hallet a proposé de compléter la révision de cette partie des lois coordonnées qui se rapportent à la taxe mobilière en complétant comme suit les dispositions de l'article 23 :

ART. 23. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à cet article :

« ...et sans exiger un bordereau en double, certifié exact et véritable, indiquant le possesseur réel, le genre et le nombre de titres correspondants.

(1) Revenus des capitaux investis dans des affaires personnelles et revenus d'origine étrangère encaissés directement à l'étranger.

» Les personnes visées par le paragraphe premier, transmettent dans la quinzaine un exemplaire de cette déclaration au receveur des contributions du domicile du propriétaire. »

Donc à l'obligation imposée à celui notamment qui paie ou achète des coupons payables à l'étranger d'opérer immédiatement la retenue de la taxe s'ajoutait celle d'exiger du client qui remettait les titres ou les coupons un bordereau en double et de transmettre un exemplaire de ce document au fisc.

La proposition de M. Hallet a été repoussée par 4 voix contre 3 et 1 abstention.

Les arguments invoqués en 1923 par les partisans et par les adversaires de la proposition étaient les mêmes que ceux qui furent produits en 1921 quand elle fut, pour la première fois, soumise au Parlement.

Votre Commission signale à votre attention la partie du rapport déposé en 1921 et qui la concerne :

- « Comme la Chambre s'en souviendra, la production d'un bordereau avait été
- » prévue dans le projet de loi déposé par le Gouvernement en 1919.
- » M. Hallet propose de revenir à ce système qu'il juge constituer le seul
- » moyen efficace d'empêcher la fraude.
- » Sa proposition n'a pas été admise.
- » Les considérations suivantes ont dicté l'attitude des membres de la majorité
- » de la Commission.
- » A deux reprises déjà la proposition relative au bordereau obligatoire a été
- » repoussée par la législature.
- » Il a été objecté que l'application de cette mesure entraînerait des difficultés,
- » qui pour ne pas être insurmontables constitueraient une entrave aux affaires et
- » aux transactions sans apporter les résultats qu'on en escompte. Depuis lors,
- » un fait nouveau est venu confirmer cette opinion : le projet de loi relatif à la
- » dépossession des titres au porteur visait les titres émis par l'État, les Pro-
- » vinces et les Communes. Son application entraînait nécessairement la forma-
- » lité du bordereau. Or, les observations de la Trésorerie ont démontré
- » qu'une telle mesure était de nature à créer un préjudice supérieur au
- » bénéfice de l'opération. Le Sénat a renvoyé la loi à raison de cette considéra-
- » tion et la Chambre, à l'unanimité, s'est inclinée devant cette situation de fait.
- » Ajouterons-nous que la France, où le contrôle fiscal est bien plus renforcé, a
- » renoncé à appliquer le bordereau. Le fisc ne manque d'ailleurs pas des armes
- » nécessaires pour constater le cas échéant les fraudes. »

§ 4. — De l'impôt sur les revenus professionnels ou taxe professionnelle.

ART. 3 DU PROJET DE LOI. (*Choix de la commune dont le chiffre de population détermine le montant des revenus non soumis à la taxe professionnelle.*)

En 1921, la Chambre, comme votre rapporteur l'a exposé alors (rapport de 1921, p. 5), a voulu consacrer par un vote formel une jurisprudence existante, faisant bénéficier l'ouvrier qui réside dans une autre commune que celle où il travaille, de la réduction de taxe professionnelle la plus élevée.

Elle s'était bornée à compléter le texte du 6^{me} alinéa de l'article 25 des lois coordonnées.

S'inspirant de ce vote, le Gouvernement propose de donner une rédaction nouvelle au texte de l'alinéa *b* précité.

Votre Commission se rallie au projet qui vous est soumis.

AMENDEMENT DE M. HALLET.

(Suppression de la taxe forfaitaire imposée aux contribuables exonérés totalement ou partiellement de la taxe professionnelle.)

Comme en 1921, M. Hallet proposait, pour atteindre le but qu'il visait, un texte ainsi conçu : « Le dernier paragraphe de l'article 25 est supprimé. »

Un passage du rapport déposé en 1921 par votre Commission des Finances reproduit exactement les observations qui ont été échangées en 1923. Votre Commission écrivait alors : « Le revenu professionnel dont un contribuable jouit » est donc, aux termes des articles 25 et 41 combinés de la loi, plus ou moins » exonéré suivant l'importance de la commune où le contribuable soit réside, » soit exerce sa profession. L'exemption n'est cependant jamais complète : pour » les revenus qui sont totalement ou partiellement exemptés, il est annuellement » payé une taxe forfaitaire de 12 francs.

» M. Hallet et les co-signataires de sa proposition demandent qu'il soit » apporté une double modification à cet ensemble de dispositions.

» La première de ces modifications, celle qui est relative au choix de la com- » mune dont la population détermine le montant des revenus exonérés, se » rattache à l'article 25 des lois coordonnées ; M. Hallet demande la suppression » du dernier alinéa de l'article qui établit précisément la taxe forfaitaire. Il » justifie son opinion en disant que le législateur de 1920, en établissant ce » forfait, alors qu'il n'assujettissait pas à l'impôt tout ou partie du revenu » professionnel, n'a pas en réalité exonéré le minimum d'existence, mais établi » un impôt mitigé. D'autres membres de la Commission, partageant les idées de » M. Hallet, ont cependant admis qu'actuellement tout citoyen doit, en principe, » participer au paiement des impôts mais ils ont ajouté que le versement d'une » somme de 12 francs dépasse les forces de nombreux contribuables, qui ne » peuvent payer que si le bureau de bienfaisance les assiste.

» La majorité des membres de Votre Commission, considérant qu'en principe » une catégorie entière de contribuables ne peut être exemptée totalement du » paiement de l'impôt ; que le paiement de la taxe forfaitaire représente un » sacrifice pécuniaire maximum de 1 franc par mois ; que de nouvelles exemp- » tion d'impôt seront proposées en faveur des familles nombreuses, ne s'est pas » ralliée à l'amendement de M. Hallet.

» Il est à remarquer du reste que, comme antérieurement, l'impôt n'est pas » exigé des indigents. »

La proposition de M. Hallet fut repoussée par 5 voix contre 2.

ART. 4 DU PROJET DE LOI. — (*Taxe professionnelle des commis voyageurs étrangers.*)

Votre Commission ne s'est pas ralliée au texte proposé par le Gouvernement. Sauf dans les cas prévus par des conventions contraires, ce texte n'imposait aux commis voyageurs étrangers que le paiement d'une taxe professionnelle forfaitaire de 60 francs, représentant l'impôt net correspondant approximativement à un revenu professionnel de 6,000 francs.

Les mots « *convention contraire* » manquent de précision; les commis voyageurs ne sont pas les seuls étrangers opérant en Belgique auxquels le paiement d'une taxe professionnelle forfaitaire remplaçant la patente pourrait être imposée; le revenu professionnel à atteindre dépassera souvent les 6,000 francs et admettre, dans ces cas, la taxe forfaitaire de 60 francs, qui serait manifestement insuffisante, aboutirait à faciliter aux commis voyageurs étrangers la visite de la clientèle belge; enfin, il importe de préciser le moment où le montant de la taxe due devra être payée.

Votre Commission a donc l'honneur de vous proposer le vote du texte suivant :

« Le § 4 de l'article 27 est complété comme suit :

» *Sauf dérogation pouvant résulter de conventions internationales, la taxe professionnelle est fixée au minimum à 60 francs (sans additionnels), en ce qui concerne les représentants de firmes étrangères, les bateliers, les marchands ambulants, les forains et tous autres, qui exercent leur profession en Belgique mais ne possèdent ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe dans le pays.*
» *La taxe est acquittée avant l'exercice de la profession en Belgique, sous réserve de l'application d'un supplément si les revenus réalisés dans le pays donnent lieu à un impôt plus élevé. »*

ART. 5 DU PROJET DE LOI. — (*Contrôle du revenu professionnel de professions libérales.*)

Le Gouvernement affirme qu'il ne peut aussi aisément contrôler le revenu professionnel des personnes exerçant une profession libérale que celui des autres redevables; que pour empêcher cette catégorie de citoyens (avocats, médecins, notaires, architectes, ingénieurs...), d'échapper au contrôle fiscal et mettre fin à des abus qui ont été constatés, il est indispensable de lui imposer la tenue d'une comptabilité élémentaire. Cette comptabilité comporterait la délivrance, lors du paiement des honoraires, de reçus extraits d'un carnet à souches, dont le modèle serait déterminé par le Ministre des Finances.

Votre Commission a d'abord relevé que l'organisation du contrôle entraînerait d'autres obligations encore que celles de délivrer un reçu. En effet, les articles 8 et 9 du projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession, impose aux citoyens qui exercent des professions libérales, la délivrance d'un mémoire ou état d'honoraires quand le montant de ceux-ci ou celui des déboursés atteint 10 francs.

Dès lors, votre Commission constatait que l'emploi de deux documents était imposé. Des membres ont demandé comment en pratique l'avocat qui n'a rencontré un plaideur qu'au Palais de justice, le médecin qui donne une consultation à un client de passage, le pianiste qui est appelé à une fête improvisée, pourraient toujours avoir sous la main le carnet de reçus et tenir à jour un facturier. Pour apprécier toute la valeur de l'objection, il importe de noter qu'un paiement fait sans avoir exigé un reçu rendrait le débiteur de l'honoraire solidai-
rement responsable, avec le créancier, de l'amende encourue.

Seconde objection faite au texte proposé : il était jugé inutile. On a prétendu que l'administration possédait le moyen de contrôle qu'elle réclamait. L'article 63 des lois coordonnées d'impôt sur le revenu stipule en effet : qu'aux fins d'assurer l'instruction des recours introduits par les contribuables contre la taxe profes-
sionnelle, l'administration pouvait notamment entendre les bâtonniers ou les présidents d'organismes professionnels; que les bâtonniers et les présidents connaissaient les revenus professionnels vu que tout au moins les intéressés n'auraient jamais dissimulé à leurs chefs le montant de leur gain.

Dernière objection : c'est même la plus importante. Le texte proposé donnait à l'administration tout pouvoir pour arrêter les mentions que devait contenir le livre journal et le carnet de reçus; elle pouvait dès lors connaître les faits sur lesquels le montant des honoraires serait établi; le secret professionnel que doivent garder l'avocat et le médecin n'était plus sauvegardé, fait d'autant plus grave, que le contrôle pourrait être exercé par des agents inférieurs du cadre administratif.

L'article a été l'objet d'une longue discussion. Les objections faites émanaient certes principalement d'avocats et de médecins. Mais il faut pourtant reconnaître que la majorité de ceux qui ont parlé avec autorité en leur nom n'ont jamais repoussé le contrôle; ils l'ont accepté dès qu'il serait organisé de manière à sauvegarder le secret professionnel sans imposer de formalités réellement tracassières aux intéressés.

Cette toute dernière remarque revêtait même une portée plus générale qu'on ne peut le croire à première vue.

Il est entendu que personne ne peut le soustraire au paiement de tout l'impôt dont ses revenus ou ses gains professionnels le rendent redevable.

Mais sous prétexte d'atteindre les fraudes qu'on peut humainement prévoir, il ne faut pas, quand l'impôt devient personnel, si rigoureusement armer le fisc que ce dernier puisse contrôler, sans aucune restriction, toute manifestation quelconque, si minime soit-elle, de l'activité humaine. L'histoire enseigne que les résultats d'une fiscalité excessive sont malheureux.

Quoi qu'il en soit des objections, il s'est formé une majorité au sein de la Commission pour admettre la nécessité d'introduire dans la législation un système de contrôle. D'abord parce qu'il y a eu des abus; mais surtout parce que les médecins et les avocats n'exercent pas seuls des professions libérales. Les ingénieurs, les architectes, les agents d'affaires, les chimistes, d'autres encore réalisent des gains professionnels qui sont parfois plus élevés que les revenus

encaissés par des propriétaires d'actions, d'obligations ou d'immeubles. A tous s'impose le courage fiscal.

Trois amendements ont été proposés à l'article 5 du projet.

Le premier était conçu comme suit :

« A défaut de tenir un livre-journal mentionnant leurs honoraires, commissions et autres rémunérations quelconques, les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices, sont tenues de délivrer un reçu de ceux-ci » extrait d'un carnet à souches.

» Toute personne qui reçoit un paiement de l'espèce sans délivrer un reçu, est passible d'une amende dont le montant ne peut excéder 500 francs.

» Le Ministre des Finances détermine la forme des mentions obligatoires du livre-journal, du carnet à souches et les mesures relatives à leur communication et contrôle ».

L'amendement fut repoussé parce que l'administration pouvant librement arrêter les mentions du livre-journal et du carnet, la garde du secret professionnel n'était pas assurée; parceque le texte qui s'appliquerait indistinctement à toutes les professions libérales quelconques rendait illusoire le contrôle désiré; une simple mention par exemple du gain professionnel réalisé au cours d'une journée empêcher l'administration de vérifier si un paiement qui aurait été effectué et signalé était compris dans le gain annoté.

Le second amendement avait pour objet de ne pas imposer à ceux qui exercent des professions libérales la tenue d'un facturier et la délivrance de reçus. Basé surtout sur une modification de l'article 63 des lois coordonnées, il avait principalement pour but d'organiser la tenue d'une comptabilité quand l'administration fiscale pourrait consulter les bâtonniers et les présidents d'organismes professionnels avant d'établir le montant de la taxe au lieu de ne pouvoir solliciter cette intervention qu'après l'introduction d'un recours contre une taxe établie. Les déclarations inexactes qui ont été constatées, que tous sont d'accord pour réprimer énergiquement, auraient sans doute alors pu être évitées et le contrôle réduit à un minimum indispensable. Pour l'avocat, tromper son bâtonnier, peut même amener l'expulsion de l'ordre; pour le médecin, refuser sa confiance au chef qu'il a librement accepté comme dirigeant son association peut aboutir à une mise au ban de la corporation. Il semble que les peines que le conseil de discipline peut prononcer, que la déconsidération sociale résultant d'une sentence prononcée par l'association professionnelle, pour manquement grave à l'honneur, feront le plus souvent cesser des défaillances que confrères et égaux pourraient finalement réprimer.

L'amendement était rédigé comme suit :

« L'article 30 est complété par les dispositions suivantes :

» Les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices, sont » tenues, sous peine d'une amende de 500 francs pour toute infraction, de délivrer » un reçu de leurs honoraires, commissions ou autres rémunérations quelconques.

» Toutefois cette délivrance n'est pas requise quand les honoraires, commissions ou autres rémunérations quelconques : 1° ont fait l'objet d'un état ou

» mémoire extrait d'un registre à souches prescrit par la législation sur le droit de timbre; 2° n'atteignent pas la somme de 20 francs.

» Le reçu est extrait d'un carnet à souches dont le modèle sera déterminé par le Ministre des Finances.

» Le Ministre des Finances ne pourra exiger l'inscription sur les souches et sur les volants du carnet que du nom du débiteur ainsi que du chiffre global des honoraires, commissions ou rémunérations.

» Toute personne qui effectue un paiement de l'espèce *prévu aux alinéas précédents*, sans exiger le reçu, est responsable de l'amende solidairement avec l'intéressé. »

Un troisième amendement avait pour objet de faire décider que tout ce système de contrôle des professions libérales devait être inscrit dans le projet de loi qui vous est soumis et qui assujettit à un droit de timbre la délivrance rendue obligatoire, pour les professions libérales, de mémoires ou états d'honoraires. Ainsi la délivrance d'un reçu perdait un caractère qui pouvait paraître vexatoire et si des comparaisons sont possibles le travail intellectuel était à son tour soumis à une taxe de transmission.

Le transfert prévu par ce dernier amendement fut repoussé par la Commission. Ceux qui en étaient adversaires ont fait valoir qu'imposer un droit de timbre lors de la délivrance de mémoires ou état d'honoraires ne pouvait supprimer l'organisation d'un contrôle des revenus imposables.

Votre Commission a émis des votes formels sur le texte du second amendement qui fut présenté.

L'obligation de ne pas devoir simultanément faire usage d'un facturier et d'un carnet de reçus a été repoussée par 6 voix contre 3.

Celle de ne pas devoir délivrer de reçus quand la somme due était inférieure à 20 francs a été repoussée par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Par 6 voix contre 2 et 1 abstention, votre Commission a finalement décidé de vous proposer d'adopter le texte suivant :

« Les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices sont tenues, sous peine d'une amende de 500 francs pour toute infraction, de délivrer un reçu daté et signé de leurs honoraires, commissions ou rémunérations quelconques.

» Le reçu est extrait d'un carnet à souches dont le modèle sera déterminé par le Ministre des Finances.

» Le Ministre des Finances ne pourra exiger l'inscription sur les souches et sur les volants du carnet que du montant global des honoraires, commissions ou rémunérations, ainsi que du nom de celui qui en était débiteur. »

AMENDEMENT DE M. HALLET.

(Droit pour un débiteur de revenus atteints par la taxe professionnelle de retenir sur le revenu le montant de cette taxe.)

M. Hallet a voulu en principe supprimer la retenue à la source sur les traitements et les salaires.

Dans ce but, il a proposé d'apporter la modification suivante à l'article 31 des lois coordonnées.

ART. 31, § 3. — Ce paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« Au cas où le contribuable n'aurait pas acquitté le montant de la taxe due
» par lui dans les délais fixés à l'article 39, sur notification du receveur des con-
» tributions, les redevables désignés... etc. (la suite comme à l'article 31, § 5) ».

L'amendement reproduit le texte discuté en 1921.

Il fut repoussé par 5 voix contre 3 pour des motifs analogues à ceux qui furent déjà invoqués.

Le rapport déposé en 1921 s'exprimait comme suit :

« L'article 25, 2° de la loi coordonnée stipule que sont frappés de la taxe
» professionnelle : les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés
» publics ou privés, les salaires, les pensions et certaines rentes viagères.

« L'article 31, § 3, ajoute : que sont redevables de la taxe les citoyens qui
» sont débiteurs des rémunérations, salaires ou pensions et décide que le rede-
» vable a le droit de retenir sur le revenu le montant de la taxe.

« M. Hallet a soutenu que le maintien de ces dispositions ne se justifiait pas,
» que l'ouvrier et l'employé ne pouvaient être soupçonnés de ne pas vouloir
» payer l'impôt, que donc la retenue sur le traitement ou le salaire constituait
» une précaution humiliante et injustifiée. Il jugeait que l'employé et l'ouvrier
» devaient être traités comme tout autre contribuable; qu'ils étaient libres,
» comme ce dernier, de payer la taxe au moment qu'ils choisissaient pouvu
» qu'ils observaient les délais légaux; que la retenue préalable ne se légitimait
» que si le non-paiement de la taxe en dehors des délais légaux était notifié par
» le receveur des contributions au débiteur du revenu.

« L'amendement déposé par M. Hallet n'a pas été admis par votre Commission.

« Celle-ci n'a pas voulu recommencer la discussion qui s'est engagée en 1919
» et en 1920, parce qu'elle a jugé qu'il était impossible d'imposer aux receveurs
» des contributions déjà trop occupés par l'application des lois nouvelles
» d'impôts, la charge d'aviser tous les patrons dont les ouvriers ou les employés
» n'auraient pas payé leurs taxes, alors surtout qu'au moment de l'envoi de cet
» avis il faudrait peut-être rechercher encore qui serait le patron du contribuable
» en défaut.

« Depuis plusieurs mois, la retenue de la taxe s'opère sans difficultés et elle est
» appliquée non seulement aux ouvriers mais aussi aux magistrats, aux officiers,
» aux fonctionnaires, aux employés publics et privés, etc. »

ART. 6 DU PROJET DE LOI. — (*Import total des revenus sur lesquels
le montant de la taxe est établi.*)

Le texte de l'article est précis; le commentaire qui en est donné par l'exposé des motifs est clair; votre Commission vous propose d'adopter l'article.

CHAPITRE II.

DÉTERMINATION DU TAUX DES IMPÔTS CÉDULAIRES.

§ 1^{er}. — Contribution foncière.

AMENDEMENT DE M. HALLET.

(Augmentation au double du taux qui est en vigueur.)

Pour atteindre un but qu'il s'était proposé, M. Hallet avait déposé l'amendement suivant :

Le § 1^{er} de l'article 33 et de l'article 34 est complété comme suit :

Cette taxe est passible de 100 centimes additionnels au profit exclusif de l'État. Toutefois, ces additionnels ne sont pas applicables à la taxe sur les revenus des capitaux investis.

Cet amendement fut rejeté par six voix contre trois.

Les partisans de l'amendement ont fait valoir qu'ils voulaient procurer des ressources au Trésor; qu'ils proposaient donc la majoration du taux de certains impôts; qu'il n'aurait donc pas été juste de ne pas plus lourdement atteindre la propriété immobilière.

Les adversaires de l'amendement ont fait valoir que le revenu foncier est déjà atteint de 15 p. c. (10 p. c. de taxe; 50 centimes additionnels provinciaux et communaux) et qu'en raison de l'existence de taxes de voirie, d'égouts, etc. il peut être frappé à concurrence de 25 p. c. Doubler l'imposition leur paraissait impossible, d'autant plus qu'ils combattaient des majorations d'impôt qui étaient déposées en ordre principal pour totalement exonérer de l'impôt certaines classes de citoyens.

§ 2. — Taxe mobilière.

La modification du taux dont, en principe, le revenu mobilier est frappé, a été proposée par M. Hallet et par le Gouvernement.

A. — Proposition de M. Hallet.

Notre collègue demandait que le taux de 30 % pût, comme celui qui atteint le revenu foncier, être augmenté de 100 additionnels perçus au profit du Gouvernement.

La proposition fut rejetée par 6 voix contre 3.

La discussion dont elle a été l'objet s'est confondue avec celle relative à l'augmentation de la taxe foncière.

B. — *Proposition du Gouvernement.*

ART. 7 DU PROJET DE LOI.

I. — *Taxe mobilière sur les dividendes ; intérêts d'obligations, etc.*

Le premier paragraphe de l'article qui vous est soumis s'en occupe.

En commission, personne n'a proposé le rejet d'une majoration de la taxe. L'équité exigeait le plus souvent cette majoration ; la loi du 16 juillet 1922 a en effet permis aux communes de percevoir 50 additionnels à la taxe mobilière sur le revenu des capitaux investis ; un grand nombre d'entre elles ont fait usage de leur droit ; il en résulte que celui qui fait fructifier ses capitaux dans sa propre industrie, peut le plus souvent devoir payer 15 % de ses revenus ; il est juste d'imposer la une charge équivalente à celui qui se borne à encaisser des coupons provenant de bénéfices réalisés dans des exploitations anonymes.

Sans que leur idée ait été formulée en un texte précis, des membres ont jugé qu'il serait imprudent et peut-être injuste de soumettre à une même augmentation de taxe les revenus produits par les actions et ceux produits par des obligations émises déjà au moment de la promulgation de la présente loi.

Le propriétaire d'une action n'est taxé que si son titre est productif d'un revenu et la taxe croît à mesure que le revenu augmente.

Le propriétaire d'une obligation émise jusqu'ici jouit d'un revenu fixe qui est plus lourdement frappé alors que le pouvoir d'achat de ce revenu diminue.

Des membres de la Commission ont proposé de porter de 5 à 10 décimes le montant des additionnels prévus afin de permettre aux communes d'acquitter les charges qui leur incombent.

Dans la pensée des auteurs de la proposition, le produit des cinq décimes additionnels aurait été versé au fonds des communes organisé par la loi de 1922.

Les arguments qui sont invoqués pour établir la détresse financière des communes sont connus ; ils ont été souvent développés au Parlement même.

Sont moins connues peut-être les considérations qui font douter que cette détresse financière soit aussi générale qu'on l'affirme et qui ont amené au sein de la Commission la formation d'une majorité hostile à la proposition. La reprise par l'État de la dette de guerre des communes n'est pas terminée ; les communes ont à encaisser encore des sommes considérables provenant de la liquidation du fonds communal, de la perception de taxes sur bénéfices de guerre et sur bénéfices exceptionnels ; les autorités communales ignorent souvent encore le montant exact de la part locale dans le fonds des communes ; le rendement de la loi d'impôt sur le revenu croît chaque jour ; le produit de l'impôt foncier augmente parce que, par le recensement des baux, le revenu cadastral se rapproche du revenu réel.

II. — *Taux de taxes atténuées pour des raisons spéciales
ou d'intérêt général.*

Le § 2 de l'article qui vous est soumis s'en occupe :

a) Le montant de la taxe de 2 % afférent, en vertu des lois coordonnées, aux

revenus d'origine étrangère est doublé, c'est-à-dire porté à 4 %; tel est le but des deux premiers alinéas du § 2 de l'article.

b) Régime de faveur pour certains revenus.

1. La taxe sur les *intérêts des fonds publics nationaux, des emprunts faits par la colonie, les provinces et les communes* reste fixée à 2 %. Les détenteurs d'anciens fonds publics qui se rencontrent surtout dans la petite bourgeoisie et la classe ouvrière bénéficieront de cet avantage.

2. Il en est de même en ce qui concerne le *revenu des dépôts à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite*.

Votre Commission vous propose d'étendre le bénéfice de la même disposition au *revenu des dépôts à la Caisse des Dépôts et Consignations* parce qu'une part importante de ces dépôts dont le revenu ne dépasse pas 3 % est obligatoirement faite au nom de mineurs et d'incapables.

3. Il en est toujours de même pour les *revenus des dépôts aux caisses d'épargne relevant d'un établissement public* lorsque ces dépôts n'excèdent pas 5,000 francs par livret.

Des membres de la Commission ont demandé l'application du taux réduit aux *revenus des dépôts faits dans les coopératives*, soutenant que ces dépôts étaient souvent productifs d'un intérêt de moins de 3 %, souvent aussi faits sans intérêt et que les sociétés coopératives de consommation rendaient de tels services qu'il était indispensable de leur faciliter la formation de leur capital.

Cette proposition n'a pas été admise. L'octroi d'une faveur aux coopératives aboutirait à l'octroi de mêmes avantages aux tontines, syndicats, caisses agricoles. Mais s'il est nécessaire d'encourager la petite épargne, la faveur d'une réduction du taux de l'impôt peut légitimement être limitée aux cas dans lesquels cette épargne confie ses fonds à des établissements publics pour être affectés par ces derniers à une destination d'intérêt général. En fin de compte, la petite épargne bénéficie de la mesure puisqu'elle est écartée de placements spéculatifs.

Votre Commission tient à souligner le dernier alinéa de l'article qui vous est soumis. Il exonère de toute taxe les revenus de livrets à la Caisse d'épargne et aux caisses d'épargne relevant d'un établissement public quand l'intérêt n'atteint pas 50 francs par livret.

Il faut enfin noter ici que votre Commission vous proposera au moment opportun l'insertion dans le projet de loi d'une disposition spéciale tendant à régler le régime fiscal des sociétés par actions, belges ou congolaises, opérant dans la Colonie.

Des observations qui précèdent il résulte que votre Commission a l'honneur de vous proposer des amendements au texte de l'article 7 du projet de loi et un autre amendement au premier alinéa de l'article vous est aussi proposé afin de rendre le texte plus précis.

L'article devrait donc être rédigé comme suit :

« § 1. Le 1^{er} alinéa de l'article 34 est complété comme suit :

» Cette taxe est *augmentée* de 50 centimes additionnels au profit exclusif de
» l'État. Toutefois, ces additionnels ne sont pas applicables à la taxe sur les
» revenus des capitaux investis ni à celle qui est visée au § 2 ci-après. »

§ 2. Comme au texte du projet, sauf qu'au litt. *a* du § 2 il faut supprimer les mots : « dans la Colonie » et 2° qu'après les mots : « Caisse générale d'Épargne et de Retraite » au *b* du même paragraphe, il faut ajouter les mots : « Ou à la Caisse des Dépôts et Consignations ».

§ 3. — **Taxe professionnelle.**

AMENDEMENT DE M. HALLET.

(Taux du prélèvement sur les diverses tranches du revenu professionnel.)

M. Hallet a soumis à la Commission le texte ci-après :

ART. 35, § 2. — Ce paragraphe est remplacé par le texte suivant :

« Le taux, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé
» à 2 % pour la première tranche et augmente graduellement d'un demi pour
» cent pour chaque nouvelle tranche jusqu'au revenu de 21,000 francs compris.
» Au delà de ce chiffre, l'augmentation sera de 1 % pour chaque nouvelle
» tranche, sans pouvoir dépasser 30 %. »

Le texte qui est en vigueur est libellé comme suit :

« Le taux, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé
» à 2 % pour la première tranche et augmente graduellement d'un demi pour
» cent pour chaque nouvelle tranche *sans pouvoir dépasser 10 % pour la partie*
» *des revenus excédant 48,000 francs.* »

La proposition de M. Hallet fut repoussée par 6 voix contre 3 et 1 abstention.

Votre Commission a l'honneur de vous rappeler le passage du rapport de 1921 qui était relatif à la même question et qui était conçu comme suit :

« Les membres de la Commission partisans d'une majoration ont justifié leur
» opinion en faisant valoir que l'augmentation de la taxe pour les contribuables
» possesseurs de grosses fortunes établissait une égalité plus complète entre la
» charge imposée aux diverses catégories de contribuables; — qu'ils frappaient
» exclusivement les dernières tranches des revenus les plus importants, celles-ci
» étant en général consacrées à l'acquisition de ce qui, en langage courant, est
» qualifié de superflu; — qu'un revenu encaissé sans avoir donné lieu à une
» prestation de travail pouvait être plus frappé que celui qui était la rémunéra-
» tion de tout effort quelconque dont la collectivité bénéficiait.

« Les autres membres de la Commission ont fait valoir que le montant de
» la taxe avait déjà été majoré depuis le premier vote de la loi en 1919; qu'il
» leur était impossible d'admettre des majorations annuelles de ce montant,
» parce qu'en agissant ainsi on pouvait aboutir à la perception de la totalité de
» certains; que ne pas donner au contribuable la garantie qu'il pourra librement
» disposer d'une partie de ses revenus, surtout d'une augmentation de revenus,
» supprimera chez lui tout désir d'épargne, tout effort en vue de l'augmentation

» de son capital. Ils ajoutaient qu'une détermination suffisamment précise des
 » charges grevant la fortune empêcherait seule la fraude et garantirait un bon
 » rendement de l'impôt. Ils signalaient enfin l'importance actuelle de certains
 » impôts. »

AMENDEMENT DE M. HALLET.

(Echelle de prélèvement pour la taxe professionnelle des sociétés.)

Par application de la législation qui est en vigueur le taux de la taxe ne peut dépasser 10 % du revenu.

M. Hallet a proposé l'amendement suivant :

ART. 35, § 3, alinéa 2 : « Les mots *sans pouvoir dépasser 10%* sont remplacés par les mots *sans pouvoir dépasser 30%*. »

La proposition fut repoussée par 5 voix contre 3 et 1 abstention.

ART. 8 DU PROJET DE LOI (*taxe professionnelle sur les revenus réalisés à l'étranger*).

Les lois coordonnées fixent uniformément à 2 % la taxe professionnelle afférente aux revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie.

Or la taxe professionnelle sur les revenus réalisés en Belgique est plus élevée; le taux qui certes est aussi de 2 % à la base en croît par tranches de revenus; et la loi du 16 juillet 1922 autorise la perception d'additionnels par les provinces et les communes.

Il importait donc à la fois, et d'établir une proportion plus équitable entre les deux taxes, mais aussi de veiller à ce que les bénéfices d'origine étrangère ne fussent pas trop lourdement frappés; ils sont le produit du travail; ils sont atteints par l'impôt dans le pays où ils sont réalisés; ils font pénétrer en Belgique des devises étrangères.

Votre Commission se rallie à toutes ces considérations et approuve en principe le texte qui vous est soumis mais pour le rendre plus précis, et pour le mettre en concordance avec le texte spécial au sujet des sociétés par actions belges ou congolaises opérant dans la colonie, elle a l'honneur de vous proposer d'adopter le texte suivant :

« Par modification au 1° de l'alinéa 4 de l'article 35, la taxe professionnelle » est *réduite* au quart de l'impôt *fixé par les alinéas 2 et 3*, pour les revenus » réalisés et imposés à l'étranger. »

Le taux de l'impôt dans l'espèce oscillera donc entre $\frac{2}{4}$ ou 0.50 % et $\frac{10}{4}$ ou 2.50 %, ce qui constituera une forte atténuation pour les petits revenus.

TITRE II

DE L'IMPOT COMPLÉMENTAIRE SUR LES REVENUS
OU SUPERTAXE.

CHAPITRE PREMIER.

DES BASES DE L'IMPOT.

AMENDEMENT DE M. HALLET.

(Détermination du revenu minimum jugé indispensable à l'existence).

Aux termes de la législation qui est en vigueur, donc de l'article 41 des lois coordonnées, le revenu qui assure un minimum d'existence est en fait exempté de la surpertaxe.

Le montant de ce revenu, dont tout contribuable jouit, diffère suivant l'importance de la commune où il réside et varie de 2,100 à 3,600 francs ⁽¹⁾.

A ces principes M. Hallet a proposé d'apporter une double dérogation. Il a soumis le texte suivant à la Commission.

ART. 41. — « Les minima fixés au § 1^{er} de cet article sont remplacés par les » chiffres suivants :

» 4,000 4,500 5,000 5,500 6,000

» Le paragraphe suivant est ajouté à l'article :

» Pour les revenus qui dépassent ces chiffres, il y a lieu aux exonérations suivantes :

» Les revenus supérieurs aux minima, mais ne dépassant pas le double de » ceux-ci, sont, quant aux chiffres minima fixés ci-dessus, exonérés seulement à » concurrence de 75 %. Les revenus ne dépassant pas le triple sont exonérés » dans les mêmes conditions à concurrence de 50 %. Les revenus ne dépassant » pas le quadruple, à concurrence de 25 %. Les revenus plus élevés ne jouissent » d'aucune exonération. »

La discussion qui s'est engagée au sein de la Commission ne diffère pas sensiblement de celle de 1921.

(1) Art. 41 des lois coordonnées et arrêté royal du 11 octobre 1920.

Aussi, votre Commission a-t-elle l'honneur de reproduire le passage suivant du rapport de 1921 :

» M. Hallet justifiait son opinion en faisant remarquer que la loi de 1920 n'a
» pas comblé la lacune qui existait dans la loi de 1919. Celle-ci n'exonérait les
» revenus inférieurs à 6,000 francs que du seul paiement de la supertaxe. Or,
» la loi de 1920 n'a admis un dégrèvement de la taxe professionnelle et de la
» supertaxe que pour les revenus inférieurs à 3,000 francs, tandis qu'un mini-
» mum de 6,000 francs est, par exemple, toujours nécessaire pour assurer le
» minimum d'existence d'une famille de quatre personnes dans une ville de plus
» de 60,000 habitants. Il renforçait son argumentation en faisant remarquer
» que des arrêtés royaux, par application des dispositions du § 3, alinéa 2 de
» l'article 41, ont rangé des communes dans une catégorie supérieure à celle
» de leur population.

» La majorité des membres de la Commission ont rejeté l'amendement défendu
» par M. Hallet. Leur décision est basée sur les considérations suivantes :

» 1° L'impossibilité de déterminer déjà quel est le coût normal de la vie
» exige que le montant du minimum d'existence soit légalement fixé assez bas,
» afin d'éviter, si ce minimum était élevé, une revision de la loi chaque fois que
» le coût de la vie diminuera; cela d'autant plus que la classification des com-
» munes peut être modifiée par arrêté royal;

» 2° La Commission ayant été unanime pour admettre, en faveur des familles
» nombreuses, une modification du texte de l'article 42 des lois coordonnées.

» Or la discussion sur cette modification est résumée ci-après.

» L'article 42 est conçu comme suit :

» Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au
» 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de
» l'article 41 est augmenté d'un dixième.

» Cet accroissement est doublé pour la femme et pour chaque enfant âgé de
» plus de 8 ans à la date précitée.

» Si le contribuable est veuf ou veuve, cet accroissement est augmenté de
» moitié par personne à sa charge.

» Or, votre Commission estime que les exemptions prévues sont insuffisantes
» quand on les compare à celles dont jouit personnellement le chef de famille
» même s'il n'a aucune charge de ménage. Elle ne comprend surtout pas que
» l'accroissement soit seulement augmenté quand l'enfant a dépassé l'âge de
» 8 ans; l'enfant âgé de moins de 8 ans fréquente déjà l'école; même avant
» qu'il ne le fasse, sa nourriture et son entretien ne peuvent se solder par une
» dépense minime. En tous cas, une exonération très importante pour les charges
» de famille semble d'autant plus indispensable à mesure que le vote d'un impôt
» de transmission devient probable. Votre Commission propose donc :

» 1° De remplacer à l'alinéa 1 de l'article 41 le dixième par le cinquième ;

» 2° De supprimer l'alinéa 2 du même article.

» Le revenu professionnel qui serait exonéré pour une famille composée
» du père, de la mère et de deux enfants s'élèverait donc à 2,880 francs

» (1,800 + 360 + 2 × 360) si la famille réside dans une commune de moins
 » de 5,000 habitants, à 4,800 francs (3,000 + 600 + 2 × 600) si elle réside
 » dans une commune de plus de 60,000 habitants.

» Pour apprécier à sa juste valeur l'importance de ces exonérations qui seraient
 » consenties à l'avenir, il importe de ne pas oublier que, pour les salariés, le
 » montant du revenu sur lequel la taxe sera calculée n'est pas le revenu brut,
 » mais le revenu fiscal net, c'est-à-dire le revenu encaissé diminué, par application
 » de l'article 25, § 3, des lois coordonnées, d'un dixième pour charges
 » professionnelles.

» En fait donc, 4,800 francs correspondront à 5,400 francs environ et 2,800
 » à 3,100 francs. »

A l'argumentation qui précède, il n'a été ajouté qu'une considération nouvelle : des membres de la Commission opposés à un relèvement du taux du minimum de revenu à exempter ont exposé qu'ils n'émettaient un vote hostile que parce que le relèvement était général et non limité aux contribuables ayant charge de famille; parce qu'ils jugeaient une modification de texte superflue puisque, quoiqu'on dise, le gouvernement pouvait, si les conditions économiques de l'existence se modifiaient, changer le barème par arrêté royal.

La Commission a émis les votes suivants :

1° La majoration pure et simple à concurrence de 100 % pour tout citoyen du chiffre du revenu minimum à exempter a été repoussée par 5 voix contre 3 et 1 abstention;

2° La seconde échelle d'exonération qui d'après le texte soumis par M. Hallet fournit un alinéa nouveau de l'article 41 a recueilli 4 voix contre 4 et 1 abstention.

3° Après ses votes une proposition nouvelle a été déposée.

Elle restreignait la faveur de l'augmentation au double du « minimum d'existence » aux contribuables mariés. Elle était libellée comme suit : *les taux indiqués ci-dessus sont doublés pour les contribuables mariés.*

Il fut entendu que si la proposition recueillait une majorité au sein de la Commission il en résultait non seulement une modification du texte de l'article 42 des lois coordonnées qui sont en vigueur, mais une modification des amendements apportés à ce texte en 1921, amendement dont la portée est exposée ci-après

La proposition a été adoptée en Commission par 7 voix contre 2.

ART. 9 DU PROJET DE LOI. — (*Majoration, par membre de famille, du minimum de revenus exempté de la supertaxe.*)

Votre rapporteur vous a, en 1921 (pages 8 et 9 du document n° 510), exposé que par application de l'article 42 des lois coordonnées l'accroissement du minimum d'existence exonéré de la supertaxe en vertu de l'article 41 était de un dixième pour les enfants de huit ans ou moins et qu'il s'élevait à deux dixièmes pour la femme du redevable et ses enfants de plus de huit ans.

Les raisons qui ont amené la suppression en 1921 de l'accroissement variable et l'adoption d'un accroissement uniforme de 5 % pour toutes les personnes qui sont à la charge de l'intéressé subsisteraient et votre Commission pourrait vous proposer le vote du texte du projet de loi puisque ce texte s'inspire des décisions prises par la Chambre en 1921.

Mais est intervenu le vote émis en commission au sujet des amendements proposés par M. Hallet à l'occasion de l'examen de l'article 41 et qui est relaté ci-dessus.

Il devenait impossible de double « *le minimum d'existence* » du contribuable marié et de lui permettre encore d'augmenter ce minimum d'un cinquième pour son épouse.

La Commission respectant la décision prise par la Chambre en 1921 et qui justifie le texte du projet de loi, mais amendant ce texte pour le mettre en harmonie avec le principe de la modification qui a été adoptée au cours de l'examen de l'article 41, a l'honneur de vous proposer de décider que l'article 9 du projet de loi sera rédigé comme suit :

« Les deux premiers alinéas de l'article 42 sont remplacés par la disposition suivante :

» Le minimum exempté en vertu de l'article 41 est :

» 1° Porté au double si le contribuable est marié au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition;

» 2° Augmenté d'un cinquième pour chaque autre membre de la famille qui est à sa charge à la même date du 1^{er} janvier.

CHAPITRE II.

DÉTERMINATION DU TAUX DE LA SUPERTAXE.

- ART. 10 DU PROJET DE LOI. — (*Montant du taux prélevé par tranche de revenus.*)

L'échelle de tarification établie par la loi de 1919 a été abaissée par la loi de 1920.

Quoique M. Delacroix ait déclaré au cours des discussions en 1920 qu'il ne pouvait être question de dégrever les contribuables, la modification de l'échelle de tarification a réduit considérablement le nombre des assujettis à la supertaxe.

Le Gouvernement jugeant l'augmentation des impôts nécessaire veut faire produire à la supertaxe environ 40 millions de ressources nouvelles et demande

que l'échelle de tarification soit majorée. Le tableau ci-après indique les taux proposés et ceux qui sont appliqués aujourd'hui :

	Taux proposé.	Taux actuel.
1 ^o 1 ^{re} tranche de revenus (5,000 francs et moins)	1 %	0,50 % pour la première
2 ^o 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e tranche de revenus (revenus de 10,000, 15,000 et 20,000 francs, augmentation de taxe)	Augmentation de 0,50 % par tranche de 5 000 francs.	tranche; augmentation de 0,50 % pour les trois tranches suivantes (jus-
3 ^o 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e tranche de revenus (revenus de 25,000, 30.000 et 35.000 francs).		que 20,000 francs); de 0,75 % pour les huit tranches suivantes (jus-
4 ^o 8 ^e tranche de revenus et au delà	Augmentation de 1 % par tranche avec maximum de 30 %.	que 60,000 francs); et de 1 % au delà sans pouvoir dépasser 30 %.

Pour ne pas s'exagérer l'importance des charges qu'entraînerait le tarif nouveau, il faut se rappeler : si l'on envisage les revenus modestes, qu'on doit déduire de la supertaxe, l'impôt correspondant au minimum d'existence et aux charges de famille et si l'on envisage les gros revenus, ceux qui excèdent 160,000 francs, le taux ne dépassera pas 30 %.

Le texte qui vous est soumis a été vivement discuté.

Les raisons invoquées par ceux qui repoussaient toute modification de tarification sont exposées dans la première partie de ce rapport; il faut cependant y ajouter qu'ils ont rappelé qu'en Angleterre la supertaxe n'atteignait que les revenus dépassant 3,000 livres.

Des membres de la Commission ont combattu toute majoration du taux de la tranche de base de revenus (revenus de 5,000 francs et moins) parce qu'il fallait assurer la complète jouissance d'un revenu qui représente un minimum d'existence. Ils renforçaient leur argumentation par la considération que le pourcentage théorique de l'impôt passerait pour les revenus de 10,000 francs de fr. 0.75 à 1.25; pour les revenus de 20,000 francs de fr. 1 à 1.50; pour les revenus de 30,000 francs de fr. 3.27 à fr. 3.50 et pour les revenus de 100,000 francs de fr. 7.40 à fr. 8.02; des membres déclaraient que si pour fournir des ressources au Trésor il fallait plus lourdement imposer les revenus modestes, ils demandaient que le taux de la supertaxe fut doublé pour toutes les tranches de revenu.

Enfin a été envisagée la possibilité de se rallier à la tarification proposée par le Gouvernement avec ce correctif que les revenus inférieurs à 5,000 francs resteraient, comme par le passé, frappés de la taxe de un demi pour cent.

Le maintien du tarif en vigueur fut repoussé parce qu'il est impossible de refuser au Gouvernement 40 millions sur les 200 qu'il réclame.

L'augmentation du tarif en vigueur à concurrence de 100 % fut rejetée parce qu'outre les impôts cédulaires dont en général le taux est de 15 % les revenus supérieurs à 40,000 francs seraient en outre frappés à concurrence de 10 % et les revenus de 95,000 francs à 29.50 %.

Le maintien de la taxation en vigueur pour les revenus qui sont inférieurs à 5,000 francs qui, malgré toutes les réductions dont ils sont susceptibles, représentent à peine actuellement un minimum strictement requis pour assurer l'existence, a été adopté pour ne pas lourdement imposer les classes les moins avantagées de la société.

Mais parce que le maintien sans restriction aucune de la taxe de un demi pour cent à la tranche de revenus qui est inférieure à 5,000 francs aurait sa répercussion sur l'impôt grevant toutes les tranches subséquentes de revenus, votre Commission vous propose de décider que ce qui est nommé la tranche de base sera frappé de 1 % lors que le revenu dépasse 5,000 francs.

En résumé, l'échelle de tarification, proposée par le Gouvernement, serait appliquée dès que le revenu excède 5,000 francs.

Votre Commission vous propose un amendement à l'article 10, dont le dernier alinéa serait rédigé comme suit :

« Toutefois, lorsque le revenu ne dépasse pas 5,000 francs, le taux de la » supertaxe est fixé à un demi pour cent. »

Le droit que possède le contribuable de déduire de la supertaxe l'impôt correspondant à une portion de revenu variable, selon l'importance de la commune où il réside (art. 41 des lois coordonnées), d'augmenter ce minimum par membre de famille qui est à sa charge, pouvait avoir cette conséquence que serait exonéré de toute supertaxe l'occupant d'un immeuble à revenu cadastral élevé.

D'où la proposition d'imposer une taxe forfaitaire de 5 ou de 10 francs en cas d'occupation d'un immeuble dont le revenu cadastral serait établi par arrêté royal.

Votre Commission estime que l'occupation seule d'un immeuble ne peut entraîner le paiement d'une supertaxe, cette occupation d'un immeuble de valeur étant très souvent nécessitée par la composition de la famille.

Votre Commission ajoute que l'arrêté royal prévu donne à l'Administration des pouvoirs trop absolus.

Aussi a-t-elle, reconnaissant la nécessité d'un forfait dans certains cas, l'honneur de vous proposer un amendement introduisant dans la législation une nouvelle taxe forfaitaire.

Un amendement déposé par M. Hallet et portant de 30 à 40 % le montant qui pourrait être perçu par la supertaxe sur le revenu dont jouit un redevable qui y serait assujéti a été repoussé par 5 voix contre 4.

A la suite des décisions prises par votre Commission, le texte dont le vote vous est proposé est libellé comme suit :

« L'article 44 est modifié et complété comme suit :

» § 1. La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de » revenu de 5,000 francs et moins. Le taux en est fixé à 1 % pour la première » tranche; il augmente graduellement :

» 1° De $\frac{1}{2}$ % pour les six tranches suivantes ;

» 2° De 1 % pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 30 % pour la » portion des revenus supérieurs à 160,000 francs.

» § 2. Toutefois, lorsque le revenu ne dépasse pas 5,000 francs le taux de la » supertaxe est fixé à $\frac{1}{2}$ %.

» § 3. La supertaxe est fixée forfaitairement à 5 francs, lorsque la diffé- » rence entre le revenu réel imposable et le minimum de revenu exonéré, en vertu » des articles 41 et 42, ne dépasse pas :

» 700 francs dans les communes de moins de 10,000 habitants.

» 800 francs dans les communes de 15,000 à moins de 30,000 habitants.

» 900 id. 30,000 à moins de 60,000 habitants.

» 1,000 id. 60,000 habitants et plus.

» Elle est fixée à 10 francs lorsque la différence sus visée n'excède pas respec- » tivement 1,200, 1,300, 1,400 et 1,500 francs dans les catégories de communes » sus indiquées.

» Il n'est pas tenu compte des revenus donnant lieu à une supertaxe inférieure » à 2 francs. »

ARTICLE 11 DU PROJET. (Personnes à charge du contribuable assujetti à la supertaxe.)

La supertaxe est, en vertu de l'article 45 des lois coordonnées, diminuée de 5 % pour chaque membre de la famille qui est à la charge du redevable.

Ce dégrèvement, limité par la loi de 1919 aux portions de revenus n'excédant pas 25,000 francs demeure, depuis la loi de 1920, le même, quel que soit le nombre des membres de la famille.

Si l'on veut bien noter que la réduction par personne serait donc de fr. 37.50 pour un revenu de 20,000 francs, de 350 francs pour un revenu de 100,000 francs; qu'elle dépasse les 6,000 francs pour un revenu de 500,000 francs, on peut en conclure que le possesseur d'un revenu modeste devrait avoir de nombreuses personnes à sa charge avant de jouir pour leur ensemble d'une réduction égale à celle dont bénéficie pour une seule personne le propriétaire d'un revenu important.

On ne peut certes méconnaître que la charge de famille varie suivant l'importance du rang social; mais l'écart des chiffres cités ci-dessus se justifie difficilement.

Votre Commission ne s'est pas ralliée cependant au projet du Gouvernement qui fixe à 200 francs le maximum de réduction admissible par personne, et imposait une réduction forfaitaire aux revenus qui auraient dépassé 70,000 francs, parce qu'elle a estimé qu'il n'était pas suffisamment tenu compte du coût de la vie.

Au sein de votre Commission, il y a eu accord unanime pour admettre que le texte de l'article 45, qui est en vigueur, devait être complété; en d'autres termes, que le principe d'une réduction de 5 % par membre de famille à charge du redevable de la taxe était maintenu, mais qu'il fallait introduire dans le texte légal certaines dérogations au principe.

Sur une première dérogation, il y a eu également unanimité.

Le texte de l'article 45 des lois coordonnées serait complété par l'ajoute d'un premier paragraphe nouveau dont le vote vous est proposé et dont le texte,

visant les cotisations forfaitaires de 5 et de 10 francs mentionnées ci-dessus, serait libellé comme suit : *Cette déduction n'est pas applicable à la supertaxe forfaitaire prévue au dernier alinéa de l'article précédent.*

L'unanimité n'a pas été recueillie pour les autres dérogations jugées nécessaires.

Deux amendements qui auraient, l'un et l'autre, formé un troisième alinéa de l'article 45, ont été soumis à la Commission. Le texte en est suffisamment précis pour en caractériser toute la portée :

Le premier amendement était libellé comme suit : « *la déduction prévue au* » § 1 (la déduction de 5 %) *ne peut dépasser 250 francs par personne si le con-* » tribuable a moins de trois enfants à sa charge. *Cette somme est respectivement* » portée à 300 francs, 400 francs ou à 500 francs, *quand le nombre des enfants* » à charge est supérieur à cinq, sept ou dix.

» Il n'est plus accordé de déduction pour les tranches de revenus dépassant la » somme de 115,000 francs. »

Le second amendement était libellé comme suit : « *Toutefois cette disposition* » (donc la déduction de 5 % qui est en principe maintenue) *est sans application* lorsque le revenu, sur lequel la cotisation est établie, dépasse 100,000 francs.

Votre Commission a décidé, par 6 voix contre 4, de vous proposer d'adopter le second amendement.

TITRE III.

DE L'ÉTABLISSEMENT ET DU RECouvreMENT DES TAXES.

§ 1^{er}. — De l'imposition.

AMENDEMENT DE M. HALLET.

(Réduction de la supertaxe suivant la population de la commune où réside le redevable.)

Le revenu exonéré de la taxe professionnelle parce qu'il représente le minimum de ressources assurant l'existence du redevable variant suivant la population de la commune où il réside, M. Hallet a proposé d'appliquer le même principe à la supertaxe, puisque souvent le revenu atteint par la supertaxe ne comprenait d'autres éléments que le revenu professionnel.

Il a proposé l'amendement suivant à l'article 49 :

« L'alinéa 7 de l'article 25 est applicable en ce qui concerne la supertaxe. »

Cet amendement a été repoussé par 5 voix contre 4, parce que la supertaxe est établie sur l'ensemble de tous les revenus dont le redevable jouit et que par le jeu des déductions qui sont appliquées déjà aux catégories spéciales de revenus, il est rare qu'une supertaxe soit perçue quand il y a exclusivement jouissance d'un revenu professionnel modeste.

§ 2. — De la déclaration et du contrôle.

ART. 12 DU PROJET DE LOI. — (*Commission de taxation.*)

Le Gouvernement demande l'organisation de commissions de taxation et l'octroi aux contrôleurs du droit de les consulter parce que dans les grandes villes la productivité et la diversité des professions sont tellement variables que jamais le contrôleur des contributions ne sera à même d'apprécier exactement les situations individuelles.

Le projet a rencontré une vive opposition au sein de la Commission. Aux raisons invoquées par le Gouvernement, les partisans du projet ont ajouté qu'avant guerre des commissions nommées par le Conseil communal ont fonctionné sans critiques et avec avantages. Appeler des commissions analogues à la vie aboutirait à cette conséquence que le pouvoir communal qui connaît le contribuable participerait à l'effort réalisé pour assurer la rentrée de l'impôt. Les adversaires du projet ont allégué que les membres des commissions seraient aussi ignorants des situations individuelles que les contrôleurs; que souvent leurs avis seraient basés sur des « on dit »; que le rôle des commissions de taxation pour bénéfices de guerre et bénéfices exceptionnels n'avait pas été si heureux qu'on se plait à le dire, leur décision n'ayant pas toujours été appuyée sur des faits contrôlables; enfin, ils insistaient sur la nécessité du secret des opérations commerciales qui est aussi indispensable que le secret professionnel.

Deux amendements au texte du projet ont été soumis à la Commission.

Le premier était libellé comme suit :

« L'article 55 est complété comme suit :

» Préalablement à l'imposition des *redevables*, le contrôleur peut, sauf dans le cas prévu à l'article 65, entendre, dans les communes dont la *population agglomérée excède 10,000 habitants*, une commission dont le fonctionnement est réglé par le Ministre des Finances.

» Les communes visées à l'alinéa précédent sont déterminées par arrêté royal.

» La Commission se compose 1° de trois délégués du Conseil communal et 2° de quatre représentants du Commerce et de l'Industrie et des professions libérales choisis par le président du Tribunal de Commerce du ressort ou, à défaut, par le président du Tribunal de première instance.

» Les membres de la dite Commission sont nommés pour trois ans, et, préalablement à leur entrée en fonctions, ils prêtent entre les mains du contrôleur, le serment de s'acquitter de leur mission en toute impartialité et de garder le secret des délibérations auxquelles ils ont participé.

» Les avis de la Commission doivent être motivés. »

En résumé donc ce premier amendement :

1° N'assujettissait pas au contrôle de commissions les contribuables soumis soit à l'autorité du bâtonnier de l'Ordre des avocats soit à l'autorité de présidents d'organismes professionnels, ceux-ci pouvant, par une modification du texte de l'article 63 qui était proposée si l'amendement était adopté, être consultés avant

que la cotisation était établie, au lieu de ne pouvoir l'être que dans les cas où il était introduit un recours contre les cotisations déjà établies.

2° Ne soumettait pas au contrôle des commissions les redevables résidant dans des communes dont la population agglomérée était inférieure à 10,000 habitants parce que dans les grandes agglomérations les inévitables petites rancunes locales n'exercent pas d'influences.

3° Assurait le secret des délibérations des commissions.

4° Excluait tout avis exclusivement basé sur la notoriété publique, avis qui a été parfois émis ainsi quand il s'agissait de bénéfices de guerre ou de bénéfices exceptionnels, qui était incontrôlable et qui a donné lieu à des abus.

L'idée a même été suggérée d'appliquer la représentation proportionnelle à la nomination des délégués du conseil communal.

Le second amendement rattachait simplement le texte du Gouvernement à l'article 56 du projet.

Cet amendement était justifié comme suit :

L'article 55 des lois coordonnées permet au contrôleur qui doute de l'exactitude d'une déclaration souscrite par un redevable de causer avec ce dernier, de s'éclairer lui-même, et d'obtenir une rectification spontanée de la déclaration.

L'article 56 conférait des pouvoirs spéciaux au contrôleur quand des circonstances spéciales renforçaient le doute qui existait au sujet de la déclaration.

Mais pour éviter les abus qui résultaient du maintien d'une pratique reconnue indispensable quand il s'agissait du droit de patente, il fallait supprimer le droit pour le contrôleur de se baser sur la notoriété publique.

L'amendement était libellé ainsi :

« L'article 56 est modifié et il est complété comme suit :

« En l'absence de déclaration, à défaut de remise de pièces justificatives ou en cas de présomption d'inexactitude, l'administration pourra établir d'office la taxe du redevable en raison du montant présumé des revenus imposables.

» Dans ce cas, le contrôleur pourra, avant d'établir l'imposition, entendre dans les communes dont la population agglomérée excède 10,000 habitants, une Commission dont le fonctionnement est réglé par le Ministre des Finances. »

Les votes suivants ont été émis sur le second amendement :

A l'unanimité, il a été décidé de rattacher l'organisation de commissions à l'article 56 et non à l'article 55.

Le premier alinéa du second amendement modifiant donc le texte de l'article 56 a aussi été admis à l'unanimité.

Il a été décidé par 11 voix contre 1 que les commissions pourraient fonctionner dans toutes les communes.

Les deux derniers alinéas du premier amendement ont été adoptés à l'unanimité.

Le texte dont votre Commission vous propose l'adoption est donc libellé comme suit :

« L'article 56 est modifié et complété comme suit :

» En l'absence de déclaration, à défaut de remise des pièces justificatives ou

» en cas de présomption grave d'inexactitude, l'administration pourra établir
 » d'office la taxe du redevable en raison du montant présumé des revenus
 » imposables.

» Dans ce cas, le contrôleur pourra, avant d'établir l'imposition, entendre une
 » commission dont la composition et le fonctionnement sont réglés par le
 » Ministre des Finances.

» Préalablement à leur entrée en fonctions les membres de cette commission
 » prêtent entre les mains du contrôleur le serment de s'acquitter de leur mission
 » en toute impartialité et de garder le secret des délibérations auxquelles ils ont
 » participé.

» Les avis de la commission doivent être motivés. »

ART. 13 DU PROJET DE LOI. — (*Amende en cas d'absence de déclaration
 ou de déclaration reconnue fausse.*)

Le texte proposé a été admis sans discussion.

ART. 14 DU PROJET DE LOI. — (*Versement à l'État de la taxe mobilière
 perçue par retenue.*)

Votre Commission admet que les taxes perçues doivent rapidement être
 remises au Trésor; cela ne souffre pas discussion.

Elle estime que la correction du texte de l'article 59 qui vous est proposé
 devrait être plus complète, parce que à raison de son importance respective il y
 a intérêt à plus accélérer le versement de la taxe mobilière perçue par retenue
 sur les revenus imposables.

Mais l'adoption du texte proposé par le Gouvernement ou du texte suggéré
 par la Commission impose, en tout cas, une modification à l'article 54, § 2,
 des lois coordonnées puisque le délai de la remise au receveur de la déclaration
 mentionnant, par catégorie, le montant des revenus taxables, était le même
 que celui en dehors duquel les revenus en question devaient être payés aux termes
 du texte des lois coordonnées.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer de rédiger comme suit le
 texte de l'article 14 du projet de loi :

« L'article 59, § 1, alinéa 1, est modifié comme suit :

» La contribution *foncière* est payable par trimestre.

» La *taxe mobilière perçue par retenue* sur les revenus imposables est payable
 » dans les quinze jours de l'attribution ou de la mise en paiement de ces revenus.

» La déclaration prévue par l'article 54, alinéa 2, doit être remise dans le même
 » délai.

» La *taxe professionnelle perçue par retenue* sur les *revenus imposables* est
 » payable dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel
 » les revenus ont été payés.

» Les taxes non perçues, etc. (La suite comme au texte qui est en vigueur).

§ 3. — Des réclamations et recours.

ART. 15 DU PROJET DE LOI. — (*Peines applicables en cas de réclamations reconnues non fondées.*)

Votre Commission admet qu'il faille réprimer l'abus qui est fait des réclamations qui sont de toute évidence mal fondées.

Mais elle ne peut se rallier au texte qui est proposé par le Gouvernement : les termes « réclamations intempestives » manquant de précision.

Votre Commission vous propose d'attendre le texte du projet de loi et de dire :

« L'alinéa suivant est ajouté à l'article 61 :

« En cas de réclamations manifestement non fondées, la décision qui la rejette » peut mettre les frais de l'instruction administrative à charge du réclamant; ces » frais sont fixés à 25 francs. »

La Commission ayant appris que l'Administration avait prescrit d'annexer aux avertissements-extraits délivrés aux contribuables taxés à plus de 1,000 francs une note indiquant les bases du calcul des taxes, les réclamations rejetées, qui seront réellement intempestives, pourront seules entraîner le paiement de frais.

La Commission, pour préciser la portée du texte qu'elle a l'honneur de vous soumettre, a pris acte de la réponse suivante :

Réponse donnée par le Ministre des Finances à la question posée par M. Braffort, membre du Sénat, en date du 6 février 1923, sous le n° 19.

« L'article 15 du projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts » sur les revenus (Annexe au doc. n° 137. — Chambre) implique qu'en cas de » réclamation non fondée, les frais seront à charge du réclamant. Les frais de » l'instance administrative, seront fixés uniformément à 50 francs. Mais, con- » trairement à ce qu'ont cru certains journaux, la disposition précitée ne vise » que les réclamations proprement dites, c'est-à-dire celles qui entraînent des » enquêtes, rapports et décisions.

« Tous les contribuables continueront donc à obtenir gratuitement les expli- » cations qu'ils demanderont quant au montant de leurs impositions. »

ART. 16 DU PROJET DE LOI.

Il n'a pas donné lieu à observations.

Il introduit dans la loi des sanctions à l'égard : 1° des redevables belges ayant des sièges d'opérations ou des établissements quelconques soit à l'étranger soit dans la colonie ainsi que ; 2° des redevables soit belges soit dans la colonie ayant en Belgique un ou plusieurs établissements quelconques et qui ne fourniraient pas les garanties spéciales qui leur sont imposées pour assurer le paiement des impôts dont ils sont frappés.

Votre Commission vous propose d'adopter le texte du projet de loi.

ART. 17 DU PROJET DE LOI. — (*Rappel ou restitution de taxes.*)

Les modifications que le Gouvernement propose d'apporter à l'article 74 des lois coordonnées ont déjà été votées par la Chambre en 1921; elles tendent à permettre, pendant dix ans, le rappel des droits éludés par suite d'*absence de déclaration ou de déclaration fausse*. Le délai serait maintenu à cinq ans en cas de non paiement de taxes du chef de déclarations inexactes ou incomplètes.

Un très vif débat s'est engagé au sein de la Commission sur les dispositions qu'il convenait d'inscrire dans la loi.

Des membres ont déclaré qu'ils admettaient la révision de toute décision rendue par l'administration. Ils n'ont pas admis que fut soumise à révision une décision rendue par le pouvoir judiciaire et qui aurait acquis force de chose jugée. Ils repoussaient toute dérogation de ce genre à un principe essentiel de notre droit.

D'autres ont allégué que le Code de procédure civile au titre de la requête civile prévoit des cas (art. 480) où un jugement contradictoire rendu en dernier ressort peut être rétracté sur requête et que donc l'organisation d'une révision de décisions judiciaires existe dans notre droit.

Votre Commission n'a en fin de compte formulé aucune observation sur les dispositions arrêtées en 1921; elle a été saisie d'autres dispositions connexes qui ont été justifiées comme suit. Actuellement, la répétition de l'indu n'est permise qu'à l'Administration, et, il peut arriver que, par suites d'erreur dans la taxation, des contribuables acquittent des impôts trop élevés. L'équité commande d'autoriser la restitution de l'indu, y compris les intérêts moratoires au taux civil.

Cette mesure de stricte justice semble même pouvoir être appliquée lorsque l'imposition erronée a fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée, mais, dans ce cas, la révision de la cotisation sera subordonnée à la production d'éléments nouveaux dont n'auraient eu connaissance ni les agents taxateurs, ni l'autorité qui a statué en dernier ressort.

En d'autres termes, même en cas de décision passée en force de chose jugée, l'administration et les redevables intéressés pourraient faire redresser les erreurs en moins ou en plus qui auraient été commises dans l'imposition.

Votre Commission vous propose l'adoption de dispositions conçues dans ce sens; toutefois, elle estime que les héritiers des redevables ne peuvent être responsables, qu'à concurrence de leur part héréditaire, des droits éludés par le *de cujus*, et encore pour autant qu'il ne s'agisse pas d'erreurs commises par l'administration.

Le dernier alinéa dudit article 74 est modifié à cette fin.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer de voter le texte suivant :

ART. 17. — L'article 74 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Au cas de non paiement de taxes du chef d'absence de déclaration ou de
» déclaration fausse, l'impôt éludé peut être réclamé ou rappelé pendant dix ans
» à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice et ce, sans
» préjudice à l'application des amendes fiscales.

» Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non paiement de taxes du chef de
» déclarations inexactes ou incomplètes.

» L'administration peut également rappeler ou restituer, dans le susdit délai de
» cinq ans, les droits non perçus ou perçus en trop par suite d'erreur dans le
» montant de la cotisation ; si celle-ci a donné lieu à une décision judiciaire passée
» en force de chose jugée, la demande en redressement de l'erreur est adressée par
» le directeur des Contributions à la Cour d'appel qui a prononcé.

» Pourra aussi obtenir éventuellement décharge de la surtaxe existant dans sa
» cotisation, le redevable qui, dans le même délai, fera la preuve de la dite surtaxe
» au moyen d'éléments nouveaux dont n'auront eu connaissance ni les agents
» taxateurs, ni l'autorité qui a statué en dernier ressort sur une réclamation
» ou un recours antérieurs relatifs à l'imposition contestée.

» Les demandes en revision, dûment motivées, doivent être adressées, par lettre
» recommandée à la poste, au directeur des contributions du lieu d'imposition.
» Après l'instruction de l'affaire, ce fonctionnaire statue par décision motivée ou
» transmet le dossier aux mêmes fins, avec ses considérations et avis, à la Cour
» d'appel compétente.

» En cas de restitution d'impôts, indûment perçus, les intérêts moratoires sont
» dus, au taux civil, depuis le lendemain du jour des paiements jusqu'au lendemain
» du jour de la réception de l'avis annonçant la mise à la disposition de l'intéressé
» du montant du dégrèvement.

» Les héritiers d'un contribuable décédé sont tenus, à concurrence de leur part
» héréditaire, des droits éludés par le de cujus, à moins que l'insuffisance de la
» perception ne résulte d'erreurs commises par des agents de l'administration. »

TITRE IV.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES OU SPÉCIALES.

ART. 18 DU PROJET DE LOI. — (*Recensement des baux.*)

Le Gouvernement justifiait le texte qu'il vous proposait par les considérations suivantes :

« Le 1^{er} alinéa de l'article 86 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 autorise le Gouvernement à faire procéder en 1920 au recensement des baux.

Ce recensement a produit des résultats très appréciables tant pour l'État que pour les provinces et les communes, qui ont une part importante dans la contribution foncière, sans compter qu'elles peuvent établir respectivement 10 et 40 centimes additionnels audit impôt et qu'en outre la moitié du nouveau fonds des communes est répartie au prorata des revenus cadastraux.

L'article 6 des lois précitées permet de reviser chaque année les revenus cadastraux, pour autant qu'ils soient susceptibles d'une augmentation ou d'une diminution d'un dixième au moins par parcelle.

Les agents du cadastre sont documentés en ce qui concerne les baux soumis à la formalité de l'enregistrement, mais il n'en est pas de même quant à ceux pour lesquels la dite formalité n'est pas accomplie, ni quant aux baux verbaux.

Or, depuis 1920, les loyers ont subi une hausse considérable et celle-ci s'accroîtra encore à la suite du projet de loi soumis actuellement à la législature.

Dans ces conditions et pour parer à toute éventualité, il convient que le Gouvernement puisse procéder annuellement ou périodiquement au recensement des baux. »

Votre Commission s'est ralliée à ces considérations.

Pourtant, elle vous propose un amendement.

Le mot « recensement » a paru donner au Gouvernement des pouvoirs trop étendus parce que le recensement implique un ensemble d'investigations auxquelles tous les citoyens du pays exerçant une profession déterminée peuvent être assujettis.

Votre Commission estime que si le Gouvernement pouvait procéder à une *vérification* des baux tous les cas spéciaux dans lesquels un contrôle d'un bail s'impose seraient visés.

Ainsi, il ne peut plus être question d'obliger les intéressés à se rendre dans les maisons communales ou dans d'autres locaux à ce désignés.

Des agents de l'Administration ou le cas échéant, des agents communaux se rendront de porte en porte, munis des bulletins ad hoc, dont les indications pourront presque toujours être fournies immédiatement. Les intéressés qui feront preuve de bonne volonté ne seront donc astreints à aucun déplacement. Seuls, ceux qui négligeraient de remplir les formules seront convoqués pour produire les renseignements demandés.

En cas de location d'immeubles ou de parties d'immeubles garnis, une question à ce sujet sera posée dans le bulletin de recensement; une déclaration spéciale sera remise aux contribuables en cause.

Votre Commission vous propose donc de substituer dans le texte le mot *vérification* au mot recensement.

ART. 18^{bis}. — (*Régime spécial des sociétés congolaises*).

Cet article vous est proposé par votre Commission.

Dans le système des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, les sociétés par actions, belges ou congolaises, qui opèrent dans la Colonie, sont assujetties en Belgique à une taxe mobilière :

a) De 2 %, sur la partie de leurs dividendes qui correspond à leurs bénéfices réalisés au Congo;

b) De 10 % sur le surplus des revenus de leurs actions, c'est-à-dire sur les bénéfices d'origine belge.

Ces sociétés acquittent en outre la taxe mobilière sur les revenus de leurs

obligations du moment qu'elles ont leur siège social ou leur principal établissement en Belgique.

Enfin, elles sont astreintes à la taxe professionnelle du chef de leurs bénéfices réservés, mais le taux est réduit à 2 %, si ces profits sont réalisés dans la Colonie.

Toutefois, un article inséré dans la loi du 21 août 1921 exempté de cet impôt les sociétés constituées sous le régime du droit colonial.

De son côté, la Colonie perçoit une taxe de 6 % sur les dividendes des sociétés opérant sur son territoire.

Cette dualité de régime n'est pas sans présenter des inconvénients : d'abord elle exige des ventilations de bénéfices souvent très difficiles, d'autre part, elle soumet les sociétés à un double contrôle qui entraîne des frais tant pour le Trésor belge que pour celui de la Colonie.

Il a paru que ces inconvénients pourraient être évités si les impôts étaient perçus uniquement par l'administration belge et si une quote-part équitablement fixée était attribuée à la Colonie.

C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 18^{bis} du projet.

La taxe mobilière sur les revenus des actions (qui s'élève actuellement à 2 + 6 %) est portée à 8 % plus 50 centimes additionnels, soit en tout à 12 %; le taux de la dite taxe pour les revenus des obligations passera de 10 à 12 %, quant à la taxe professionnelle, elle sera due sur les bénéfices réservés mais aux taux réduits fixés par l'article 35, § 2 (nouveau).

Quatre cinquièmes du produit de ces impôts seront versés au Trésor colonial; cette quotité sera avantageuse pour la Colonie mais il paraît équitable de tenir compte de sa situation spéciale à l'égard de la métropole, de même qu'il a paru opportun d'établir un régime de faveur pour les sociétés qui exercent leur activité dans la Colonie plutôt que dans des pays étrangers.

Il va de soi que les bénéfices que les dites sociétés réalisent à l'étranger ou dans des établissements industriels situés en Belgique, resteront soumis au droit commun. Les additionnels provinciaux et communaux seront applicables à ces seuls bénéfices, les autres profits continuant à échapper à l'emprise fiscale des provinces et des communes, en vertu du principe de la territorialité des impôts.

Votre Commission, en égard aux considérations invoquées, vous propose d'insérer dans le projet les dispositions faisant l'objet de l'article 18^{bis}.

« ART. 18^{bis}, § 1^{er}. — En ce qui concerne les sociétés par actions ou autres,
» ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique et opérant dans la Colonie, la taxe mobilière et la taxe professionnelle sont perçues
» sans distinction quant à l'origine belge ou coloniale des revenus imposables.
» La taxe mobilière est réduite dans l'espèce à 8 % plus 50 centimes additionnels et la taxe professionnelle reste fixée aux taux prévus par l'article 35, §§ 1 à 3.
» Ces impôts sont exempts d'additionnels provinciaux et communaux. Les
» quatre cinquièmes de leur produit sont attribués au Trésor de la Colonie.

» § 2. — Les bénéfices que les dites sociétés réalisent à l'étranger ou dans des établissements industriels situés en Belgique restent soumis aux règles
» de taxation ordinaires.

» § 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables également aux
» sociétés constituées sous le régime du droit colonial.

» § 4. — Les mots « ou dans la Colonie » sont ajoutés au dernier alinéa
» de l'article 14, au premier alinéa de l'article 19 et à l'article 24. »

ART. 19 ET 20 DU PROJET DE LOI (*coordination des textes
et dates d'application*).

Ces articles n'ont pas donné lieu à observations.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer de les adopter.

Sous les réserves exprimées au cours de la discussion en Commission et
relatées dans le rapport, le projet de loi a recueilli 8 voix et 2 abstentions.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(36)

(2)
(N° 220)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1923.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten inzake belastingen
op de inkomsten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het verslag, dat uwe Bestendige Commissie voor de Financiën en de Bezuinigingen de eer heeft u voor te leggen, over de wijzigingen die de Regeering voorstelt in de wetgeving inzake de belastingen op de inkomsten, beperkt zich niet bij de toelichting die met dit doel werd ingediend. Het onderzoekt eveneens de amendementen die de heer Hallet heeft voorgesteld op den tekst van de thans bestaande wet.

Het Regeeringsontwerp heeft ten doel :

- 1° De opbrengst van de belastingen op de inkomsten te vermeerderen ;
- 2° In de samengeordende wetten de wijzigingen aan te brengen die de toepassing van de wet totnutoe passend doet voorkomen ;
- 3° In de mate van het mogelijke de afkondiging te bespoedigen van de schikkingen, tot wijziging van de wetten over de stof, welke werden aangenomen door de Kamer op 3 Maart 1921, toen zij uitspraak deed over de voorstellen van den heer Hallet, — schikkingen die thans aan den Senaat zijn onderworpen.

De draagkracht van de amendementen van den heer Hallet werd door hem reeds omschreven in 1921, toen hij een voorstel indiende tot wijziging van talrijke teksten in de samengeordende wetten ⁽³⁾.

(1) Wetsontwerp n° 137.

Eerste verslag, n° 181.

(2) Samenstelling van de Commissie : de heeren MECHELYNCK, voorzitter ; HALLET, HOUTART, ondervoorzitters ; CARLIER, DAVID, secretarissen ; BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Aug.), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE, WAUWERMANS en PUSSEMIER.

(3) Gedrukte stukken, Kamer. Zittingsjaar 1920-1921, n° 126.

Hij schreef toen in de Toelichting van dit wetsvoorstel : « ... naar luid van de » huidige wet, worden de kleinen zeer belast, terwijl de grooten het niet genoeg » zijn ».

« Wij zijn van gevoelen dat de wet volstrekt moet verbeterd worden, zoodat » het bestaansminimum volkomen gevrijwaard zij en dat men, anderzijds, de » burgers met aanzienlijke inkomsten meer belast. »

Het wetsvoorstel en de amendementen van den heer Hallet werden, in de Commissie voor de Financiën, niet aan een algemeen debat onderworpen, doch, anderzijds, hebben sommige bemerkingsen, tijdens de behandeling vooruitgezet, zulk eene verstrekkende beteekenis, dat het noodig is ze u bij den aanvang van dit verslag samen te vatten.

Algemeene aanmerkingen.

I.

Sommige leden van de Commissie voor de financiën zagen met spijt dat de Regeering opnieuw wijzigingen voorstelde van de wetten op de inkomstenbelasting.

De organische wet dagteekent, inderdaad, van 29 October 1919.

Achtereenvolgens werd zij gewijzigd in 1920, 1921 en 1922 ⁽¹⁾.

Ten einde de belangrijkheid te schatten van deze verwijzing naar de datums, moet men opmerken dat de stemming door de Kamer alleen uitgebracht op 5 Maart 1921, betreffende het wetsvoorstel van den heer Hallet c. s., reeds den tekst wijzigd der artikelen 25, 42 en 74 der samengeordende wetten.

Er werd nochtans geen uitdrukkelijk voorstel gedaan om elke wijziging van den tekst der samengeordende wetten te verwerpen; men wilde de stemming niet beletten van maatregelen om het evenwicht te verzekeren tusschen de ontvangsten en de uitgaven der gewone begrooting voor 1923.

Doch de leden van uwe Commissie maakten voorbehoud voor de toekomst. Eene organieke wet, waarbij in de fiskale wetgeving van het land een zoo radikaal nieuwe regeling wordt gebracht, als die welke door de wet van 1919 wordt gehuldigd, kan door den belastingplichtige niet worden gekend en ten slotte door hem zonder tegenstand aangenomen, indien zij elk jaar wordt gewijzigd, vooral indien zij gewijzigd wordt door begrootingswetten of door wetten die een bijzonder doel hebben.

(1) 1^o Door de wet van 3 Augustus 1920 (een Koninklijk besluit van 9 Augustus 1920 behelst den samengeordenden tekst der wetten van 1919 en 1920);

2^o Door de wet van 20 Augustus 1921 tot vaststelling van de Algemeene Begrooting voor 1921. Bij artikel 10, wijzigd zij, onder andere, den tekst van artikel 59 der samengeordende wetten;

3^o Door de wet van 26 Juni 1922 tot wijziging of aanvulling van den tekst van de artikelen 14 en 21 der samengeordende wetten;

4^o Door de wet van 12 Juli 1922 houdende de Begrooting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1922. Zij strekt tot aanvulling van artikel 53 der samengeordende wetten;

5^o Door de wet van 16 Juli 1922 tot wijziging der artikelen 81, 82 en 83 der samengeordende wetten.

II.

Sommige leden der Commissie hebben, onder een anderen vorm, ook in twijfel getrokken of de herziening der organieke wet van 1919 wel gelegem kwam. Zij hebben op het gevaar gewezen dat voortspruit uit het feit dat, benevens veranderingen in de wijze van inning, het bedrag van de belasting op het inkomen verhoogd werd.

Zij hebben de aandacht gevestigd op sommige cijfers van de tabel, sedert enkele maanden opnieuw in het *Belgisch Staatsblad* verschenen, en die op geregelde tijdstippen de uitslagen in zake rechtstreeksche belastingen vermeldt ⁽¹⁾.

Wij geven hier de cijfers zooals zij door het bestuur op 31 Januari 1923 werden vastgesteld.

	1920	1921	1922
Rondgedeelde aangiften betreffende de belasting op het inkomen en die op roerende zaken	2,365,000	3,346,000	3,394,000
Getal ingekomen aangiften	2,329,000	2,940,000	2,978,000
Getal onderzochte aangiften	2,295,000	1,565,000	1,500,000
Getal gewijzigde aangiften	693,000	675,000	632,000
Getal aangiften die tot geen aanslag aanleiding gaven.	1,439,000	568,000	552,000

Bij deze cijfers, waaruit gedeeltelijk de aangewende poging blijkt om de toepassing der wet te verzekeren, moet men eene tabel der Staatsinningen voegen.

Op 31 Januari 1923 had de belasting, het aandeel der provinciën en der gemeenten er bij begrepen, de hierna per dienstjaar vermelde sommen opgeleverd :

	1920	1921	1922 ⁽⁵⁾
Belasting op roerende zaken, afgehouden bij de uitbetaling ⁽²⁾ fr.	120,200,000	144,800,000	91,800,000
Roerende belasting op het aangewende kapitaal ⁽³⁾	1,700,000	12,700,000	9,400,000
Bedrijfsbelasting afgehouden bij de uitbetaling ⁽³⁾	46,200,000	69,200,000	64,300,000
Bedrijfsbelasting geïnd per rol ⁽³⁾	97,400,000	115,600,000	39,700,000
Superlaxe ⁽⁴⁾	104,400,000	133,200,000	78,500,000
Belasting op het mobilair	»	2,700,000	2,800,000

(1) Zie *Belgisch Staatsblad*, 3 Februari en 4 Maart 1923.

(2) Voor 1920, zijn de begrootingsramingen bereikt, hoewel de belasting op het inkomen der aangewende kapitalen zal aangerekend worden op het dienstjaar 1921. — Voor 1921, zal de belasting op roerende zaken een aanzienlijke meerderwaarde hebben. Het schijnt dat het enkel aandeel van den Staat in de bevonden rechten 130 miljoen kan bereiken. De in 1921 geheven belastingverhoging op de dividenden komt overeen met een verhoging van 230 miljoen van het inkomen der roerende waarden.

(3) In 1920 wordt door de vastgestelde rechten bevonden dat de heffing heel lager zal zijn (40 miljoen) dan de begrootingsramingen; dit tekort is het gevolg van bepalingen der wet van 1920 waarbij gedeeltelijke vrijstelling van het minimum der noodige waarde; geheele vrijstellingen voor oud-strijders — het tekort op de ramingen (misschien 14 miljoen) zal minder zijn in 1921, want de verworven uitkomsten zijn verre van definitief te zijn. De opbrengst van de belasting bij de uitbetaling afgehouden, vergeleken bij die van 1920, bedroeg, naar het schijnt, 46 tot 49 miljoen.

(4) Door de wet van 1920, de belasting van 1 t. h. tot op $\frac{1}{2}$ t. h. heeft verlaagd voor de grondslagreeks der inkomsten, zal er, in 1920, minder waarde zijn. Doch daar er nog 30,000 aangiften voor de bedrijfsbelasting moeten onderzocht worden, bedragen voor 1921 de geregelde aanslagcijfers 143 miljoen, de begrootingsramingen 140 miljoen. Het aanslagwerk voor het dienstjaar is nog niet geëindigd.

(5) Ten einde de cijfers van dit dienstjaar te begrijpen, moet men rekening houden met de cijfers die, op het volgend dienstjaar, den toestand aanduiden op denzelfden datum in 1922 en in 1923.

Ten slotte, en steeds op 31 Januari 1923, werd de volgende vergelijking opgemaakt :

	1921	1922
	Opbrengst op 31 Januari 1922.	Opbrengst op 31 Januari 1922.
Belasting op het mobilair fr.	93,200,000	101,200,000
Bedrijfsbelasting	115,000,000	104,000,000
Supertaxe	53,800,000	78,500,000

Uit deze cijfers opgemaakt en met inachtneming van de aanzienlijke moeilijkheden waarop het bestuur stuitte om den individucelen aanslag van elkeen vast te stellen, blijkt dat, de zoo menschelijke weerbarstigheid van den schatplichtige om eene nauwkeuriger aangifte van zijn inkomen te doen, hoe langs zoo meer verdwijnt.

Sommige leden van de Commissie, die terecht steunden op de te dikwijls vergeten waarheid : dat de aangenomen gewoonte te betalen het doelmatigst het volledig betalen der belastingen verzekert, hebben gevraagd of men door het heffen van opcentiemen op de roerende zaken, en door de verhooging van de supertaxe, met slechts drie jaar daartusschen, bij den belastingbetaler den natuurlijken tegenstand moet doen oprijzen tegen het aannemen van eene gansch nieuwe wijze van deelneming in de lasten van den Staat. Zij hebben de verhoogingen van taxe en supertaxe niet willen verwerpen enkel omdat het u overgemaakt ontwerp, zooals het verslag van den heer Mechelynck over de verschillende ontwerpen van belastingwetten het zegt, het evenwicht in de gewone Begrooting verzekerde, en er veel toe bijbracht om het vertrouwen te versterken dat men mag hebben in het geheele herstel van het land.

III.

Uwe Commissie heeft onderzocht of zij u kon voorstellen de artikelen 3, 9 en 17 van het wetsontwerp aan te nemen.

Eigenlijk zijn het dezelfde bepalingen als deze welke door de Kamer werden aangenomen op 5 April 1921 en vervolgens aan den Senaat werden overgemaakt ⁽¹⁾.

Daar echter de tekst, die u heden wordt voorgelegd, uitgaat van de Regeering, en vooral daar hij verschilt van die welke werd aangenomen in 1921, heeft uwe Commissie in die laatste omstandigheid eene voldoende reden meenen te vinden om de voorafgaande quaestie niet te stellen tegen de bespreking van bedoelde artikelen.

De noodzakelijkheid opnieuw een saamgecordenden tekst der wetten van de inkomstenbelastingen bekend te maken, indien het wetsontwerp werd aangenomen, eischte ten andere eene definitieve stemming van het Parlement, in 1923, over de teksten aangenomen in 1921.

⁽¹⁾ Wetsvoorstel ingediend door den heer Hallet, *Doc. Parl. Kamer. Zittingsjaar 1920-1921*, n° 126. — Verslag van den heer Pussemier, idem, n° 510. — Teksten overgemaakt aan den Senaat, *Doc. Parl. Senaat. Zittingsjaar 1920-1921*, n° 259.

Behandeling der artikelen.

Om het onderzoek van de teksten, aan het Parlement voorgelegd, gemakkelijker te maken, zijn deze geklasseerd onder de titels, hoofdstukken en paragrafen van de saamgeordende wetten waarvan zij een artikel wijzigen.

EERSTE TITEL.
—**CEDULAIRE BELASTINGEN OP HET INKOMEN.**
—**EERSTE HOOFDSTUK.**
—**GRONDSLAGEN VAN DE BELASTING.**
—**§ 3. — Inkomstenbelasting op de roerende kapitalen of belasting op roerende zaken.****ARTIKEL I VAN HET WETSONTWERP. (*Aanduiding van het dienstjaar waartoe de belasting behoort.*)**

De Memorie van toelichting verklaart het doel dat beoogd wordt door de wijziging voorgesteld op den tekst van artikel 21 der samengeordende wetten.

Uwe Commissie meent, dat over het algemeen hetzij de aanslag, hetzij de betaalbaarstelling der inkomsten het dienstjaar waartoe de belasting behoort zou moeten aanduiden, om in den loop van een jaar de opbrengst van de belastingen met de raming der begrooting te kunnen vergelijken.

Uwe Commissie sloot zich nochtans niet aan bij den tekst door de Regeering voorgesteld.

De wet van 26 Juni 1922 heeft namelijk, door toevoeging van een nieuwe paragraaf, den tekst van artikel 21 der samengeordende wetten aangevuld; de volledige tekst, die thans van kracht is, luidt dus :

ART. 21, § 1. — « De belasting op de inkomsten der aandeelen wordt vast-
» gesteld naar de gegevens betreffende het verloop van maatschappelijk boekjaar;
» zij wordt onder de ontvangsten van het jaar der afsluiting van dit boekjaar
» opgenomen. »

§ 2. — « De belasting op de andere inkomsten is alleen dan verschuldigd
wanneer deze worden betaald. »

§ 3. — « De belasting op roerende zaken, te heffen van de inkomsten van
» alle aangewende kapitalen, wordt gevestigd op de bestanddeelen welke verband
» houden met het vorig jaar of met het maatschappelijk boekjaar van gelijken
» duur, dat tijdens dat jaar wordt afgesloten.

» Hetzelfde geldt voor de belasting die niet bij wijze van afhouding wordt
» geheven van de in den vreemde geïnde inkomsten. »

In die voorwaarden kan men er zich bij bepalen te zeggen, dat artikel 21 der *samengeordende wetten* aldus was *gewijzigd* : « De belasting op roerende zaken
» is onderworpen aan den aanslag of aan de betaalbaarstelling der belastbare
» inkomsten die een twijfel laten bestaan over de toepassing van de wijziging,
» door de wet van 1922 ingevoerd, die moet behouden blijven. »

Ook heeft uwe Commissie de eer u de goedkeuring van volgende tekst voor te stellen :

EERSTE ARTIKEL. — « Artikel 21, *aangevuld door artikel 2 der wet van 26 Juni*
» 1922, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De belasting op roerende zaken is *verschuldigd bij de toekenning* of de
» betaalbaarstelling der inkomsten.

» *Echter, wat betreft de inkomsten bedoeld bij n^o 4 van artikel 20 (1), wordt*
» *de belasting gevestigd op de gegevens betreffende het vorig jaar of het boekjaar*
» *van gelijken duur, tijdens dit jaar afgesloten.* »

ARTIKEL 2 VAN HET WETSONTWERP. — (*Hypothécaire schuldvorderingen.*)

De overeenkomsten betreffende hypothécaire leeningen bepalen over het algemeen dat de tegenwoordige of toekomstige belastingen ten laste van den ontleener zullen zijn.

Om te beletten dat de ontleener tevens zou moeten betalen én de grondbelasting als eigenaar van het in pand gegeven vast goed én, krachtens zijne overeenkomst, de belasting op roerende zaken verschuldigd door zijn leener uit hoofde van de opbrengst van zijne schuldvordering, bepaalt een amendement, aangenomen in den loop van de bespreking der wet van 1919, en dat artikel 22 van de *samengeordende wetten* is geworden, dat de eigenaar, de vruchtgebruiker, de erfpachter of de opstalhouder van met hypotheek bezwaarde onroerende goederen vrijgesteld zijn *van de belasting op de onroerende inkomsten* dier goederen tot het beloop van de *belasting op roerende zaken*, geheven op de interesten der leeningen door die hypotheeken gewaarborgd. Feitelijk werd de grondbelasting berekend op het verschil tusschen de werkelijke of vermoedelijke inkomsten van het met hypotheek bezwaarde goed en den interest van de leening.

Deze bepaling schaadt echter de belangen van de gemeenten en provinciën; deze hebben haar aandeel in de grondbelasting; zij hebben echter geen aandeel in de belasting op de roerende goederen inzake inkomsten van hypothécaire schuldvorderingen. (Art. 80-82 der *samengeordende wetten*.)

De voorgestelde tekst vult dus eene leemte der wet aan; op meer uitdrukkelijke wijze bekrachtigt hij de vrijstelling van belasting wat betreft de interesten der hypothécaire schuldvorderingen.

(1) Inkomsten van kapitalen belegd in persoonlijke zaken en inkomsten van vreemde herkomst in 't buitenland zelf geïncasseerd.

Uwe Commissie verwijst overigens naar het commentaar gegeven in de Memorie van toelichting van den nieuwen tekst van artikel 22 om zijn werkelijken omvang nader te bepalen.

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET. (*Borderel.*)

De heer Hallet heeft voorgesteld de herziening aan te vullen van dit deel der samengeordende wetten, met betrekking tot de belasting op het inkomen, door artikel 23 te doen luiden :

ART. 23. — De navolgende bepalingen worden aan dit artikel toegevoegd :

« ... en zonder een borderel in duplo te eischen, dat voor echt en waar verklaard is en den werkelijken bezitter, den aard en het getal der daarop betrekking hebbende titels vermeldt.

» Door de personen, bij de eerste paragraaf bedoeld, wordt, binnen veertien dagen, een exemplaar dier aangifte overgemaakt aan den ontvanger van de belastingen der woonplaats van den eigenaar. »

Hij die coupons, betaalbaar in het buitenland, betaalt of aankoopt, moest niet enkel onmiddellijk de afhouding der belasting doen, doch bovendien van den cliënt, die de titels of de coupons overmaakte, een borderel in dubbel eischen en een exemplaar van dit stuk aan den fiscus overmaken.

Het voorstel Hallet werd verworpen met 4 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

De argumenten, door de voorstanders en door de tegenstanders van het voorstel in 1923 aangevoerd, waren dezelfde als die welke in 1921 werden voorgebracht, wanneer het voorstel voor de eerste maal aan het Parlement werd onderworpen.

In verband daarmee, vestigt uwe Commissie uwe aandacht op het gedeelte van het toenmalig verslag (1921) dat er betrekking op heeft :

« Zooals de Kamer zich herinneren zal, werd bij het wetsontwerp door de Regeering in 1919 ingediend, het overleggen van een borderel voorzien.

» De heer Hallet stelt voor terug te komen tot deze regeling, welke hij acht als zijnde het eenig doeltreffend middel om het bedrog te beletten.

» Zijn voorstel werd echter niet aangenomen.

» De meerderheid der leden hebben deze houding aangenomen op grond van de navolgende beschouwingen.

» Tweemaal reeds werd het voorstel betreffende het verplichte borderel door de Wetgevers verworpen.

» Tegen dezen maatregel werd aangevoerd dat hij aanleiding geven zou tot bezwaren die, ofschoon niet onoverkomelijk zijnde, niettemin de zaken en de verhandelingen zouden belemmeren zonder de gewenschte uitkomsten op te leveren. Sedertdien, werd deze meening door een nieuw feit bekrachtigd : het wetsontwerp betreffende de buitenbezitstelling der titels aan toonder doelde op de titels uitgegeven door den Staat, de Provinciën en de Gemeenten. De toepassing daarvan moest noodzakelijkerwijs de formaliteit van het

» borderel voor gevolg hebben. Nu, uit de opmerkingen van de Thesaurie is » gebleken, dat dergelijke maatregel van aard was, de winst van de verrichting » in ruime mate te verminderen. Om die reden heeft de Senaat de wet terug- » gezonden naar de Kamer die, tegenover dezen feitelijken toestand, zich een- » parig heeft onderworpen. Voegen wij er aan toe, dat Frankrijk, waar de » contrôle van den fiscus veel strenger is dan hier, van het borderel heeft » afgezien. De fiscus, is, overigens, voldoende gewapend om, desgevallend, het » bedrog te onderscheppen. »

§ 4. — Belasting op het bedrijfsinkomen of bedrijfsbelastingen.

ART. 3 VAN HET WETSONTWERP. (*Keuze der gemeente waarvan het bevolkingscijfer het bedrag bepaalt der inkomsten, dat niet aan de bedrijfsbelasting onderworpen is.*)

In 1921 heeft de Kamer — zooals de toemmalige verslaggever het heeft uiteengezet (verslag van 1921, bl. 5) — door eene indrukkelijke goedkeuring eene bestaande rechtspraak willen huldigen, waarvoor de werkman, die in eene andere gemeente verblijft dan die waar hij werkt, gemachtigd wordt, in zake bedrijfsbelasting, aanspraak te maken op de grootste van beide verminderingen.

Zij had er zich toe beperkt den tekst van lid 6 van artikel 25 der samen-geordende wetten aan te vullen.

Steunende op deze stemming, stelt de Regeering voor, aan den tekst van voormeld lid 6 een nieuwe omwerking te doen ondergaan. Uwe Commissie vereenigt zich met het u voorgestelde ontwerp.

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET.

(*Afschaffing van de eens vooral vastgestelde belasting voor de schatplichtigen, van de bedrijfsbelasting geheel of gedeeltelijk vrijgesteld.*)

Zooals in 1921, stelde de heer Hallet voor, ten einde zijn doel te bereiken, den tekst te doen luiden : « De laatste paragraaf van artikel 25 te doen wegvallen. »

Een gedeelte van het verslag, door uwe Commissie van de Financiën, in 1921, uitgebracht, geeft zeer getrouw de in 1923 gewisselde bemerkingen weder. Toen schreef uw verslaggever :

« De bedrijfsinkomsten van een schatplichtige worden dus, krachtens de samen- » verbonden artikelen 25 en 41 der wet, min of meer vrijgesteld volgens de » aanzienlijkheid der gemeente waar de schatplichtige hetzij zijne woonplaats » heeft, hetzij zijn beroep uitoefent. De vrijstelling is echter niet volledig : van » de inkomsten die geheel of gedeeltelijk vrijgesteld zijn, wordt jaarlijks eens » en voor al eene belasting van 12 frank geheven.

» De heer Hallet en de medeonderteekenaars van zijn voorstel vragen eene » tweevoudige wijziging in den samenhang van deze bepalingen.

» De eerste dezer wijzigingen staat ook in verband met artikel 25 der samen-

» geordende wetten; de heer Hallet vraagt de weglating der laatste alinea van
 » het artikel waardoor juist de forfaitaire belasting wordt vastgesteld. Hij steunt
 » zijne meening op grond van het feit, dat toen in 1920 de wetgever deze
 » afhouding bepaalde, hij het bedrijfsinkomen geheel noch gedeeltelijk heeft
 » getroffen en dus feitelijk het minimum van de bestaansmiddelen niet heeft
 » vrijgesteld, maar wel eene gematigde belasting heeft ingevoerd. Andere leden
 » van de Commissie hebben, ofschoon zij het eens zijn met den heer Hallet,
 » niettemin aangenomen, dat heden ten dage ieder burger in beginsel zijn deel
 » moet nemen in de belastingen; doch, voegen zij er bij, de som van 12 frank
 » overtreft de middelen van talrijke schatplichtigen die slechts kunnen betalen
 » wanneer het buroel van weldadigheid ze tegemoetkomt.

» De meerderheid der leden van uwe Commissie, overwegende dat in beginsel
 » eene gansche reeks schatplichtigen niet geheel kan worden vrijgesteld van de
 » belasting; dat de betaling van de forfaitaire belasting ten hoogste 1 frank per
 » maand eischt; dat nieuwe vrijstellingen zullen worden voorgesteld ten gunste
 » van de talrijke gezinnen, heeft het amendement-Hallet niet aangenomen.

» Er dient, trouwens, te worden aangemerkt dat, zooals eertijds, de belasting
 » niet van de behoeftigen wordt geëischt. »

Het voorstel-Hallet werd verworpen met 5 tegen 2 stemmen.

ART. 4 VAN HET WETSONTWERP. — (*Bedrijfsbelasting van de vreemde
 handelsreizigers.*)

Uwe Commissie heeft zich niet vereenigd met den tekst van de Regeering, behalve in de gevallen voorzien door tegenstrijdige overeenkomsten. Die tekst legde enkel aan de vreemde handelsreizigers op een eens voor al vastgestelde bedrijfsbelasting van 60 frank te betalen, als vertegenwoordigende de zuivere belasting die nagenoeg strookt met een bedrijfsinkomen van 6,000 frank.

De woorden « tegenstrijdige overeenkomst » waren niet heel klaar; de handelsreizigers zijn niet de eenige vreemdelingen die in België zaken doen en op wien een eens voor al vastgestelde bedrijfsbelasting kon gelegd worden, ter vervanging van het patentrecht; het te treffen bedrijfsinkomen zal dikwijls 6,000 frank overschrijden en, in dit geval, de eens voor al vastgestelde belasting van 60 frank aannemen, — die blijkbaar onvoldoende was, — zou er toe leiden aan de vreemde handelsreizigers het bezoeken der Belgische cliënteel te vergemakkelijken. Eindelijk, het is noodig het oogenblik te bepalen, waarop het verschuldigd bedrag der belasting moet betaald worden.

Uwe Commissie heeft dus de eer u den volgende tekst voor te stellen :

« § 4 van artikel 27 wordt aangevuld als volgt :

» *Behoudens afwijkingen ten gevolge van internationale overeenkomsten,*
 » *wordt de bedrijfsbelasting bepaald op een minimum van 60 frank (zonder*
 » *opcentiemen) voor de vertegenwoordigers van buitenlandsche firma's, de schip-*
 » *pers, de rondreizende kooplieden, de foorkramers en alle anderen, die hun*
 » *bedrijf in België uitoefenen doch noch woonplaats, noch verblijfplaats, noch*
 » *vaste inrichting in het land hebben.*

» *De belasting wordt betaald vóór de uitoefening van het bedrijf in België,*
» *behoudens het opleggen van eene bijkomende belasting, indien de in het land*
» *verkregen inkomsten tot eene hoogere belasting aanleiding geven.* »

ART. 3 VAN HET WETSONWERP. — (*Contrôle van het bedrijfsinkomen*
der vrije beroepen.)

De Regeering beweert dat zij niet zoo goed bij machte is het bedrijfsinkomen te controleeren van degenen die een vrij beroep uitoefenen als van de overige schatplichtigen; dat om deze categorie van burgers (advocaten, geneesheeren, bouwmeesters, ingenieurs...), te beletten aan de fiskale contrôle te ontsnappen en om gedaan te maken met vastgestelde misbruiken, het noodig is haar tot eene eenvoudige boekhouding te verplichten. Deze boekhouding behelst, dat, bij het betalen der eereloonen, ontvangsbewijzen moeten afgeleverd worden, welke losgemaakt worden uit een stamboekje waarvan het model door den Minister van Financiën zou bepaald worden.

Uwe Commissie antwoordde daar vooreerst op, dat de inrichting der contrôle nog tot andere verplichtingen zou leiden dan het afleveren van een ontvangsbewijs. Inderdaad, de artikelen 8 en 9 van het wetsontwerp tot wijziging der wetten op het zegel-, registratie-, griffie-, hypotheek- en successierecht, waarbij aan de burgers die vrije beroepen uitoefenen, de aflevering wordt opgelegd van een memorie of staat van eereloonen, wanneer het bedrag daarvan of het beloop der voorschotten 10 frank bereikt.

Uwe Commissie stelde daarop vast, dat het gebruik van de twee stukken zich opdrong. Eenige leden hebben gevraagd hoe in de praktijk den advocaat die een cliënt ontmoet in het justitiepaleis, een geneesheer die een consult geeft aan een gelegenheidszieke, de pianist die naar een geïnsprovisieerd feest wordt geroepen, altijd een boekje met kwijtschriften bij de hand kunnen hebben, of een factuurboek bijhouden. Om de volle beteekenis van die opwerping te kunnen beoordeelen, dient men aan te merken dat eene betaling, gedaan zonder een ontvangsbewijs te eischen, den betaler samen met den schuldvarderaar aansprakelijk stelt voor de opgelopen boete.

Tweede opwerping tegen den voorgestelden tekst : Hij wordt onnoodig geacht. Men beweerde dat het Bestuur het middel van de geëischte contrôle reeds bezit. Artikel 63 der saamgeordende belastingwetten op de inkomsten zegt inderdaad : ten einde de behandeling van het verhaal tegen de bedrijfsbelasting ingesteld door de belastingschuldigen te verzekeren, kan het beheer namelijk de stafhouders of voorzitters der beroepskorpsen hooren; de stafhouders en voorzitters nemen kennis van de beroepsinkomsten wanneer ten minste de belanghebbenden aan hunne overheden nooit het bedrag van hun loon hebben verheeld.

Laatste en belangrijkste opwerping : De voorgestelde tekst gaf aan het beheer alle macht om de meldingen vast te stellen die het dagboek en het boek van ontvangsbewijzen moesten bevatten; het kon dus kennis nemen van de feiten waarop het bedrag der honoraria was vastgesteld; het beroepsgeheim, dat de advocaat en de dokter moeten bewaren, was niet meer gevrijwaard, iets dat nog verergerd

was door het feit dat de contrôle zou kunnen uitgeoefend worden door de lagere bedienden van het bestuurskader.

Het artikel werd lang besproken. De bezwaren komen vooral van advocaten en dokters. Men moet echter erkennen dat de meerderheid van degenen die met gezag uit hun naam gesproken hebben nooit de contrôle hebben geweigerd; dat zij die hebben aangenomen zoodra zij derwijze zou geregeld zijn dat het beroepsgeheim gevrijwaard was zonder werkelijk lastige formaliteiten op te leggen aan de belanghebbenden.

Deze laatste aanmerking wees zelfs op eene meer algemeene draagkracht dan men het op het eerste gezicht zou denken.

Het is wel verstaan, dat niemand zich mag onttrekken aan de betaling van de geheele belasting, waaraan zijne beroepsinkomsten of -winsten onderhevig zijn.

Maar onder voorwendsel het bedrog te treffen dat men, menschelijk gesproken, kan bereiken, moet men, wanneer de belasting personeel wordt, den fiscus niet zoo streng wapenen dat hij zonder eenige beperking eender welke uiting der menschelijke bedrijvigheid zou kunnen contrôleeren. De geschiedenis leert dat een al te vergedreven fiscusstelsel nadeelige gevolgen heeft.

Wat men van die opwerpingen nu ook moge denken, in den schoot van de Commissie was er eene meerderheid om de noodzakelijkheid vast te stellen in de wet een stelsel van contrôle in te voeren. Vooreerst omdat er misbruiken zijn geweest; maar vooral omdat niet alleen advocaten en dokters vrije beroepen uitoefenen. De ingenieurs, de architecten, de zaakvoerders, de scheikundigen, anderen nog, maken bedrijfswinsten die vaak beduidend hooger zijn dan de inkomsten van de bezitters van aandelen, van schuldbrieven, of van onroerende goederen. Zij moeten allen den fiscalen moed bezitten.

Bij artikel 5 van het ontwerp werden drie amendementen ingediend. Het eerste luidt :

« Indien de personen die een vrij beroep, taak of ambt uitoefenen geen boek » houden met vermelding van hunne honoraria, commissieloonen en andere » bezoldigingen van eender welken aard, moeten zij daarvan een ontvangstbewijs, » uit een stamboekje genomen, afleveren.

» Alwie dergelijke betaling ontvangt zonder ontvangstbewijs daarvan af te » leveren, is strafbaar met eene boete waarvan het bedrag niet 500 frank mag » overschrijden.

» De Minister van Financiën bepaalt den vorm dezer verplichte vermeldingen » van het dagboek, van het stamboekje en de maatregelen betreffende de kennis- » geving en de contrôle. »

Het amendement werd verworpen, omdat, het bestuur vrij zijnde in het vaststellen der vermeldingen van het dagboek en van het stamboekje, het beroepsgeheim niet meer verzekerd was; omdat, de tekst van toepassing zijnde op al de vrije beroepen zonder onderscheid, de gewenschte contrôle eene hersenschim was; de eenvoudige vermelding b. v. van de bedrijfswinst, tijdens een dag gedaan, belette het bestuur na te gaan of eene betaling, die werd gedaan en aangeduid, in de opgegeven winst begrepen was.

Het tweede amendement had ten doel, aan hen die een vrij beroep uitoefenen, niet te verplichten een factuurboek te houden en ontvangstbewijzen af te leveren. Doch, uitgaande van eene wijziging van artikel 63 der samengeordende wetten, had dit amendement vooral ten doel, eene boekhouding verplichtend te maken, wanneer het fiscaal bestuur de stadhouders en de voorzitters van beroepsinstellingen zou kunnen raadplegen alvorens het bedrag der belasting vast te stellen, in plaats van deze tusschenkomst niet te kunnen vragen dan na een verhaal tegen eene vastgestelde belasting. De onjuiste aangiften die werden vastgesteld, en waarover iedereen t' akkoord is om ze te weren, hadden ongetwijfeld toen kunnen geweerd worden en de contrôle tot een volstrekt minimum worden herleid. Wanneer een advocaat zijn stadhouders bedriegt, kan dit voor hem de uitsluiting uit de orde voor gevolg hebben; wanneer een geneesheer zijn vertrouwen weigert aan den overste dien hij ongedwongen als hoofd zijner vereeniging heeft gekozen, kan hij buiten de corporatie worden gesloten. De straffen welke de tuchtraad zal uitspreken, het verlies van maatschappelijke achting voortspruitende uit een vonnis door de beroepsvereeniging gewezen, voor erge tekortkoming aan de eer, zullen, naar het schijnt, meestal een einde maken aan de tekortkomingen, welke confraters en gelijken ten slotte zouden kunnen beteugelen.

Het amendement luidde als volgt :

« Artikel 30 wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

» De personen, die vrije beroepen, ambten of posten uitoefenen, zijn gehouden, op straffe eener boete van 500 frank voor elke overtreding, een ontvangstbewijs te verstrekken van hun eereloon, hunne commissieloonen of om het even welke andere bezoldigingen.

» Dit ontvangstbewijs wordt niet vereischt wanneer het eereloon, de commissieloonen of andere bezoldigingen : 1^o werden vermeld op een staat of in eene memorië; 2^o niet de som van 20 frank bereiken.

» Het ontvangstbewijs wordt genomen uit een stamboekje, waarvan het model door den Minister van Financiën wordt vastgesteld.

» De Minister van Financiën kan slechts eischen, dat op de stambladen en op de scheurbladen van het boekje worden vermeld de naam van den schuldenaar, alsmede het geheel bedrag der eereloonen, commissieloonen of vergeldingen.

» Elke persoon, die een dergelijke betaling doet, *voorzien bij de vorige alinea's*, zonder het ontvangstbewijs te vorderen, is met den belanghebbende hoofdelijk aansprakelijk voor de boete. »

Een derde amendement had voor doel te doen beslissen dat geheel dit stelsel van contrôle der vrije beroepen zou moeten geschreven worden in het u voorgelegd wetsontwerp waarbij, voor de vrije beroepen, aan een recht van zegel wordt onderworpen de verplichte aflevering van memories of loonstaten. Alzoo verloor de aflevering van een ontvangstbewijs een schijnbaar kwetsenden aard en, indien vergelijkingen mogelijk zijn, was de intellectuele arbeid op zijne beurt aan een overdrachtsbelasting onderworpen.

De door dit laatste amendement voorziene overdracht werd door de Commissie verworpen. De tegenstanders er van deden gelden, dat het niet mogelijk was de

inrichting van eene contrôle der blijvende inkomsten af te schaffen, wanneer er een zegelrecht werd opgelegd bij de aflevering van memories of loonstaten.

Uwe Commissie heeft uitdrukkelijke stemmingen uitgebracht over den tekst van het tweede amendement dat werd voorgesteld.

De verplichting van niet te gelijktijd gebruik te moeten maken van een factuurboek en van een reçu-boekje werd verworpen met 6 stemmen tegen 3.

Die van geen ontvangstbewijzen te moeten afleveren wanneer de verschuldigde som minder dan 20 frank bedroeg, werd verworpen met 7 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

Met 6 stemmen tegen 2 en 1 onthouding, heeft uwe Commissie ten slotte beslist u den volgende tekst voor te stellen :

- « De personen, die vrije beroepen, lasten of ambten uitoefenen, zijn gehouden
- » op straffe van eene boete van 500 frank voor elke overtreding, een gedagteekend en genaanteekend ontvangstbewijs te verstrekken van hunne honorariën,
- » commissieloonen of bezoldigingen van gelijk welken aard.
- » Het ontvangstbewijs wordt genomen uit een stamboekje waarvan het model
- » zal worden voorgeschreven door den Minister van Financiën.
- » De Minister van Financiën kan slechts eischen, dat op de stambladen en op
- » de scheurbladen van het boekje wordt vermeld het geheel bedrag der eere-
- » loonen, commissieloonen of bezoldigingen, alsmede den naam van die dezelve
- » verschuldigd was ».

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET.

(Recht, voor den schuldenaar van inkomsten, door de bedrijfsbelasting getroffen, het bedrag dezer belasting af te houden van het inkomen.)

De heer Hallet wilde, in beginsel, de afhouding bij de uitbetaling van de jaarwedden en de salarissen afschaffen.

Daartoe heeft hij voorgesteld de volgende wijziging toe te brengen aan artikel 31 der samengeordende wetten.

ART. 31, § 3. — Deze paragraaf wordt door de volgende bepaling vervangen :

- « Mocht de belastingplichtige het bedrag van de door hem verschuldigde
- » belasting niet hebben betaald binnen de tijdsruimten bepaald bij artikel 59, na
- » aanzegging van den ontvanger der belastingen, dan zijn de belastingplichtigen, bedoeld... enz. (het overige zooals in artikel 31, § 3). »

Het amendement herhaalt den tekst, die in 1921 behandeld werd.

Het werd verworpen met 5 tegen 3 stemmen om gelijke redenen als die, welke reeds aangevoerd werden.

Het verslag, in 1921 ingediend, drukte zich uit als volgt :

- « Artikel 25, 2^o, van de samengeordende wet bepaalt dat de bedrijfsbelasting
- » wordt geheven : van de verscheidene wedden der openbare en private ambtenaren en bedienden, van de loonen, de pensioenen en van sommige lijfrenten.

» Artikel 31, § 3, voegt er bij : dat de belasting verschuldigd is door de
» burgers wegens verschuldigd zijn van boven vermelde inkomen en besluit dat
» de belastingplichtige het recht heeft het bedrag van de belasting af te trekken
» van het inkomen.

» De heer Hallet hield staande, dat het behouden van deze bepalingen niet te
» billijken was, dat de werkman en de bediende niet mochten verdacht worden
» de belasting niet te willen betalen, dat dus het afhouden van de wedde op het
» loon eene vernederende en niet te wettigen voorzorg was. Hij meende dat de
» bediende en de werkman moesten behandeld worden als elk ander belasting-
» plichtige; dat zij even vrij waren de belasting te betalen op het oogenblik dat
» zij kiezen, wanneer ze maar de wettelijke termijnen eerbiedigden; dat de voor-
» afgaande afhouding slechts zou te wettigen zijn wanneer de niet-betaling
» binnen de wettelijke termijnen werd medegedeeld door den ontvanger der
» belastingen aan die het inkomen verschuldigd is.

» Het amendement door den heer Hallet ingediend werd door uwe Commissie
» niet aangenomen.

» Zij heeft de bespreking, die plaats had in 1919 en in 1920, niet willen her-
» beginnen, omdat zij oordeelde dat het onmogelijk was aan de ontvangers der
» belastingen, reeds te zeer in beslag genomen door de toepassing der nieuwe
» belastingwetten, de taak op te leggen al de patroons te verwittigen wier
» werklieden of bedienden hunne belastingen niet zouden betaald hebben, vooral
» wanneer op het oogenblik, dat dit bericht wordt verzonden, men misschien nog
» zal moeten onderzoeken wie de patroon van den in gebreke blijvenden belas-
» tingplichtige is.

» Sedert verscheidene maanden geschiedt het afhouden van de belasting zonder
» moeilijkheden, en zij wordt toegepast niet alleen op de werklieden, maar ook
» op de magistraten, de officieren, de ambtenaren, de openbare en private
» bedienden, enz. »

ARTIKEL 6 VAN HET WETSONTWERP. — (*Geheel bedrag der inkomsten
waarop het bedrag der belasting wordt gelegd.*)

De tekst van het artikel is klaar; even klaar is de verklaring, die daarvan wordt
gegeven door de Memorie van Toelichting; uwe Commissie stelt U voor, het
artikel aan te nemen.

HOOFDSTUK II.

BEPALING VAN HET BEDRAG DER CEDULAIRE BELASTINGEN.

§ 1. — Grondbelasting.

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET.

(Verdubbeling van het bedrag in voege).

Om het nagestreefde doel te bereiken had de heer Hallet volgend amendement ingediend :

De eerste paragraaf van artikel 33 en van artikel 34 wordt aangevuld als volgt :

Deze belasting is vatbaar voor 100 opcentiemen, uitsluitelijk ten bate van den Staat. Deze opcentiemen zijn echter niet van toepassing op de belasting op de inkomsten der belegde kapitalen.

Dit amendement werd verworpen met zes tegen drie stemmen.

De voorstanders van het amendement deden gelden dat zij de Schatkist inkomsten wilden bezorgen; dat zij dus de verhooging van sommige belastingen voorstelden; dat het dus niet billijk ware geweest het onroerend bezit zwaarder te belasten.

De tegenstanders van het amendement deden gelden, dat de grondinkomsten reeds met 15 t. h. getroffen werden (10 t. h. taxe; 50 opcentiemen voor de gemeenten en de provinciën) en dat wegens het bestaan van taxes op de wegen, de rioleering, enz., deze verhouding tot 25 t. h. gaat. De belasting te verdubbelen scheen hun onmogelijk, te meer daar zij tegenstanders waren van de verhooging van belastingen, die hoofdzakelijk werden voorgesteld om sommige klassen van burgers volkomen van belasting vrij te stellen.

§ 2. — Belasting op roerende zaken.

De wijziging van het bedrag dat, in beginsel, de roerende inkomsten treft werd voorgesteld door den heer Hallet en door de Regeering.

A. — Voorstel van den heer Hallet.

Onze collega vroeg dat het bedrag van 30 t. h., evenals dit welke de grondinkomsten treft, met 100 opcentiemen ten bate van de Regeering zouden kunnen worden verhoogd.

Het voorstel werd met 6 tegen 3 stemmen verworpen.

Het werd samen besproken met de verhooging der grondbelasting.

B. — *Voorstel van de Regeering.*

ART. 7 VAN HET WETSONTWERP.

I. — *Belasting op roerende zaken uit hoofde van dividenden; interesten van obligatiën, enz.*

De eerste paragraaf van onderhavig artikel houdt er zich mee bezig.

In de commissie werd het verwerpen van eene belastingverhooging door niemand voorgesteld. De rechtvaardigheid vereischte doorgaans deze verhooging; de wet van 16 Juli 1922 stond inderdaad aan de gemeenten toe, 50 opcentiemen te heffen van de roerende belasting der belegde kapitalen; vele gemeenten maakten van hun recht gebruik; hieruit volgt dat hij, die zijn kapitalen in zijn eigen nijverheid vruchtafwerpend maakt, doorgaans 15 % van zijn inkomsten kan moeten betalen; het is rechtvaardig een billijken last op te leggen aan dengene die er zich bij bepaalt coupons op te strijken die voortkomen van de winsten door naamlooze bedrijven verwezenlijkt.

Sommige leden oordeelden, zonder dat hun meening in een duidelijken tekst werd omschreven, dat het onvoorzichtig en misschien onrechtmatig zou zijn de inkomsten door de aandelen voortgebracht en de inkomsten voortgebracht door obligaties, uitgegeven vóór de bekendmaking der onderhavige wet, aan eenzelfde taxeverhooging te onderwerpen.

De eigenaar van een aandeel is maar belastingschuldig als zijn titel voordeelen oplevert en de taxe stijgt naarmate het inkomen vermeerderd.

De eigenaar van een obligatie tot heden uitgegeven heeft een vast inkomen dat zwaarder belast is, terwijl de koopkracht van dat inkomen vermindert.

Sommige leden der Commissie stelden voor, het bedrag der voorziene opcentiemen van 5 op 10 deciemen te brengen ten einde de gemeenten toe te laten de hun opgelegde verplichtingen na te komen.

Volgens de meening der opstellers van het voorstel, werd de opbrengst der 55 opdecimen in het gemeentefonds gestort, dat bij de wet van 1922 werd ingericht.

Men kent de argumenten die worden aangehaald om den grooten geldnood der gemeenten aan te klagen; zij werden vaak in 't Parlement zelf uiteengezet.

De beschouwingen die er doen aan twijfelen of die geldnood wel zoo algemeen is als beweerd wordt en die binnen de Commissie hebben aanleiding gegeven tot het ontstaan van een meerderheid tegen het voorstel, zijn misschien minder bekend. Het overnemen van de gemeentelijke oorlogsschulden door den Staat is niet voleindigd; de gemeenten moeten nog belangrijke sommen trekken die voortspruiten uit de vereffening van het gemeentefonds, het innen van taxes op oorlogswinsten en buitengewone winsten; dikwijls kennen de gemeenteoverheden nog het juist bedrag niet van het plaatselijk aandeel in het gemeentefonds; de opbrengst van de inkomstenbelasting stijgt met den dag; de opbrengst van de grondbelasting stijgt, want door de optelling der huurovereenkomsten komt het kadastraal inkomen het werkelijk inkomen nabij.

II. — *Belastingbedrag wegens redenen van bijzonderen aard of van algemeen belang verminderd.*

Paragraaf 2 van het onderhavig artikel handelt er over :

a) Het bedrag van de belasting van 2 t. h., krachtens de geordende wetten verschuldigd op *inkomsten van buitenlandschen oorsprong*, wordt verdubbeld en dus tot 4 t. h. opgevoerd; dit is het doel van de eerste twee alinea's van § 2 van het artikel;

b) Gunstregeling ten voordeele van sommige inkomsten :

1. De belastingen op de *interesten van de nationale publieke fondsen der door de Kolonie, de provinciën en de gemeenten aangegane leeningen* blijft bepaald op 2 t. h. De bezitters van oude publieke fondsen, welke vooral bij de kleine burgers en bij den arbeidersstand worden aangetroffen zullen dit voordeel genieten.

2. Hetzelfde geldt voor de *inkomsten van de sommen gestort in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas*.

Uwe Commissie stelt U voor, deze bepaling ook toepasselijk te maken op de *inkomsten der sommen gestort in de Deposito en Consignatiekas*, omdat een aanzienlijke deel van deze stortingen, waarvan de interesten 3 t. h. niet overschrijdt, verplichtend zijn waar zij geschieden in naam van minderjarigen en onbekwamen.

3. Hetzelfde geldt steeds voor de *inkomsten van de sommen gestort in de spaarkassen die afhangen van eene openbare inrichting*, wanneer deze 5,000 frank per spaarboekje niet overschrijden.

Enige leden van de Commissie hebben gevraagd het verminderd bedrag toe te passen op de *inkomsten van de deposito's gedaan in de cooperatieven*, daar zij beweerden dat dikwijls deze deposito's minder dan 3 t. h. opbrachten, en dat de samenwerkende vennootschappen van verbruik zoo groote diensten bewezen dat het volstrekt noodig was haar het bijeenbrengen van haar kapitaal te vergemakkelijken.

Dit voorstel werd niet aangenomen. Het verleen van eene gunst aan de cooperatieven zou leiden tot het verleen van dezelfde voordeelen aan de tontins, syndicaten, landbouwkassen. Indien het echter noodig is de kleine spaarders aan te moedigen, kan het voordeel van eene vermindering van het bedrag der belasting billijkerwijze worden beperkt tot de gevallen waarbij die spaarders hun geld toevertrouwen aan openbare inrichtingen, om door deze laatsten gebruikt te worden voor werken van algemeen nut. Op slot van rekening, worden de kleine spaarders door den maatregel bevoordeeld, vermits zij vreemd is aan de geldbeleggingen tot speculatie.

Uwe Commissie legt den nadruk op het laatste lid van het U voorgelegde artikel. Het ontslaat van alle belasting de inkomsten van de spaarboekjes bij de Spaarbank en bij de spaarbanken die afhangen van eene openbare instelling, wanneer de interest geen 50 frank per boekje bereikt.

Hier dient ten slotte aangemerkt dat uwe Commissie u ten bekwamer tijd zal voorstellen in het wetsontwerp eene bijzondere bepaling in te voegen tot regeling

van het belastingstelsel voor de vennootschappen met Belgische of Congo-leesche aandeelen die in de Kolonie werkzaam zijn.

Uit voorgaande bepalingen blijkt dat uwe Commissie de eer heeft amendementen bij den tekst van artikel 7 van het wetsontwerp voor te stellen, en ook wordt u een ander amendement bij het eerste lid van het artikel voorgesteld ten einde den tekst nauwkeuriger te maken.

Het artikel zou dus moeten luiden :

« § 1. — Het eerste lid van artikel 34 wordt aangevuld als volgt :

» Deze belasting *wordt verhoogd* met 50 opcentiemen, uitsluitend ten bate
» van den Staat. Nochtans zijn die opcentiemen niet van toepassing op de
» belasting op de inkomsten der aangewende kapitalen, *noch op die bedoeld bij*
» *onderstaande § 2.* »

§ 2. Zooals in den tekst van het ontwerp, behalve dat in litt. a van § 2 de woorden : « in de Kolonie » wegvallen en dat in het 2^o na de woorden : « Algemeene Spaar- en Lijfrentekas » bij het b) van dezelfde paragraaf de woorden dienen gevoegd : « *of in de Deposito- en Consignatiekas* ».

§ 5. — Bedrijfsbelasting.

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET.

(Bedrag verschuldigd op de verschillende reeksen van het bedrijfsinkomen.

De heer Hallet heeft aan de Commissie den volgende tekst voorgelegd :

ART. 35, § 2. — Deze paragraaf wordt door den volgende tekst vervangen :

« Het bedrag, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en der gemeenten, wordt op 2 t. h. bepaald voor de eerste reeks en vermeerderd trapsgewijze
» met een half ten honderd voor elke nieuwe reeks tot en met een inkomen van
» 21,000 frank. Boven dit cijfer bedraagt de vermeerdering 1 t. h. voor elke
» nieuwe reeks, zonder dertig ten honderd te mogen overschrijden. »

De in voege zijnde tekst luidt als volgt :

« Het bedrag, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en der gemeenten, wordt op 2 t. h. bepaald voor de eerste reeks en vermeerderd trapsgewijze
» met een half ten honderd voor elke nieuwe reeks, *zonder 10 t. h. te mogen*
» *overschrijden voor het gedeelte der inkomsten boven 48,000 frank.* »

Het voorstel-Hallet werd verworpen met 6 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

Uwe Commissie heeft de eer U te herinneren aan het gedeelte van het verslag van 1921, dat betrekking heeft op hetzelfde vraagstuk en luidde als volgt :

« De leden van de Commissie, voorstanders van de verhooging, hebben hunne
» meening verdedigd met in het licht te stellen dat de verhooging van de
» belasting, voor de belastingplichtigen die groote fortuinen bezitten, eene
» vollediger gelijkheid schiep ten aanzien der lasten opgelegd aan de ver-

» schillende categorieën van belastingplichtigen; — dat zij uitsluitend de laatste
 » reeksen van de aanzienlijkste fortuinen troffen, daar deze over het algemeen
 » gebruikt worden voor het aanschaffen van wat men gewoonlijk noemt « het
 » overtollige »; — dat een ontvangen inkomen, dat niet de vrucht was van
 » arbeid, zwaarder mocht belast worden dan het inkomen dat de bezoldiging is
 » van eender welken arbeid waaruit de gemeenschap nut trekt.

» De andere leden van de Commissie deden gelden dat het bedrag van de
 » belasting reeds was verhoogd geworden sedert de wet voor 't eerst werd goed-
 » gekeurd in 1919; dat het hun onmogelijk was jaarlijksche verhoogingen van
 » dit bedrag aan te nemen, omdat men er op dien weg zou kunnen toekomen
 » zekere inkomens heelemaal op te eischen; dat men, door aan den belasting-
 » plichtige niet den waarborg te schenken dat hij vrijelijk zal kunnen beschikken
 » over een gedeelte van zijn inkomen, de neiging tot sparen, de inspanning om
 » zijn kapitaal te vermeerderen bij hem zal doen verdwijnen. Zij voegden er bij
 » dat alleen eene tamelijk nauwkeurige aanduiding van de lasten die op de
 » fortuin drukken het bedrog kan vermijden en eene goede opbrengst van de
 » belasting verzekeren. Zij wezen ten slotte op het hooge bedrag van sommige
 » belastingen. »

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET.

(Schaal van afhouding voor de bedrijfsbelasting der maatschappijen.)

Krachtens de bestaande wetten, mag het bedrag der belasting niet 10 t. h. van het inkomen overschrijden.

De heer Hallet heeft volgende amendement voorgesteld :

ART. 35, § 3, lid 2. « De woorden *zonder 10 t. h. te mogen overschrijden* worden vervangen door de woorden *zonder 30 t. h. te mogen overschrijden.* »

Het voorstel werd verworpen met 5 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

ART. 8 VAN HET WETSONTWERP *(Bedrijfsbelasting op de inkomsten van de inkomsten).*

De saamgecordende wetten bepalen eenvormig op 2 % de bedrijfsbelasting op de verworven inkomsten en opgelegd in het buitenland of in de Kolonie.

Welnu, de bedrijfsbelasting op de inkomsten in België verworven is hoger; het bedrag, dat voorzeker ook 2 t. h. is bij de inning, stijgt met de reeksen van inkomsten, en krachtens de wet van 16 Juli 1922 zijn de provinciën en de gemeenten gemachtigd opcentiemen te eischen.

Men moest dus tegelijkertijd eene meer billijke verhouding vaststellen tusschen de twee belastingen, en tevens er op letten dat de winsten in 't buitenland gemaakt niet al te zwaar werden getroffen; zij zijn de vrucht van den arbeid; zij worden reeds getroffen door de belasting in het land waar zij worden gemaakt; zij brengen vreemde waren in België binnen.

Al deze beschouwingen maakt de Commissie tot de hare, en keurt in beginsel den U voorgelegden tekst goed; alleen om hem nauwkeuriger te maken, en om hem in overeenstemming te brengen met de Belgische of Congoleesche vennootschappen op aandeelen die in de kolonie werkzaam zijn, heeft zij de eer u voor te stellen volgende tekst aan te nemen : « Bij wijziging van n° 1°, § 4, van » artikel 35, wordt de bedrijfsbelasting *verminderd* tot op een vierde van de » belasting, door de §§ 2 en 3 bepaald voor de inkomsten, in den vreemde » behaald en belast. »

Het bedrag van de belasting in deze zal dus schommelen tusschen $\frac{2}{4}$ of 0.50 t. h. en $\frac{10}{4}$ of 2.50 t. h., wat eene merkelijke ontlasting is voor de kleine inkomsten.

TITEL II

AANVULLENDE BELASTING OP DE INKOMSTEN OF SUPERTAXE.

EERSTE HOOFDSTUK.

GRONDSLAGEN VAN DE BELASTING.

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET.

(Bepaling van het inkomen als onmisbaar voor het bestaan beschouwd.)

Krachtens de bestaande wet, dus krachtens artikel 41 der samengeordende wetten, is het inkomen dat als een minimum van bestaansmiddel geldt, feitelijk van de supertaxe ontslagen.

Het bedrag van dit inkomen, dat elk belastingschuldige geniet, verschilt volgens de belangrijkheid van de gemeente waar hij woont en gaat van 2,100 tot 3,600 frank ⁽¹⁾.

De heer Hallet stelt eene dubbele afwijking van deze beginselen voor. Hij legde aan de Commissie den volgende tekst voor.

ART. 41. — De bij § 1 van dit artikel bepaalde minima worden door de navolgende cijfers vervangen :

4,000 — 4,500 — 5,000 — 5,500 — 6,000.

⁽¹⁾ Artikel 41 der samengeordende wetten en Koninklijk besluit van 11 October 1920.

De navolgende paragraaf wordt aan het artikel toegevoegd :

« Voor de inkomens, die deze cijfers overschrijden, gelden de volgende
» ontheffingen :

» De inkomens, welke de minima overschrijden, doch niet meer dan het dub-
» bele daarvan bedragen, worden, wat betreft de bovengemelde minimacijfers,
» slechts ten beloope van 75 t. h. ontheven. De inkomens, welke het driedub-
» bele niet overschrijden, worden op gelijke wijzen ontheven ten beloope van
» 50 ten honderd; de inkomens, welke het vierdubbele niet overschrijden, ten
» beloope van 25 ten honderd. Geene ontheffing wordt verleend voor de hoogere
» inkomens. »

De bespreking, die daarover in den schoot van de Commissie werd gevoerd, verschilt niet merkkelijk van deze van 1921.

Ook heeft uwe Commissie de eer, het volgende gedeelte van het verslag van 1921 over te nemen :

« De heer Hallet verdedigde zijne meening door te doen opmerken dat de wet
» van 1920 niet de leemte heeft aangevuld die bestond in de wet van 1919.
» Deze onthief alleen van de supertaxe de inkomens beneden 6,000 frank.
» Welnu, de wet van 1920 heeft slechts eene ontlasting van de bedrijfsbelasting
» en van de supertaxe aangenomen voor de inkomens beneden 3,000 frank,
» terwijl een minimum van 6,000 frank bij voorbeeld altijd noodig is om het
» bestaansminimum te verzekeren van een gezin van vier personen in eene stad
» van meer dan 60,000 inwoners. Hij legde er nog den nadruk op door te doen
» opmerken dat de Koninklijke besluiten, bij toepassing van de bepalingen
» van § 3, lid 2, van artikel 41, sommige gemeenten in eene hoogere reeks dan
» deze van hunne bevolking hebben geplaatst.

» De meerderheid der leden van de Commissie hebben het amendement van
» den heer Hallet verworpen. Hunne houding steunt op de volgende beschou-
» wingen :

» 1^o De onmogelijkheid nu reeds te bepalen wat de normale levensduurte is,
» vergt dat het bedrag van het bestaansminimum door de wet tamelijk laag
» worde gesteld, om, zoo dit minimum hooger werd, eene herziening van de
» wet te vermijden elken keer dat de levensduurte zal verminderen, des te
» meer daar de rangschikking van de gemeenten bij Koninklijk besluit kan
» gewijzigd worden;

» 2^o Eenparig heeft de Commissie, ten gunste van de talrijke gezinnen, eene
» wijziging aangenomen in den tekst van artikel 42 der samengecordende
» wetten.

» De bespreking over deze wijziging is hierna beknopt samengevat.

» Artikel 42 luidt :

« Voor elk familielid dat ten laste van den belastingplichtige is op 1 Januari
» van het jaar van den aanslag, wordt het krachtens artikel 41 vrijgestelde
» minimum verhoogd met een tiende.

» Deze verhooging wordt verdubbeld voor de vrouw en voor elk kind dat op
» voormelden datum meer dan 8 jaar oud is.

»» Is de belastingplichtige weduwnaar of weduwe, dan wordt die verhooging met de helft vermeerderd voor elk te zijnen laste zijden persoon. »

» Welnu, uwe Commissie oordeelt dat de voorziene vrijstellingen onvoldoende zijn wanneer men ze vergelijkt met deze die het gezinshoofd persoonlijk geniet, zelfs wanneer hij niet den minsten gezinslast heeft. Zij begrijpt vooral niet dat de verhooging slechts vermeerderd wordt wanneer het kind den leeftijd van 8 jaar heeft overschreden; het kind van minder dan 8 jaar gaat reeds naar school, en zelfs daarvoor kosten zijn voeding en onderhoud slechts zeer weinig. In elk geval schijnt eene zeer belangrijke ontlasting wegens gezinslasten des te meer noodzakelijk naarmate de aanneming van eene belasting wegens overdracht meer waarschijnlijk wordt. Uwe Commissie stelt dus voor :

» 1^o In lid 1 van artikel 41 het tiende te vervangen door het vijfde ;

» 2^o Lid 2 van dit artikel te doen wegvallen.

» Het bedrijfsinkomen, dat zou ontlast worden voor een gezin samengesteld uit vader, moeder en twee kinderen, zou dus beloopt 2,800 frank ($1,800 + 360 + 2 \times 360$) wanneer het gezin woont in een gemeente van minder dan 5,000 inwoners, 4,800 frank ($3,000 + 600 + 2 \times 600$) wanneer zij woont in een gemeente van meer dan 60,000 inwoners.

» Om de belangrijkheid van deze vrijstellingen, die in de toekomst zouden toegestaan worden, juist te begrijpen, mag men niet vergeten dat, voor de loonen, het bedrag van het inkomen, waarop de belasting zal berekend worden, niet het brutoinkomen is, maar het netto fiscaal inkomen, d. i. het geïnkasseerde inkomen verminderd met één tiende wegens bedrijfslasten, bij toepassing van artikel 25, § 3, van de samengeordende wetten.

» In feite komen dus 4,800 frank overeen met omtrent 5,400 frank, en 2,800 frank met 3,100 frank. »

Bij deze redeneering werd slechts eene nieuwe beschouwing gevoegd : leden van de Commissie, die tegenstanders zijn van eene verhooging van het minimum-bedrag der vrijgestelde inkomsten, deden gelden dat zij enkel eene afkeurende stemming uitbrachten omdat de verhooging algemeen was en niet beperkt tot de belastingplichtigen met gezinslasten ; omdat zij achtten dat eene tekstwijziging overbodig was, vermits, wat men er ook van zegge, de Regeering bij Koninklijk besluit het barema kon wijzigen zoo de economische toestanden veranderen.

De Commissie bracht de volgende stemmingen uit :

1^o De verhooging zonder meer van 100 t. h., voor elk burger, van het vrijgestelde minimum werd verworpen met 5 tegen 3 stemmen ; 1 lid onthield zich ;

2^o De tweede trap van vrijstelling, die volgens den tekst van den heer Hallet een nieuw lid van artikel 41 moest vormen, behaalde 4 stemmen tegen 4 en 1 onthouding ;

3^o Na deze stemmingen werd een nieuw voorstel ingediend.

Het beperkte de gunst van de verhooging op het dubbel van het « bestaansminimum » tot de gehuwde belastingschuldigen. De tekst luidde : *de hooger aangeduide bedragen worden verdubbeld voor de gehuwde belastingplichtigen.*

Het was wel verstaan dat, wanneer de meerderheid van de Commissie dit voorstel aannam, daaruit niet alleen volgde eene wijziging van den tekst van artikel 42 der van kracht zijnde samengeordende wetten, maar ook eene wijziging van de amendementen in 1921 in dien tekst aangebracht, amendementen waarvan de draagkracht hieronder is uiteengezet.

Het voorstel werd in de Commissie aangenomen met 7 tegen 2 stemmen.

ART. 9 VAN HET WETSONTWERP. — (*Verhooging, per familielid, van het van supertaxe vrijgestelde minimum.*)

Uwe verslaggever heeft u in 1921 (blz. 8 en 9 van stuk n° 510) uiteengezet dat, bij toepassing van artikel 42 der samengeordende wetten, de verhooging van het krachtens artikel 41 van supertaxe vrijgestelde minimum een tiende bedroeg voor de kinderen, die den leeftijd van acht jaar niet overschrijden, en dat het twee tiende bedroeg voor de vrouw van den belastingplichtige en zijne kinderen die ouder dan acht jaar zijn.

De redenen, waarom, in 1921, de veranderlijke verhooging werd afgeschaft en eene eenvormige verhooging van 5 % werd ingevoerd voor al de personen die de belanghebbende te zijnen laste heeft, zouden blijven bestaan, en uwe Commissie zou kunnen voorstellen den tekst van het wetsontwerp aan te nemen, vermits die tekst steunt op de beslissingen van de Kamer in 1921.

Doch de Commissie bracht eene stemming uit over het amendement door den heer Hallet voorgesteld bij de behandeling van artikel 41, — welk amendement hierboven is vermeld.

Het werd onmogelijk het « bestaansminimum » van den gehuwden belastingplichtige te verdubbelen en hem nog toe te laten dit minimum te verhoogen met $\frac{1}{5}$ voor zijne echtgenoot.

De Commissie, zich gedragende naar de beslissing van de Kamer in 1921, welke den tekst van het wetsontwerp wettigt, doch dezen tekst wijzigende om hem te doen overeenstemmen met het beginsel der wijziging aangenomen bij de behandeling van artikel 41, heeft de eer u voor te stellen te beslissen dat artikel 9 van het wetsontwerp zal gelegen worden als volgt :

« De eerste twee alinea's van artikel 42 worden door de volgende bepaling » vervangen :

» Het krachtens artikel 41 vrijgesteld minimum wordt :

- » 1° Tot op het dubbele gebracht, indien de belastingplichtige gehuwd is op 1 Januari van het jaar van den aanslag;
 - » 2° Verhoogd met een vijfde voor elk ander familielid, dat te zijnen laste is op denzelfden datum van 1 Januari. »
-

HOOFDSTUK II.

VASTSTELLING VAN HET BEDRAG DER SUPERTAXE.

ART. 10 VAN HET WETSONTWERP. (*Beloop van het verschuldigd bedrag per reeks van inkomsten.*)

De bij de wet van 1919 vastgestelde tariefschaal werd door de wet van 1920 verlaagd.

Alhoewel de heer Delacroix in den loop van de debatten in 1920 verklaard heeft dat er geen sprake van kon zijn, belastingplichtigen van heffingen te ontslaan, heeft de wijziging van de tariefschaal het aantal personen, die supertaxe verschuldigd waren, aanzienlijk verminderd.

Daar de Regeering van oordeel is dat de belastingen moeten vermeerderd worden, wil zij de supertaxe ongeveer 40 miljoen meer doen opbrengen en vraagt zij dat de tariefschaal verhoogd worde. Onderstaande tabel duidt de voorgestelde bedragen aan, evenals die welke thans van toepassing zijn :

	Voorgesteld bedrag.	Huidig bedrag.
1 ^o 1 ^e reeks van inkomsten (5,000 frank en minder)	1 t. h.	0,50 t. h. voor de 1 ^{te} reeks
2 ^o 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e reeks van inkomsten (10,000, 15,000 en 20,000 frank) (vermeerdering van belasting)	Verhooging van 0,50 t. h. per reeks van 5,000 frank.	met verhooging van 0,50 t. h. voor de drie volgende reeksen (tot 20 000 fr.) van 0,75 t. h.
3 ^o 5 ^e , 6 ^e en 7 ^e reeks van inkomsten (25,000, 30,000 en 35,000 frank)		voor de 8 volgende teksten (tot 60,000 fr.) en
4 ^o 8 ^e reeks van inkomsten en meer	Verhooging van 1 t. h. per reeks met maximum van 30 %.	van 1 t. h. daar boven zonder 30 t. h. temogen overschrijden.

Wil men de lasten, welke uit het nieuw tarief voortspruiten, niet overschatten, dan moet men bedenken, als het om nederige inkomsten gaat, welke van de supertaxe dienen afgetrokken, de belasting overeenkomende met het bestaansminimum en met de familielasten, en als het om aanzienlijke inkomsten gaat, welke 160,000 frank overschrijden, zal het bedrag niet meer dan 30 t. h. bedragen.

De tekst, die u wordt voorgelegd, gaf aanleiding tot levendige besprekingen.

De redenen aangevoerd door hen die elke tariefwijziging van de hand wezen, zijn uiteengezet in het eerste deel van dit verslag; er dient nochtans bijgevoegd dat zij er aan herinnerd hebben dat de supertaxe in Engeland slechts de inkomsten treft die meer dan 3,000 pond sterling bedragen.

Leden der Commissie zijn in verzet gekomen tegen elke verhooging van het bedrag der inkomstenreeks die tot eersten grondslag strekt (inkomsten van 5,000 frank en minder), omdat zij van meening waren dat het volle genot dient

gewaarborgd van een inkomen, dat voor het bestaan het onontbeerlijke minimum uitmaakt. Hunne redeneering zetten zij kracht bij door de beschouwing dat het theoretisch procent van de belasting zou opgevoerd worden, voor de inkomsten van 10,000 frank, van fr. 0.75 tot fr. 1.25; voor de inkomsten van 20,000 frank, van 1 frank tot fr. 1.50; voor de inkomsten van 50,000 frank, van fr. 3.27 tot fr. 3.50 en voor de inkomsten van 100,000 frank, van fr. 7.40 tot fr. 8.02. De leden verklaarden dat, zoo het noodig was, om 's Lands kas van middelen te voorzien, de nederige inkomsten zwaarder te belasten, zij vroegen dat het bedrag der supertaxe voor alle inkomstenreeksen verdubbeld werd.

Ten slotte werd de mogelijkheid ingezien, de door de Regeering voorgestelde tarifeering aan te nemen, met dit beding, dat de inkomens van min dan 5,000 frank, evenals voorheen, met de belasting van 1 $\frac{1}{2}$ t. h. zouden aan- geslagen worden.

Het behouden van het bestaande tarief werd afgewezen omdat het onmo- gelijk is aan de Regeering 40 millioen te weigeren van de 200 die zij vraagt.

De verhooging van het gebruikelijk tarief ten beloope van 100 t. h. werd verworpen daar, behalve de cedulaire belastingen, wier beloop in 't algemeen 15 t. h. bedraagt, de inkomsten van meer dan 40,000 frank daarenboven zouden getroffen worden ten beloope van 10 t. h. en de inkomsten van 95,000 frank, met 20.50 t. h.

Het behouden der belasting, welke van kracht is voor de inkomsten beneden 5,000 frank, welke, ondanks al de verminderingen waarvoor zij vatbaar zijn, ternauwernood thans een streng vereischt minimum vertegenwoordigen om het bestaan te verzekeren, werd aangenomen ten einde de minst bevoordeelde klassen der samenleving niet zwaar te belasten.

Doch, daar het behouden, zonder de minste beperking, van de belasting 1 $\frac{1}{2}$ t. h. per reeks inkomsten kleiner dan 5,000 frank, zijn invloed zou uitoefenen op de belasting welke al de navolgende reeksen van de inkomsten treft, zoo stelt uwe Commissie u voor, te beslissen dat, hetgeen de grondreeks genoemd wordt, zou getroffen worden met 1 t. h., aangezien het inkomen 5,000 frank overschrijdt. Kortom, de tarifeeringsschaal, door de Regeering voorgesteld, zou worden toe- gepast van zoodra het inkomen 5,000 frank overschrijdt.

Uwe Commissie stelt u een amendement voor op artikel 10, waarvan de slot- alinea zou luiden als volgt :

« Echter, wanneer het inkomen niet 5,000 frank overschrijdt, wordt het » bedrag der supertaxe bepaald op $\frac{1}{2}$ t. h. »

Het recht van den belastingplichtige om van de supertaxe af te trekken de belas- ting overeenstemmende met een gedeelte van het veranderlijk inkomen, volgens de belangrijkheid van de gemeente waar hij verblijft (art. 41 der samengeordende wetten), om dit minimum te verhoogen voor elk familielid te zijnen laste, kon als gevolg hebben dat van elke supertaxe zou vrij zijn de bewoner van een vast goed met hoog kadastraal inkomen.

Vandaar het voorstel, eene eens vooral bepaalde belasting van 5 of 10 frank

op te leggen ingeval het de bewoning geldt van een vast goed waarvan het kadastraal inkomen bij Koninklijk besluit zou vastgesteld worden.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de enkele bewoning van een vast goed de betaling eener supertaxe niet kon medebrengen, daar deze bewoning van een vast goed van waarde zeer dikwijls opgelegd wordt door de samenstelling van het gezin.

Uwe Commissie voegt er bij, dat het voorziene Koninklijk besluit aan het bestuur te zeer onbepaalde machten verleent.

Ook heeft zij, de noodzakelijkheid van een forfait in sommige gevallen inziende, de eer U een amendement voor te stellen tot invoering in de wet van eene nieuwe forfaitaire belasting.

Een amendement, ingediend door den heer Hallet en waarbij het bedrag dat door middel van de supertaxe op het inkomen van een daartoe gebeurlijken schatplichtige kon worden geïnd, van 30 op 40 t. h. wordt gebracht, werd verworpen met 5 stemmen tegen 4.

Ten gevolge van de beslissingen door uwe Commissie getroffen luidt de tekst dien men u voorstelt goed te keuren als volgt :

« Artikel 44 wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

» § 1. De supertaxe wordt toegepast, voor elken schatplichtige, per reeks van inkomsten van 5,000 frank en minder.

» Het bedrag daarvan wordt bepaald op 1 t. h. voor de eerste reeks; het verhoogt trapsgewijze :

» 1^o Met een half ten honderd voor de zes volgende reeksen;

» 2^o Met een ten honderd voor de overige reeksen, zonder 30 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der inkomste boven 160,000 frank.

» § 2. Wanneer het inkomen niet 5,000 frank overschrijdt, wordt het bedrag der supertaxe bepaald op $\frac{1}{2}$ t. h.

» § 3. De supertaxe wordt echter eens vooral bepaald op 5 frank, wanneer het verschil tusschen het werkelijk belastbaar inkomen en het krachtens de artikelen 41 en 42 vrijgesteld minimum-inkomen niet meer bedraagt dan :

» 700 frank in de gemeenten van minder dan 15,000 inwoners.

» 800 id. van 15,000 tot 30,000 inwoners.

» 900 id. van 30,000 tot 60,000 inwoners.

» 1,000 frank in die van 60,000 inwoners en meer.

» Zij wordt bepaald op 10 frank, wanneer bovengemeld verschil niet onderscheidenlijk 1,200, 1,300, 1,400 en 1,500 frank overschrijdt in de bovengemelde gemeentecategorieën.

» De inkomsten, die aanleiding geven tot eene supertaxe van minder dan 2 frank, worden niet in aanmerking genomen. »

ARTIKEL 11 VAN HET ONTWERP. (*Personen ten laste van den schatplichtige aan de supertaxe onderworpen.*)

Krachtens artikel 48 der samengeordende wetten, wordt de supertaxe met 5 t. h. vermindert voor elk gezinslid ten laste van den schatplichtige.

Deze ontlasting, door de wet van 1919 beperkt bij de inkomsten-gedeelten welke niet 25,000 frank overschrijden, blijft, sedert de wet van 1920 onveranderd, welk ook het getal der gezinsleden moge zijn.

Wil men dus in aanmerking nemen, dat de vermindering of ontlasting fr. 37.50 zou bedragen per persoon voor een inkomen van 20,000 frank, 350 frank voor een inkomen van 100,000 frank; dat zij 6,000 frank overschrijdt voor een inkomen van 500,000 frank, dan kan men daaruit besluiten, dat de bezitter van een gering inkomen tal van personen ten laste zou moeten hebben alvorens in het geheel eene vermindering te bekomen, die gelijk staat met die welke ten goede komt van een enkelen persoon die een aanzienlijk vermogen bezit.

Ongetwijfeld kan men niet ontkennen, dat de gezinslast verschilt volgens het aanzien van den maatschappelijken rang; doch het groot verschil tusschen de hierboven aangehaalde cijfers is bezwaarlijk te billijken.

Uwe Commissie heeft zich echter niet aangesloten bij het ontwerp van de Regeering dat op 200 frank het toelaatbare maximum vermindering per persoon bepaalt, en dat eene vaste vermindering oplegde voor de inkomsten boven 70,000 frank, omdat zij van meening was dat dit ontwerp niet genoeg rekening hield met de levensduurte.

In den schoot van de Commissie was men het er mede eens, dat de tekst van artikel 45, zooals hij thans in voege is, moest worden aangevuld; in andere woorden, dat het beginsel van eene vermindering van 5 t. h. per familielid ten laste van den belastingplichtige werd behouden, maar dat men in den wetstekst sommige afwijkingen van het beginsel moest inlasschen.

Over eene eerste afwijking was men het ook eenparig eens.

De tekst van artikel 45 der samengeordende wetten zou volledig zijn door het bijvoegen van een nieuwe paragraaf, waarvan de stemming u wordt voorgesteld en waarvan de tekst slaande op de vaste hoogervermelde bijdragen van 5 en 10 frank, luiden zou als volgt : *Deze vermindering is niet van toepassing op de vaste supertaxe voorzien bij het laatste lid van vorig artikel.*

De eenparigheid werd niet verkregen voor de overige noodzakelijk geoordeelde afwijkingen.

Aan de Commissie werden twee amendementen voorgelegd die elk een derde alinea op artikel 45 zouden vormen. De bewoordingen zijn duidelijk genoeg om er gansch het doel van te kenschetsen :

Het eerste amendement luidde : « *de afhouding voorzien bij § 1 (afhouding van 5 t. h.) mag niet 250 frank te boven gaan zoo de belastingschuldige minder dan drie kinderen ten laste heeft. Dit bedrag wordt op 300 frank, 400 frank of 500 frank gebracht naar gelang het aantal kinderen ten laste vijf, zeven of tien overschrijdt.*

» Er wordt geen afhouding meer verleend voor de gedeelten der inkomsten » die 115,000 frank te boven gaan. »

Het tweede amendement luidde als volgt : « *Nochtans is die bepaling* » (dus de afhouding van 5 t. h. die in beginsel behouden wordt) *niet van toepassing indien de inkomsten, waarop het bedrag wordt berekend, 100,000 frank te boven gaan.*

Uwe Commissie besloot, met 6 stemmen tegen 4, U voor te stellen het tweede amendement aan te nemen.

TITEL III.

VESTIGING EN INVORDERING DER BELASTINGEN.

§ 1. — Van den aanslag.

AMENDEMENT VAN DEN HEER HALLET.

(Vermindering van de supertaxe volgens het bevolkingscijfer der gemeente waar de belastingschuldige verblijft.)

Daar het inkomen, van de beroepstaxe vrijgesteld omdat het een minimum inkomen tot het bestaansonderhoud van den belastingschuldige voorstelt, verandert volgens het bevolkingscijfer der gemeente waar hij verblijft, stelt de heer Hallet voor hetzelfde beginsel op de supertaxe toe te passen, vermits het aan supertaxe onderhevig inkomen dikwijls geen andere bestanddeelen dan het beroepsinkomen bevatte.

Hij stelde volgend amendement voor bij artikel 49 :

« Alinea 7 van artikel 25 is van toepassing, wat betreft de supertaxe. »

Dit amendement werd verworpen met 3 stemmen tegen 4, omdat de supertaxe geheven wordt van de gezamenlijke inkomsten van den belastingschuldige, en omdat door de aftrekkingen die reeds toegepast worden op de bijzondere reeksen van inkomsten het zeldzaam is dat de supertaxe wordt geheven van een bescheiden bedrijfsinkomen.

§ 2. — Aangifte en Contrôle.

ART. 12 VAN HET WETSONTWERP. — *(Commissie van aanslag.)*

De Regeering vraagt de oprichting van commissiën van aanslag en het recht voor de controleurs deze te raadplegen omdat in de groote steden de productiviteit en de verscheidenheid van de bedrijven zoodanig is, dat de controleur der belastingen nooit in staat zal zijn de individueele toestanden juist te beoordeelen.

Het ontwerp ontmoette hevig verzet van de zijde der Commissie. Bij de redenen, door de Regeering aangevoerd, hebben de voorstanders van het ontwerp nog bijgevoegd dat, vóór den oorlog, commissiën door den gemeenteraad benoemd, gewerkt hebben zonder kritiek en met goeden uitslag. Dergelijke Commissiën in het leven roepen leidde er toe dat het gemeentebestuur, hetwelk den

belastingplichtige kent, medewerkte om het inkomen van de belasting te verzekeren. De tegenstanders van het ontwerp beweerden dat de leden van de commissiën even weinig zouden weten van de individueele toestanden als de controleurs; dat hunne meening al te vaak zou gesteund zijn op hooren zeggen; dat de rol van de commissiën van aanslag voor oorlogswinsten en uitzonderlijke winsten niet zoo gelukkig is geweest dan men het wil doen doorgaan, vermits hunne beslissing niet altijd gesteund ging op controleerbare gegevens; zij drukten, ten slotte, op de noodzakelijkheid van het geheim der handelsverrichtingen dat even onmisbaar is als het beroepsgeheim.

Twee amendementen van den tekst van het ontwerp werden bij de Commissie aanhangig gemaakt.

Het eerste luidde :

« Artikel 55 wordt aangevuld als volgt :

» Vóór den aanslag van de *belastingplichtigen*, mag de toezieners, behalve in
» het bij artikel 63 voorziene geval, in de gemeenten waarvan *de in agglomera-*
» *ratie wonende bevolking meer dan 10,000 inwoners bedraagt*, eene commissie
» *hooren waarvan de werkwijze door den Minister van Financiën wordt bepaald.*

» De in het vorig lid bedoelde gemeenten worden bij Koninklijk besluit
» aangeduid.

» De Commissie bestaat uit 1° drie afgevaardigden van den gemeenteraad en
» 2° uit drie vertegenwoordigers van den handel en de nijverheid en voor de
» vrije beroepen, gekozen door den voorzitter van de Rechtbank van koop-
» handel van het rechtsgebied of, bij diens ontstentenis, door den voorzitter van
» de Rechtbank van eersten aanleg.

» De leden van gemelde Commissie worden benoemd voor drie jaar, en vóór
» hunne in diensttreding, leggen zij, ten overstaan van den toezieners, den eed af
» dat zij hunne opdracht in volle onpartijdigheid zullen vervullen en dat zij
» de beraadslagingen, waarbij zij tegenwoordig zullen zijn, geheim zullen
» houden.

» De onderscheidene meeningen der Commissie moeten met redenen worden
» omkleed. »

Het eerste amendement had dus volgende beteekenis :

1° Werden niet aan de commissie-contrôle onderworpen de schatplichtigen die afhankelijk zijn ofwel van het gezag van den stafhouder der Advocatenorde ofwel van het gezag van voorzitters van beroepsverenigingen, vermits dezen, bij wijziging van den tekst van artikel 63 — wijziging die werd voorgesteld zoo het amendement aangenomen werd — konden geraadpleegd worden alvorens de aanslag vastgesteld werd in plaats van niet te kunnen geraadpleegd worden dan ingeval verhaal werd gebruikt tegen de reeds vastgestelde aanslagen;

2° Werden niet aan de commissie-contrôle onderworpen, de schatplichtigen die in eene gemeente verblijven, waarvan geheel de agglomeratie beneden 10,000 inwoners is, omdat in de aanzienlijke agglomeratie's de onvermijdelijke kleine plaatselijke veeten geen invloed hebben;

3° Het geheim der beraadslagingen van de Commissiën werd verzekerd;

4° Elk advies, uitsluitend gesteund op de openbare meening, werd uitgesloten, omdat zulk advies weleens gegeven werd in zake oorlogswinst of uitzonderlijke winsten en dergelijk advies niet vatbaar is voor controle en aanleiding heeft gegeven tot misbruiken.

Er werd zelfs voorgestaan de evenredige vertegenwoordiging toe te passen op de benoeming van de afgevaardigden van den gemeenteraad.

Door het tweede amendement werd eenvoudig de tekst der Regeering aan artikel 56 van het ontwerp gehecht.

Dit amendement werd op volgende gronden gesteund :

Artikel 55 der samengeordende wetten machtigt den controleur, die twijfelt over de juistheid eener aangifte, met den schatplichtige in onderhandeling te treden om zich over de zaak in te lichten en aldus eene spontane wijziging der aangifte te bekomen.

Artikel 56 gaf aan den controleur bijzondere bevoegdheid, wanneer de twijfel betreffende de aangifte door uitzonderlijke omstandigheden werd verscherpt.

Maar om de misbruiken te voorkomen die mochten voortspruiten uit het behoud van een noodzakelijk bevonden praktijk, waar het patentrecht gold, moest men voor den controleur het recht afschaffen zich te beroepen op de algemeene bekendheid.

Het amendement luidde als volgt :

« Artikel 56 wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

» Bij niet aangifte, bij gebrek aan overlegging der bewijsstukken of in geval » van vermoeden van onnauwkeurigheid, kan het beheer de belasting van den » belastingplichtige ambtshalve vaststellen naar het vermoedelijk bedrag der » belastbare inkomsten.

» In dit geval kan de controleur, alvorens den aanslag te bepalen, in de » gemeenten waarvan de agglomeratie meer dan 10,000 inwoners telt, eene » commissie hooren waarvan de werkwijze door den Minister van Financiën » wordt geregeld. »

Volgende stemmingen werden over het tweede amendement uitgebracht :

Bij eenparigheid werd besloten de inrichting der commissiën te voegen bij artikel 56 en niet bij artikel 55.

Het eerste lid van het tweede amendement, dat dus den tekst wijzigt van artikel 56, werd ook eenparig goedgekeurd.

Met 11 tegen 1 stemmen werd beslist dat de Commissiën in al de gemeenten zouden kunnen werken.

De laatste twee alinea's van het eerste amendement werden met algemeene stemmen aangenomen.

De tekst, welken uwe Commissie u voorstelt goed te keuren, moet dus luiden :

« Artikel 56 wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

» Bij niet-aangifte, bij niet overlegging van de bewijsstukken of in geval van » ernstig vermoeden van onnauwkeurigheid kan het bestuur de belasting van den

- » belastingplichtige van ambtswege vaststellen op grond van het vermoedelijk
- » bedrag der belastbare inkomsten.
- » In dit geval kan de controleur, alvorens den aanslag vast te stellen, eene
- » Commissie hooren, waarvan de samenstelling en de werking door den Minister
- » van Financiën worden geregeld.
- » Alvorens in dienst te treden, leggen de leden dier Commissie in handen van
- » den controleur den eed af hunne taak op gansch onpartijdige wijze te vervullen
- » en de beraadslagingen, waaraan zij deelgenomen hebben, geheim te houden.
- » De adviezen van de Commissie moeten met redenen omkleed zijn. »

ART. 13 VAN HET WETSONTWERP. — (*Geldboete bij gebrek van aangifte of in geval van valsch erkende aangifte.*)

De voorgestelde tekst werd zonder debat goedgekeurd.

ART. 14 VAN HET WETSONTWERP. — (*Storting aan den Staat van de belasting op roerende zaken geheven bij wijze van afhouding.*)

Uwe Commissie neemt aan dat de geheven belastingen spoedig aan de Schatkist moeten overgemaakt worden; dit vergt geen betoog.

Zij is van gevoelen, dat de verbetering van den tekst van artikel 59, welken u is voorgesteld, vollediger diende te zijn. omdat, wegens zijn onderscheidenlijk belang, het noodig is de storting nog meer te bespoedigen van de belasting op roerende zaken, bij wijze van voorafneming op de belastbare inkomsten geheven.

Doch de aanneming van den tekst door de Regeering voorgesteld of van den tekst ingegeven door de Commissie, legt, in ieder geval, eene wijziging op van artikel 54, § 2 der samengeordende wetten, aangezien de termijn van de terhandstelling aan den ontvanger van de aangifte, reeksgewijze vermeldende het bedrag der belastbare inkomsten, dezelfde was als die, binnen welken de bedoelde inkomsten zouden moeten betaald worden naar luid van den tekst den samengeordende wetten.

Uwe Commissie heeft de eer u voor te stellen den tekst van artikel 14 van het wetsontwerp te doen luiden als volgt :

- « Artikel 59, § 1, lid 1 wordt gewijzigd als volgt :
- » De *grondbelasting* is betaalbaar per trimester.
- » De *belasting op roerende zaken, bij wijze van afhouding geheven* op de belastbare inkomsten is betaalbaar binnen de vijftien dagen vanaf de toekenning of
- » de betaalbaarstelling dezer inkomsten.
- » De aangifte, voorzien bij artikel 54, lid 2, moet binnen denzelfden termijn
- » worden afgeleverd.
- » De *bedrijfsbelasting bij wijze van afhouding geheven op de belastbare inkomsten* is betaalbaar binnen de vijftien dagen na het verstrijken der maand
- » gedurende welke de inkomsten betaald werden.
- » De belasting niet geheven, enz. (Zooals in den bestaanden tekst.) »

§ 3. — **Bezwaren en verhaal.**

ART. 15 VAN HET WETSONTWERP. — (*Geldboeten op te leggen ingeval van niet gegrond erkende bezwaren.*)

Uwe Commissie neemt aan, dat het misbruik van blijkbaar ongegronde bezwaren moet beteugeld worden.

Maar zij kan zich niet aansluiten bij den tekst door de Regeering voorgesteld : de woorden « ongelegen klachten » zijn niet duidelijk genoeg.

Uwe Commissie stelt u voor den tekst van het wetsontwerp te amendeeren en te zeggen :

« Aan artikel 61 wordt het volgende lid toegevoegd. »

« In geval van klaarblijkelijk ongegronde klachten, kan het besluit, waardoor » het verworpen wordt, de onkosten van het bestuurlijk onderzoek ten koste » van den eischer stellen; deze onkosten zijn op 25 frank bepaald. »

Daar de Commissie vernomen heeft dat het Beheer had voorgeschreven aan de uitgetrokken waarschuwingen, afgeleverd aan de belastingplichtigen voor meer dan 1,000 frank aangeslagen, eene nota te voegen, vermeldende de grondslagen voor de berekening van de belasting en zullen alleen de klachten die verworpen worden en die werkelijk ongelegen zijn, het betalen der onkosten na zich sleepen.

Om den omvang van den tekst dien de Commissie u voorstelt nader te bepalen, heeft zij akte genomen van het volgend antwoord :

Antwoord van den Minister van Financien op eene vraag van den heer Braffort, lid van den Senaat, op 6 Februari 1923, onder n^o 49.

« Artikel 15 van het wetsontwerp houdende wijziging van de wetgeving inzake » inkomstenbelasting (bijlage van stuk n^o 137, — Kamer) zegt dat in geval van » ongegronde klacht, de kosten ten laste van den klager vallen. De kosten van het » bestuurlijk onderzoek zijn bepaald op de vaste som van 50 frank. In strijd met » wat sommige dagbladen meenen, slaat deze bepaling slechts op de eigenlijke » klachten, dat wil zeggen, op die welke aanleiding geven tot navorschingen, » verslagen en beslissingen.

« Al de belastingschuldigen zullen voortaan nog kosteloos worden ingelicht » over het bedrag van hunne belastingen. »

ART. 16 VAN HET WETSONTWERP.

Geen aanmerkingen worden hierbij gedaan.

Het voorziet in de wet strafbepalingen ten aanzien van : 1^o de Belgische belastingplichtigen die zakenzetels of om 't even welke instellingen hebben hetzij in het buitenland hetzij in de kolonie, alsook : 2^o de belastingplichtigen, hetzij Belgen hetzij in de kolonie, die in België een of meer om 't even welke instellingen hebben en die niet de bijzondere waarborgen

zouden leveren hun opgelegd om de betaling der verplichte belastingen te verzekeren.

Uwe Commissie stelt u voor den tekst van het wetsontwerp goed te keuren.

ART. 17 VAN HET WETSONTWERP. (*Terugvordering of teruggave van belastingen.*)

De wijzigingen die de Regeering voorstelt bij artikel 74 der samengeordende wetten werden reeds door de Kamer gestemd : in 1921 strekken zij er toe gedurende tien jaar de terugvordering der ontdoken rechten ingevolge afwezigheid van verklaring of valsche verklaring mogelijk te maken.

Het uitstel zal op vijf jaar behouden blijven ingeval van nietbetaling der taxes uit hoofde van onjuiste of onvolledige verklaringen.

Over de bepalingen die in de wet moesten gebracht worden, had in de Commissie een zeer vinnig debat plaats. Sommige leden hielden staan dat zij de herziening aannamen van al de beslissingen door het beheer genomen. Zij namen niet aan, dat eene beslissing van de rechterlijke macht kon herzien worden, welke kracht van gewijsde had gekregen. Zij wezen alle dergelijke afwijkingen van een grondbeginsel van ons Recht af.

Anderen voerden aan, dat het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, onder den titel van het burgerlijk rekwest, gevallen voorziet (art. 480) waar een contradictoir vonnis in laatsten aanleg gewezen op rekwest kan ingetrokken worden.

Uwe Commissie heeft ten slotte geen enkel bezwaar uitgebracht, in zake de in 1921 getroffen schikkingen. Andere bepalingen, in verband daarmee, werden bij haar aanhangig gemaakt; zij werden gerechtvaardigd als volgt : Tegenwoordig is het Bestuur alleen gerechtigd om niet-verschuldigde sommen terug te vorderen, en het kan gebeuren dat belastingplichtigen, ten gevolge van eene vergissing in den aanslag, een te hooge belasting betalen. De rechtvaardigheid eischt dat de teruggave van de niet-verschuldigde sommen, samen met de moratoire interesten tegen het burgerlijk bedrag, toegelaten weze.

Deze louter-billijke maatregel lijkt zelfs te mogen toegepast worden wanneer over den onjuisten aanslag eene beschikking is gevallen, welke in kracht van gewijsde gegaan is, doch, in dit geval, zal de herziening van den aanslag niet geschieden dan na overlegging van nieuwe elementen welke noch de aanslagers, noch de autoriteit die in laatsten aanleg uitspraak deed, kenden.

Met andere woorden, zelfs in geval van in kracht van gewijsde gegane beschikking, konden het bestuur en de belastingplichtigen de in min of in meer gedane vergissingen laten goedmaken, welke bij den aanslag te hunnen voordeele of te hunnen nadeele, werden begaan.

Uwe Commissie stelt u voor de aldus opgevatte bepalingen in dien zin aan te nemen ; zij is echter van meening dat de erfgenamen van de belastingsschuldigen niet mogen verantwoordelijk zijn, tenzij ten belooopen van hun aandeel in de erfenis, voor de door den *de cuius* ontdoken rechten, en dan nog voor zoover het geen door het bestuur begane dwalingen geldt.

Het laatste lid van gemeld artikel 74 wordt daarom gewijzigd.

Uwe Commissie heeft de eer u voor te stellen den volgende tekst aan te nemen:

ART. 17. — Artikel 74 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

» Bij niet betaling van belastingen wegens niet gedane aangifte of valsche
» aangifte, kan de ontdoken belasting worden gevorderd of nagevorderd gedu-
» rende tien jaar met ingang van den 1^{er} Januari van het jaar, dat zijn naam aan
» het dienstjaar geeft en wel onverminderd de toepassing van de fiskale geld-
» boeten.

» Dit tijdsbestek wordt tot vijf jaar verminderd bij niet-betaling van belas-
» tingen wegens onnauwkeurige of onvolledige aangiften.

» Het bestuur kan ook, binnen bedoeld tijdsbestek van vijf jaar, de niet geïnde
» of wegens vergissig bij den aanslag te veel ontvangen rechten navorderen of
» teruggeven; is over dien aanslag eene reeds in kracht van gewijsde gegane
» rechterlijke beslissing gevallen, dan wordt het verzoek tot goedmaking der
» vergissig door den bestuurder van belastingen tot het Hof van beroep gericht,
» waardoor de beslissing werd geveld.

» Zal desvoorkomend ook ontlasting kunnen bekomen van de overbelasting
» van zijnen aanslag, de belastingplichtige die, binnen hetzelfde tijdsbestek, van
» bedoelde overbelasting zal doen blijken door middel van nieuwe elementen
» welke bekend waren noch door de aanslagers, noch door de autoriteit die in
» laatsten aanslag over een vroeger bezwaar of beroep, betreffende de bestreden
» belasting, uitspraak heeft gedaan.

» De aanvragen tot herziening, moeten, behoorlijk met redenen omkleed bij
» een ter post aangeteekend schrijven tot den bestuurder der belastingen van de
» plaats der heffing worden gericht. Na het onderzoek der zaak, doet deze
» ambtenaar uitspraak bij met redenen omkleede beslissing of verzendt het
» dossier met hetzelfde doel, samen met zijne overwegingen en advies, naar het
» bevoegde Hof van beroep.

» Ingeval van teruggave van onwettelijk geïnde belastingen, zijn de morato-
» rische interessen verplichtend, volgens het burgerlijk bedrag, vanaf den dag
» die volgt op dien der betalingen tot den dag na de ontvangst van het bericht
» waardoor de belanghebbende ingelicht wordt dat het beloop van zijn tegoed tot
» zijne beschikking staat.

» De erfgenamen van een afgestorven belastingschuldige zijn voor het bedrag
» van hun erfenisdeel op gelijken voet gesteld opzichts de rechten van den *de*
» *cujus*, behalve zoo de onvoldoende inning voortspuit uit missingen vanwege
» de agenten van het bestuur. »

TITEL IV.

OVERGANGSBEPALINGEN OF BIJZONDERE BEPALINGEN.

ART. 18 VAN HET ONTWERP. — (*Opneming der pachten.*)

De Regeering billijkte den voorgestelden tekst door volgende beschouwingen :

« Het eerste lid van artikel 86 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 machtigt de Regeering om in 1920 te doen overgaan tot het opnemen der pachten.

» Die opneming verstrekke eene aanmerkelijke opbrengst zoowel ten bate van den Staat als van de provinciën en de gemeenten, die een aanzienlijk aandeel in de grondbelasting hebben, zonder te rekenen dat zij onderscheidenlijk 10 en 40 opcentiemen op gemelde belasting mogen vestigen en dat, daarenboven, de helft van het nieuwe fonds der gemeenten evenredig met de kadastrale inkomens wordt omgeslagen.

» Artikel 6 der gemelde wetten laat toe, ieder jaar de kadastrale inkomens te herzien, in zoover zij met ten minste één tiende per perceel verhoogd of verminderd kunnen worden.

» De agenten van het kadaster zijn gedocumenteerd wat betreft de aan de formaliteit der registratie onderworpen pachten, maar dit is niet het geval betreffende die waarvoor gemelde formaliteit niet is vervuld, noch betreffende de mondelinge pachten.

» Nu, sedert 1920, verhoogden de huurprijzen aanzienlijk en die verhoging zal nog toenemen ingevolge het thans aan de wetgeving onderworpen wetsontwerp.

» In die voorwaarden en om op alle mogelijkheden te zijn voorbereid, behoort het dat de Regeering jaarlijks of periodisch kunne doen overgaan tot het opnemen der pachten. »

Uwe Commissie sluit zich aan bij deze beschouwingen.

Nochtans stelt zij u een amendement voor.

Het woord « opneming » scheen de Regeering eene al te uitgebreide macht te geven, omdat de opneming een stelsel van navorschingen bedraagt waaraan al de burgers van het land, die een zeker beroep uitoefenen, kunnen blootstaan.

Uwe Commissie is van meening dat zoo de Regeering mocht overgaan tot het nazicht van de pachten, al de bijzondere gevallen, waarin het nazien van eene pacht noodig blijkt, zouden moeten worden bepaald.

Ook kan er geen spraak meer zijn de belanghebbenden te verplichten zich naar de gemeentehuizen te begeven of naar andere daartoe aangeduide lokalen.

Bedienden van het Beheer en, desvoorkomend, gemeentebedienden zullen zich van huis tot huis begeven voorzien van de vereischte bulletijns, waarop de

inlichtingen onmiddellijk zullen kunnen worden verstrekt. De belanghebbenden van goeden wil zullen zich dús niet hoeven te verplaatsen. Alleen zij die zouden nalaten de formulieren in te vullen zullen opgeroepen worden om de noodige inlichtingen te geven.

Bij verhuring van gemeubelde huizen of deelen daarvan, zal eene vraag dien-aangaande in het opnemingsbulletijn worden gesteld en eene bijzondere verklaring zal aan de betrokken belastingplichtigen worden overhandigd.

Uwe Commissie stelt u dus voor in den tekst het woord opneming door *nazicht* te vervangen.

Art. 18^{bis}. — (*Bijzonder regiem voor de Congoleesche vennootschappen*).

Dit artikel wordt door uwe Commissie voorgesteld.

Onder het beheer der samengeordende wetten op de belastingen op de inkomsten, worden de Belgische en de Congoleesche vennootschappen met aandeelen, die in de Kolonie werken, in België aan eene belasting op de roerende goederen onderworpen :

a) Van 2 t. h. op het deel der dividenden dat overeenstemt met hunne winsten in Congo gemaakt ;

b) Van 10 t. h. op de overige inkomsten der aandeelen, dat wil zeggen op de winsten van Belgischen oorsprong.

Deze vennootschappen betalen bovendien de belasting op de roerende goederen voor de inkomsten hunner obligatiën, van het oogenblik dat zij haar maatschappelijke zetel of hoofdinrichting in België hebben.

Zij zijn ten slotte onderworpen aan de bedrijfsbelasting voor hare voorbehouden winsten, maar het bedrag wordt op 2 t. h. gebracht, zoo deze winsten in de Kolonie werden gemaakt.

Een artikel ingelascht in de wet van 21 Augustus 1921 ontslaat van deze belasting de vennootschappen die werden opgericht onder het beheer van het koloniaal recht.

Van haren kant, heft de Kolonie een beslasting van 6 t. h. op de dividenden der vennootschappen die op haar gebied werken.

Dit tweevoudig stelsel is niet zonder bezwaar : vooreerst vergt het vaak zeer moeilijke verdeelingen van winsten en daarbij onderwerpt het de vennootschappen aan een dubbele contrôle die zoowel de Belgische Schatkist als die van de Kolonie op kosten jaagt.

Het bleek dat deze bezwaren konden worden uit den weg geruimd zoo de belastingen enkel geïnd werden door het Belgisch Beheer en zoo een billijk bepaald aandeel aan de Kolonie werd toegekend.

In dezen zin werd artikel 18^{bis} van het ontwerp opgevat.

De belasting op de roerende goederen voor de inkomsten der aandeelen (die thans 2 + 6 t. h. bedraagt) wordt op 8 t. h. plus 50 opcentiemen gebracht, wat te samen 12 t. h. maakt; het bedrag dezer belasting voor de inkomsten der obligatiën gaat van 10 op 12 t. h. over; en de bedrijfsbelasting zal verschuldigd zijn op de voorbehouden winsten maar volgens de beperkte bedragen bepaald bij artikel 35, §. 2 (nieuw).

Vier vijfde van de opbrengst dezer belastingen zullen in de koloniale Schatkist worden gestort, dit zal voordeelig voor de Kolonie zijn. Maar het schijnt billijk rekening te houden met zijn bijzonderen toestand ten aanzien van het moederland, evenals het gepast bleek een gunststelsel in te voeren voor de vennootschappen voor wie de Kolonie veel meer dan vreemde landen een veld van bedrijvigheid is.

Het spreekt van zelf, dat de winsten, die deze vennootschappen maken in het buitenland of in nijverheidsbedrijven in België, aan het gemeen recht onderworpen blijven. De opcentiemen voor provincie en gemeente zijn van toepassing op die winsten alleen, de andere winsten ontsnappen aan den fiscus der provinciën en gemeenten, krachtens het beginsel van de territorialiteit der belastingen.

Gelet op deze beschouwingen, stelt uwe Commissie U voor in het ontwerp de bepalingen te lasseschen die het voorwerp van artikel 18^{bis} uitmaken.

« Art. 18^{bis}, § 1. — Op de vennootschappen bij aandeelen of andere, die » in België haar maatschappelijken zetel of hoofdinrichting hebben en in de » Kolonie werken, wordt de belasting op onroerende zaken en de bedrijfsbelasting geheven zonder onderscheid van den Belgischen of kolonialen oorsprong » der belastbare inkomsten.

» De belasting op roerende zaken wordt in dit geval tot 8 t. h. verminderd » plus 50 opcentiemen en de bedrijfsbelasting blijft bepaald zooals voorzien » wordt bij artikel 35, §§ 1 tot 3.

» Deze belastingen zijn vrijgesteld van opcentiemen voor provinciën en » gemeenten. De vier vijfden der opbrengst is voor de Schatkist der Kolonie.

» § 2. — De winsten door gezegde vennootschappen gemaakt in het buiten- » land of in bedrijven in België gelegen blijven aan de regels der gewone belasting onderworpen.

» § 3. — Bovenstaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op de vennootschappen opgericht onder het beheer van het koloniale recht.

» § 4. — De woorden « of in de kolonie » worden toegevoegd aan het laatste » lid van artikel 14, aan het eerste lid van artikel 19 en aan artikel 24. »

ART. 19 EN 20 VAN HET WETSONTWERP. — (*Samenordening der teksten en datums van toepassing.*)

Deze artikelen gaven geen aanleiding tot eenige aanmerking.

Uwe Commissie stelt voor ze goed te keuren.

Onder het voorbehoud uitgedrukt tijdens de bespreking in de Commissie en in het verslag opgenomen, werd het wetsontwerp goedgekeurd met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Het verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

(38)

(I)

ANNEXE AU N° 220.

**Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts
sur les revenus.**

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

BIJLAGE VAN N° 220.

**Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten inzake belastingen
op de inkomsten.**

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

**Lois coordonnées du 29 octobre 1919-
3 août 1920 et lois subséquentes.**

ART. 21.

§ 1^{er}. — La taxe sur les revenus des actions est établie sur les éléments afférents à l'exercice social révolu; elle est rattachée aux recettes de l'année de clôture de cet exercice.

§ 2. — La déduction de la taxe sur les autres revenus est subordonnée à leur paiement.

[§ 3. — La taxe mobilière sur les revenus de tous capitaux investis est établie sur les éléments afférents à l'année antérieure ou à l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année.

Il en est de même de la taxe non perçue par retenue sur les revenus encaissés à l'étranger.] (Loi du 26 juin 1922.)

• ART. 22.

Le propriétaire, l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire d'immeubles hypothéqués sont exonérés de la taxe sur les revenus immobiliers de ces immeubles à concurrence de la taxe mobilière perçue sur les intérêts des prêts garantis par ces hypothèques.

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'article 21 est modifié comme suit :

La taxe mobilière est subordonnée à l'attribution ou à la mise en paiement des revenus imposables.

ART. 2.

L'article 22 est remplacé comme suit :

Les intérêts des créances hypothécaires sur des immeubles sis en Belgique, sont exonérés de la taxe mobilière à concurrence du revenu cadastral de ces immeubles.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 21, complété par l'article 2 de la loi du 26 juin 1922, est remplacé par les dispositions suivantes :

Artikel 21, aangevuld door artikel 2 der wet van 26 Juni 1922, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

La taxe mobilière est due au moment de l'attribution ou de la mise en paiement des revenus.

De belasting op roerende zaken is verschuldigd bij de toekenning of de betaalbaarstelling der inkomsten.

Toutefois, en ce qui concerne les revenus visés au n° 4 de l'article 20, la taxe est établie sur les éléments afférents à l'année antérieure ou à l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année.

Echter, wat betreft de inkomsten bedoeld bij n° 4 van artikel 20, wordt de belasting gevestigd op de gegevens betreffende het vorig jaar of het boekjaar van gelijken duur, tijdens dit jaar afgesloten.

ART. 2.

ART. 2.

L'article 22 est remplacé comme suit :

Artikel 22 wordt gelezen als volgt :

Les intérêts des créances hypothécaires sur des immeubles sis en Belgique, sont exonérés de la taxe mobilière à concurrence du revenu cadastral de ces immeubles.

De interesten van de hypothecaire schuldvorderingen op in België gelegen onroerende goederen worden vrijgesteld van de belasting op roerende zaken ten bedrage van het kadastraal inkomen dier onroerende goederen.

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 25.

La taxe professionnelle atteint tous les revenus désignés ci-après :

1° Les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques, y compris les bénéfices résultant du travail personnel des associés dans les sociétés civiles ou commerciales, possédant une personnalité juridique distincte de celle des associés ;

2° Les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics ou privés, ainsi que tous salaires ; les pensions et rentes viagères, à l'exception des pensions alimentaires et des pensions allouées aux invalides et aux mutilés de la guerre ;

3° Les profits, quelle que soit leur dénomination, des professions libérales, charges ou offices et de toutes occupations lucratives, non visées aux 1° et 2° du présent article.

Toutefois, est déduite de la taxe des personnes physiques la taxe correspondant au minimum exempté de la super-taxe en vertu de l'article 41 et, le cas échéant, des articles 42 et 43 si les personnes à charge du redevable ne jouissent pas de revenus professionnels.

Pour la taxe professionnelle, le minimum d'exemption est déterminé eu égard à la population de la commune où la profession est exercée [pour le cas où la population de cette commune est plus élevée que celle du domicile] (1).

La taxe professionnelle est fixée forfaitairement à 12 francs par an pour les revenus ou partie de revenus exemptés en vertu des dispositions qui précèdent.

(1) Les mots entre crochets [] font l'objet d'une disposition adoptée par la Chambre, le 8 août 1921 et actuellement pendante au Sénat.

ART. 3.

Le sixième alinéa de l'article 25 est remplacé comme suit :

Pour la taxe professionnelle, le minimum d'exemption est déterminé eu égard à la population de la commune où la profession est exercée si cette population est plus élevée que celle du domicile ou de la résidence de l'intéressé.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 3.

Le sixième alinéa de l'article 25 est remplacé comme suit :

Pour la taxe professionnelle, le minimum d'exemption est déterminé eu égard à la population de la commune où la profession est exercée si cette population est plus élevée que celle du domicile ou de la résidence de l'intéressé.

ART. 3.

Lid 6 van artikel 25 wordt gelezen als volgt :

Voor de bedrijfsbelasting wordt het vrijgestelde minimum bepaald met inachtneming van de bevolking der gemeente waar het bedrijf wordt uitgeoefend, indien deze bevolking talrijker is dan die der woon- of der verblijfplaats van den belanghebbende.

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 27.

§ 1^{er}. — Les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles sont ceux qui résultent de toutes les opérations traitées par leurs établissements ou à l'entremise de ceux-ci.

§ 2. — Sont considérés comme bénéfices au point de vue de l'application de la taxe professionnelle :

1^o La rémunération que l'exploitant s'attribue pour son travail personnel ;

2^o Les profits et avantages dont l'exploitant jouit en nature ;

3^o Les profits de ces spéculations ;

4^o Les sommes affectées au remboursement total ou partiel de capitaux empruntés, à l'extension de l'entreprise ou à la plus-value de l'outillage ;

5^o Les réserves ou fonds de prévision quelconques, le report à nouveau de l'année et toutes affectations analogues.

Le revenu provenant de l'exploitation agricole est considéré pour l'assiette de l'impôt comme égal au double du revenu cadastral défini à l'article 5. Néanmoins, le contribuable et l'administration pourront établir par toutes voies de droit le revenu réel.

§ 3. — Aucune division des bénéfices provenant d'exploitations en commun n'est admise entre les membres d'une même famille, habitant ensemble, ni entre les membres d'une société, association ou communauté quelconque.

Toutefois, la rémunération des membres de la famille de l'exploitant travaillant avec lui rentre dans la catégorie des frais généraux, pour autant qu'elle n'excède pas un traitement ou salaire normal et qu'elle ait subi comme telle la taxe professionnelle.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Lois existantes.

Est également déduite la partie des revenus des capitaux investis, n'excédant pas 6 % de ces capitaux et assujettie à la taxe mobilière.

§ 4. — En ce qui concerne les étrangers opérant en Belgique, sont seules admises en déduction, à titre de frais généraux ou de frais d'administration, les dépenses de l'espèce faites dans leurs établissements belges.

Il est tenu au siège de ces établissements, une comptabilité spéciale des opérations visées au § 1^{er}.

ART. 30.

Les profits visés au n° 3 de l'article 25 sont constitués par la différence entre les recettes totales et les dépenses inhérentes à l'exercice de la profession.

Projet de loi.

ART. 4.

Le § 4 de l'article 27 est complété comme suit :

La taxe professionnelle des commis-voyageurs étrangers est uniformément fixée à 60 francs, sauf convention contraire.

ART. 5.

L'article 30 est complété par les dispositions suivantes :

Les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices, sont tenues, sous peine d'une amende de 500 francs pour toute infraction, de délivrer un reçu de leurs honoraires, commissions ou autres rémunérations quelconques.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

Le § 4 de l'article 27 est complété comme suit :

Sauf dérogation pouvant résulter de conventions internationales, la taxe professionnelle est fixée au minimum à 60 francs (sans additionnels) en ce qui concerne les représentants de firmes étrangères, les bateliers, les marchands ambulants, les forains et tous autres, qui exercent leur profession en Belgique, mais ne possèdent ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe dans le pays.

La taxe est acquittée avant l'exercice de la profession en Belgique, sous réserve de l'application d'un supplément si les revenus réalisés dans le pays donnent lieu à un impôt plus élevé.

ART. 5.

L'article 30 est complété par les dispositions suivantes :

Les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices, sont tenues, sous peine d'une amende de 500 francs pour toute infraction, de délivrer un reçu daté et signé de leurs honoraires, commissions ou autres rémunérations quelconques.

ART. 4.

§ 4 van artikel 27 wordt aangevuld als volgt :

Behoudens afwijking ten gevolge van internationale overeenkomsten, wordt de bedrijfsbelasting bepaald op een minimum van 60 frank (zonder opcentiemen) voor de vertegenwoordigers van buitenlandse firma's, de schippers, de rondreizende kooplieden, de foorkramers en alle anderen, die hun bedrijf in België uitoefenen, doch noch woonplaats, noch verblijfplaats, noch vaste inrichting in het land hebben.

De belasting wordt betaald vóór de uitoefening van het bedrijf in België, behoudens het opleggen van eene bijkomende belasting, indien de in het land verkregen inkomsten tot eene hoogere belasting aanleiding geven.

ART. 5.

Artikel 30 wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

De personen, die vrije beroepen, ambten of posten uitoefenen, zijn gehouden, op straffe eener boete van 500 frank voor elke overtreding, een gedagteekend en onderteekend ontvangstbewijs te verstrekken van hunne eereloonen, commissieloonen of om 't even welke andere bezoldigingen.

Lois existantes.

Projet de loi.

Ce reçu est extrait d'un carnet à souches dont le modèle sera déterminé par le Ministre des Finances.

Toute personne qui effectue un paiement de l'espèce, sans exiger le reçu, est responsable de l'amende, solidairement avec l'intéressé.

ART. 32.

§ 1^{er}. — La taxe sur les bénéfices et profits visés aux n^{os} 1 et 3 de l'article 25 est établie sur les revenus constatés ou présumés de l'année antérieure ou de l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année, sauf déduction éventuelle des pertes professionnelles éprouvées pendant les deux années précédentes ou durant les deux exercices sociaux antérieurs.

§ 2. — En cas de cessation de profession dans le courant de l'année, par suite de décès ou de toute autre cause, une cotisation spéciale est réglée d'après les résultats de la période pendant laquelle la profession a été exercée.

§ 3. — Pour les revenus spécifiés au n^o 2 de l'article 25 la taxe est due au moment même de leur paiement.

ART. 6.

L'article 32 est complété par la disposition suivante :

§ 4. — En ce qui concerne les redevables bénéficiant à la fois de revenus visés aux n^{os} 1 ou 3 et au n^o 2 de l'article 25, l'impôt est calculé sur l'ensemble des revenus de l'année antérieure, sous déduction des taxes éventuellement perçues au moment du paiement des revenus.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Ce reçu est extrait d'un carnet à souches dont le modèle sera déterminé par le Ministre des Finances.

Toutefois le Ministre des Finances ne pourra exiger l'inscription sur les souches et sur les volants du carnet que du montant global des honoraires, commissions ou rémunérations, ainsi que du nom de celui qui en était débiteur.

Toute personne qui effectue un paiement de l'espèce, sans exiger le reçu, est responsable de l'amende, solidairement avec l'intéressé.

Dit ontvangstbewijs wordt genomen uit een stamboekje, waarvan het model door den Minister van Financiën wordt vastgesteld.

Echter kan de Minister van Financiën slechts eischen dat op de stambladen en op de scheurbladen van het boekje worden vermeld het geheel bedrag van de eereloonen, commissie-loonen of bezoldigingen, alsmede de naam van hem, die ze verschuldigd was.

Elke persoon, die eene dergelijke betaling doet, zonder het ontvangstbewijs te vorderen, is, met den belanghebbende, hoofdelijk aansprakelijk voor de boete.

ART. 6.

ART. 6.

L'article 32 est complété par la disposition suivante :

§ 4. — En ce qui concerne les redevables bénéficiant à la fois de revenus visés aux n°s 1 ou 3 et au n° 2 de l'article 23, l'impôt est calculé sur l'ensemble des revenus de l'année antérieure, sous déduction des taxes éventuellement perçues au moment du paiement des revenus.

Artikel 32 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

§ 4. — Wat betreft de belastingplichtigen, die tegelijk inkomsten bedoeld bij de n°s 1 of 3 en bij n° 2 van artikel 23 genieten, wordt de belasting berekend op het gezamenlijk bedrag der inkomsten van het vorig jaar, na aftrekking der belastingen desgevallende geïnd bij de betaling der inkomsten.

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 34.

§ 1^{er}. — La taxe, y compris les parts des provinces et des communes, est fixée à 10 % des revenus imposables.

§ 2. — Elle est réduite à 2 % :

a) Pour la partie des revenus visés à l'article 15 qui correspond proportionnellement aux bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie;

b) Pour les revenus désignés aux articles 17 et 19;

c) Pour les revenus des dépôts à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Le § 1^{er} de l'article 34 est complété comme suit :

Cette taxe est passible de 50 centimes additionnels au profit exclusif de l'État. Toutefois, ces additionnels ne sont pas applicables à la taxe sur les revenus des capitaux investis.

§ 2. — Le § 2 dudit article 34 est remplacé par la disposition suivante :

§ 2. — La taxe est réduite à 4 % (sans additionnels) :

a) Pour la partie des revenus visés à l'article 15 qui correspond proportionnellement aux bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie;

b) Pour les revenus désignés à l'article 19 .

Elle est réduite à 2 % (sans additionnels) :

a) Pour les revenus visés à l'article 17 ;

b) Pour les revenus des dépôts à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite;

c) Pour les revenus des dépôts aux autres caisses d'épargne, relevant d'un établissement public, lorsque ces dépôts n'excèdent pas 5,000 francs par livret.

Aucune taxe n'est due si les intérêts visés aux litt. b et c n'atteignent pas 50 francs par livret.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 7.

ART. 7.

*L'article 34 est modifié comme suit :**Artikel 34 wordt gewijzigd als volgt :*

§ 1^{er}. — Cette taxe est *augmentée* de 50 centimes additionnels au profit exclusif de l'État. Toutefois, ces additionnels ne sont pas applicables à la taxe sur les revenus des capitaux investis ni à celle qui est visée au § 2 ci-après.

§ 1. — Deze belasting wordt *verhoogd* met 50 opcentiemen, uitsluitend ten bate van den Staat. Nochtans zijn die opcentiemen niet van toepassing op de belasting op de inkomsten der aangewende kapitalen, *noch op die bedoeld bij onderstaande § 2.*

§ 2. — La taxe est réduite à 4 % (sans additionnels) :

§ 2. — De belasting wordt tot op 4 t. h. (zonder opcentiemen) vermindert :

a) Pour la partie des revenus visés à l'article 15 qui correspond proportionnellement aux bénéfices réalisés et imposés à l'étranger;

a) Voor het gedeelte der bij artikel 15 bedoelde inkomsten, dat evenredig overeenstemt met de winsten behaald en belast in het buitenland ;

b) Pour les revenus désignés à l'article 19.

b) Voor de inkomsten vermeld in artikel 19.

Elle est réduite à 2 % (sans additionnels) :

Zij wordt tot op 2 t. h. (zonder opcentiemen) vermindert :

a) Pour les revenus visés à l'article 17;

a) Voor de inkomsten bedoeld bij artikel 17;

b) Pour les revenus des dépôts à la Caisse générale d'épargne et de retraite, ou à la Caisse des dépôts et consignations ;

b) Voor de inkomsten der sommen gestort in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, of in de Deposito- en Consignatiekas ;

c) Pour les revenus des dépôts aux autres caisses d'épargne, relevant d'un établissement public, lorsque ces dépôts n'excèdent pas 5,000 francs par livret.

c) Voor de inkomsten der sommen gestort in andere spaarkassen, afhangende van eene openbare inrichting, wanneer die gestorte sommen niet 5,000 frank per boekje overschrijden.

Aucune taxe n'est due si les intérêts visés aux litt. b) et c) n'atteignent pas 50 francs par livret.

Geene belasting is verschuldigd, wanneer de interesten, bij de littera b) en c) bedoeld, niet 50 frank per *boekje* bereiken.

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 35.

§ 1^{er}. — La taxe professionnelle est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenus annuels de 3,000 francs et moins, ou à raison de toute somme proportionnellement équivalente pour les périodes inférieures ou supérieures à un an.

§ 2. — Le taux, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé à 2 % pour la première tranche et augmente graduellement d'un $\frac{1}{2}$ % pour chaque nouvelle tranche, sans pouvoir dépasser 10 % pour la partie des revenus excédant 48,000 francs.

§ 3. — *Pour les sociétés possédant une personnalité juridique, la taxe est réglée à raison de leurs bénéfices diminués des revenus distribués ou assujettis à la taxe mobilière comme revenus des capitaux investis.*

A la demande des redevables, la taxe peut être établie par tranches de revenus imposables correspondant à un vingtième des capitaux investis au début de l'exercice social; dans l'espèce, le taux est fixé à 5 % pour la première tranche et croît graduellement d'un pour cent pour toute somme comprise dans une nouvelle tranche, sans pouvoir dépasser 10 %.

§ 4. — Par dérogation aux §§ 2 et 3, la taxe est uniformément fixée :

1° A 2 % pour les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la Colonie;

ART. 8.

Par modification au 1° du § 4 de l'article 35, la taxe professionnelle est fixée au quart de l'impôt ordinaire, pour les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 8.

Par modification au 1^o du § 4 de l'article 35, la taxe professionnelle est *réduite* au quart de l'impôt *fixé par les* §§ 2 et 3, pour les revenus réalisés et imposés à l'étranger.

ART. 8.

Bij wijziging van n^r 1^o, § 4, van artikel 35, wordt de bedrijfsbelasting *verminderd* tot op een vierde van de belasting, *door* §§ 2 en 3 *bepaald*, voor de inkomsten, in den vreemde behaald en belast.

Lois existantes.

Projet de loi.

2° A 10 % pour les bénéfices des sociétés étrangères par actions et les rémunérations des administrateurs, commissaires, liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues près des sociétés par actions, belges, étrangères ou de la colonie.

A la demande des redevables, la taxe peut être établie par tranches de revenus imposables correspondant à un vingtième des capitaux investis au début de l'exercice social ; dans l'espèce, le taux est fixé à 5 % pour la première tranche et croît graduellement d'un pour cent pour toute somme comprise dans une nouvelle tranche, sans pouvoir dépasser 10 %.

§ 4. — Par dérogation aux §§ 2 et 3, la taxe est uniformément fixée :

1° A 2 % pour les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie ;

2° A 10 % pour les bénéfices des sociétés étrangères par actions et les rémunérations des administrateurs, commissaires, liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues près des sociétés par actions, belges, étrangères ou de la colonie.

Toutefois, les intéressés peuvent être dégrevés à concurrence de la somme qui excède la taxe résultant de l'application, à l'ensemble de leurs rémunérations, des taux fixés au § 2 ci-dessus.

Texte proposé par la Commission.

—

Tekst door de Commissie voorgesteld.

—

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 42.

Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un dixième.

Cet accroissement est doublé pour la femme et pour chaque enfant âgé de plus de huit ans à la date précitée.

Si le contribuable est veuf ou veuve, cet accroissement est augmenté de moitié par personne à sa charge.

ART. 42 (1).

L'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un cinquième.

L'alinéa 2 est supprimé.

ART. 9.

Les deux premiers alinéas de l'article 42 sont remplacés par la disposition suivante :

Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un *cinquième*.

(1) Disposition adoptée par la Chambre, le 3 août 1921, et pendante au Sénat.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 9.

Les deux premiers alinéas de l'article 42 sont remplacés par la disposition suivante :

Le minimum exempté en vertu de l'article 41 est :

1^o Porté au double si le contribuable est marié au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition ;

2^o Augmenté d'un cinquième pour chaque autre membre de la famille qui est à sa charge à la même date du 1^{er} janvier.

ART. 9.

De eerste twee alinea's van artikel 42 worden vervangen door de volgende bepaling :

Het krachtens artikel 41 vrijgesteld minimum wordt :

1^o Gebracht tot op het dubbele, indien de belastingplichtige gehuwd is op 1 Januari van het jaar van den aanslag ;

2^o Verhoogd met een vijfde voor elk ander familielid, dat te zijnen laste is op denzelfden datum van 1 Januari.

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 44.

La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenu de 5,000 francs et moins. Le taux en est fixé à $1\frac{1}{2}\%$ pour la première tranche; il augmente graduellement :

1° De $1\frac{1}{2}\%$ pour les trois tranches suivantes;

2° De $\frac{3}{4}\%$ pour les huit tranches suivantes;

3° De 1% pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 30% .

ART. 10.

L'article 44 est modifié et complété comme suit :

La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenu de 5,000 francs et moins. Le taux en est fixé à un pour cent pour la première tranche; il augmente graduellement :

1° D'un demi pour cent pour les six tranches suivantes;

2° D'un pour cent pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 30% pour la portion des revenus supérieure à 160,000 francs.

Toutefois, l'impôt ne peut être inférieur à 5 francs ou à 10 francs pour tous ceux qui occupent une maison ou partie de maison dont le revenu cadastral dépasse respectivement deux chiffres qui seront fixés par arrêté royal selon les catégories de communes.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 10.

ART. 10.

L'article 44 est modifié et complété comme suit :

Artikel 44 wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

§ 1. — La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenu de 5,000 francs et moins. Le taux en est fixé à un pour cent pour la première tranche; il augmente graduellement :

§ 1. — De supertaxe wordt toegepast, voor elken belastingplichtige, per reeks van inkomsten van 5,000 frank en minder. Het bedrag daarvan wordt bepaald op een ten honderd voor de eerste reeks; het verhoogt trapsgewijze :

1° D'un demi pour cent pour les six tranches suivantes;

1° Met een half ten honderd voor de volgende zes reeksen;

2° D'un pour cent pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 30 % pour la portion des revenus supérieurs à 160,000 francs.

2° Met een ten honderd voor de overige reeksen, zonder 30 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der inkomsten boven 160,000 frank.

§ 2. — Toutefois lorsque le revenu ne dépasse pas 5,000 francs, le taux de la supertaxe est fixé à un demi pour cent.

§ 2. — Echter, wanneer het inkomen niet 5,000 frank overschrijdt, wordt het bedrag der supertaxe bepaald op een half ten honderd.

§ 3. — La supertaxe est fixée forfaitairement à 5 francs, lorsque la différence entre le revenu réel imposable et le minimum de revenu exonéré en vertu des articles 41 et 42 ne dépasse pas : 700 francs dans les communes de moins de 10,000 habitants; 800 francs dans les communes de 15,000 à moins de 30,000 habitants; 900 francs dans les communes de 30,000 à moins de 60,000 habitants; 1,000 francs dans celles de 60,000 habitants et plus.

§ 3. — De supertaxe wordt eens voor al bepaald op 5 frank, wanneer het verschil tusschen het werkelijk belastbaar inkomen en het krachtens de artikelen 41 en 42 vrijgestelde minimum-inkomen niet meer bedraagt dan : 700 frank in de gemeenten van minder dan 10,000 inwoners; 800 frank in de gemeenten van 15,000 tot minder dan 30,000 inwoners; 900 frank in de gemeenten van 30,000 tot minder dan 60,000 inwoners; 1,000 frank in die van 60,000 inwoners en meer.

Elle est fixée à 10 francs lorsque la différence susvisée n'excède pas respectivement 1,200, 1,300, 1,400 et 1,500

Zij wordt bepaald op 10 frank, wanneer bovengemeld verschil niet onderscheidenlijk 1,200, 1,300, 1,400 en

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 45.

La cotisation calculée conformément à l'article précédent est diminuée de 5 % pour chaque membre de la famille du contribuable qui est à sa charge.

ART. 55.

Le contrôleur prend pour base de l'impôt le chiffre de revenus déclarés, à moins qu'il ne le reconnaisse inexact. Dans ce dernier cas, il peut le rectifier; mais il fait connaître en tel cas à l'intéressé, avant d'établir l'imposition, le chiffre qu'il se propose de substituer à celui de la déclaration, en indiquant les motifs qui lui paraissent justifier le redressement et il invite en même temps l'intéressé à présenter, s'il y a lieu, dans un délai de vingt jours, ses observations par écrit ou verbalement.

ART. 11.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 45 :

Toutefois, la déduction ne peut pas dépasser 200 francs par personne à la charge du contribuable.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

francs dans les catégories de communes susindiquées.

Il n'est pas tenu compte des revenus donnant lieu à une supertaxe inférieure à 2 francs.

1,500 frank overschrijdt in bovengemelde categorieën van gemeenten.

De inkomsten, die aanleiding geven tot eenē supertaxe van minder dan 2 frank, worden niet in aanmerking genomen.

ART. 11.

L'article 45 est modifié comme suit :

§ 1^{er}. — *La cotisation calculée conformément à l'article précédent est diminuée de 5 % pour chaque membre de la famille du contribuable qui est à sa charge.*

Cette déduction n'est pas applicable à la supertaxe forfaitaire prévue au § 3 de l'article précédent.

§ 2. — *La déduction prévue au § 1 n'est pas opérée lorsque le revenu sur lequel la cotisation est établie dépasse 100,000 francs.*

ART. 11.

Artikel 45 wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. — *De overeenkomstig voorgaand artikel berekende aanslag wordt verminderd met 5 t. h. voor elk familielid van den belastingplichtige, dat te zijnen laste is.*

Deze afrekening is niet van toepassing op de eens voor al bepaalde supertaxe voorzien bij § 3 van het voorgaand artikel.

§ 2. — *De afrekening voorzien bij § 1 wordt niet gedaan, wanneer het inkomen, waarop de aanslag is gevestigd, 100,000 frank overschrijdt.*

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 12.

L'article 55 est complété comme suit :

Préalablement à l'imposition, le contrôleur peut entendre, dans les communes de plus de 10,000 habitants, une commission de taxation dont la composition et le fonctionnement sont réglés par le Ministre des Finances.

ART. 56.

En l'absence de déclaration à défaut de remise des pièces justificatives ou en cas de présomption grave d'inexactitude, l'administration pourra établir d'office la taxe du redevable en raison du montant présumé des revenus imposables évalués eu égard à ceux d'autres redevables, à la notoriété publique ou aux renseignements spéciaux recueillis à cet égard.

ART. 57.

En cas d'absence de déclaration ou de déclaration reconnue fausse et pour autant que les revenus dissimulés dépassent le dixième ou dix mille francs, l'impôt est porté au double sur la portion des revenus dissimulés.

ART. 13.

L'article 57 est modifié comme suit :

En cas d'absence de déclaration ou de déclaration reconnue fausse et pour autant que les revenus dissimulés dépassent le dixième ou dix mille francs, l'impôt est porté au triple sur la portion des revenus dissimulés, sans pouvoir dépasser le montant de ces revenus.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 12.

L'article 56 est modifié et complété comme suit :

En l'absence de déclaration, à défaut de remise des pièces justificatives ou en cas de présomption grave d'inexactitude, l'administration pourra établir d'office la taxe du redevable en raison du montant présumé des revenus imposables.

Dans ce cas, le contrôleur pourra, avant d'établir l'imposition, entendre une Commission dont la composition et le fonctionnement sont réglés par le Ministre des Finances.

Préalablement à leur entrée en fonctions, les membres de cette Commission prêtent entre les mains du contrôleur le serment de s'acquitter de leur mission en toute impartialité et de garder le secret des délibérations auxquelles ils ont participé.

Les avis de la Commission doivent être motivés.

ART. 13.

L'article 57 est modifié comme suit :

En cas d'absence de déclaration ou de déclaration reconnue fausse et pour autant que les revenus dissimulés dépassent le dixième ou dix mille francs, l'impôt est porté au triple sur la portion des revenus dissimulés, sans pouvoir dépasser le montant de ces revenus.

ART. 12.

Artikel 56 wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

Bij niet-aangifte, bij niet-overlegging van de bewijsstukken of in geval van ernstig vermoeden van onnauwkeurigheid kan het bestuur de belasting van den belastingplichtige van ambtswege vaststellen op grond van het vermoedelijk bedrag der belastbare inkomsten.

In dit geval kan de controleur, alvorens den aanslag vast te stellen, eene Commissie hooren, waarvan de samenstelling en de werking door den Minister van Financiën worden geregeld.

Alvorens in dienst te treden, leggen de leden dier Commissie in handen van den controleur den eed af hunne taak op gansch onpartijdige wijze te vervullen en de beraadslagingen, waaraan zij deelgenomen hebben, geheim te houden.

De adviezen van de Commissie moeten met redenen omkleed zijn.

ART. 13.

Artikel 57 wordt gewijzigd als volgt :

Bij nietaangifte of ingeval de aangifte valsch wordt bevonden en in zoover de bewimpelde inkomsten meer dan een tiende of tien duizend frank bedragen wordt de belasting verdriedubbeld op het gedeelte van de bewimpelde inkomsten, zonder het bedrag van die inkomsten te mogen overschrijden.

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 59.

ART. 14.

§ 1^{er}. — La contribution foncière est payable par trimestre. Les taxes mobilière ou professionnelle perçues par retenue sur les revenus imposables sont payables dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel les revenus ont été payés.

Par modification au § 1^{er} de l'article 59, la taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables est payable dans les quinze jours de l'attribution ou de la mise en paiement de ces revenus.

ART. 64.

Les redevables des taxes et super-taxes peuvent se pourvoir en réclamation contre le montant de leur cotisation auprès du directeur des contributions qui a rendu les rôles exécutoires.

Sous peine de déchéance, les réclamations doivent être présentées avant le 31 octobre de la seconde année de l'exercice, sans cependant que le délai puisse être inférieur à six mois à partir de la date de l'avertissement-extrait du rôle.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement de l'impôt; il lui est délivré reçu de sa réclamation.

ART. 15.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 61 :

En cas de réclamation intempestive, les frais sont à la charge du réclamant.

Si l'instance reste uniquement administrative, ces frais sont fixés à 50 francs.

ART. 70.

ART. 16.

§ 1^{er}. — Pour l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi, les sociétés belges par actions et autres redevables ayant des

Toute contravention à l'article 70 est punie de l'amende de 50 à 1,000 fr., prévue par l'article 78.

(Voir suite à l'article 78.)

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 14.

L'article 59, § 1, alinéa 1, est modifié comme suit :

La contribution foncière est payable par trimestre.

La taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables est payable dans les quinze jours de l'attribution ou de la mise en payement de ces revenus.

La déclaration prévue par l'article 54, alinéa 2, doit être remise dans le même délai.

La taxe professionnelle perçue par retenue sur les revenus imposables est payable dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel les revenus auront été payés.

ART. 14.

Artikel 59, § 1, alinea 1, wordt gewijzigd als volgt :

De grondbelasting is betaalbaar per trimester.

De belasting op roerende zaken, bij afhouding geheven van de belastbare inkomsten, is betaalbaar binnen vijftien dagen na de toekenning of betaalbaarstelling dier inkomsten.

De aangifte voorzien bij artikel 54, lid 2, moet binnen dezelfde tijdruimte ingediend worden.

De bedrijfsbelasting, bij afhouding geheven van de belastbare inkomsten, is betaalbaar binnen vijftien dagen na het verstrijken der maand, gedurende welke de inkomsten werden betaald.

ART. 15.

L'article 61 est complété comme suit :

En cas de réclamation manifestement non fondée la décision qui la rejette peut mettre les frais de l'instruction administrative à charge du réclamant. Ces frais sont fixés à 25 francs.

ART. 15.

Artikel 61 wordt aangevuld als volgt :

Is het bezwaar blijkbaar ongegrond, dan kunnen de kosten van het administratief onderzoek ten laste van den bezwaarindienende worden gelegd door de beslissing die het bezwaar afwijst. Die kosten zijn bepaald op 25 frank.

ART. 16.

Toute contravention à l'article 70 est punie de l'amende de 50 à 1,000 francs, prévue par l'article 78.

ART. 16.

Elke overtreding van artikel 70 wordt gestraft met de boete van 50 tot 1,000 frank, voorzien bij artikel 78.

Lois existantes.

sièges d'opérations ou des établissements quelconques à l'étranger ou dans la Colonie, sont tenues de faire agréer, par l'administration des contributions, une garantie réelle ou une caution personnelle. Les conditions de l'agrément seront déterminées par arrêté royal.

§ 2. — Les sociétés étrangères ou de la Colonie, de même que tous autres redevables étrangers ayant en Belgique un ou plusieurs établissements quelconques tels que sièges d'opérations, succursales ou agences, sont tenues de faire agréer, par l'administration des contributions, au moins un représentant responsable établi dans le pays et offrant les garanties nécessaires de solvabilité.

§ 3. — En cas de décès de ce représentant, de retrait de son agrément ou d'événement entraînant son incapacité, il doit être pourvu à son remplacement dans le délai de deux mois.

§ 4. — En cas d'insuffisance des garanties visées aux §§ 1 et 2, les redevables et leurs représentants sont tenus solidairement du paiement de la taxe et des amendes éventuelles.

ART. 74.

Au cas de non-paiement de taxes, du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, inexacte ou incomplète, l'impôt éludé pourra être réclaté ou rappelé pendant cinq années à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice et ce, sans préjudice à l'application des amendes fiscales.

En cas de décès du contribuable, ses héritiers sont tenus des droits éludés.

Projet de loi.

ART. 17.

Le premier alinéa de l'article 74 est modifié comme suit :

Au cas de non-paiement de taxes du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, l'impôt éludé peut être réclaté ou rappelé pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non paiement de taxes du chef de déclarations inexactes ou incomplètes.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 17.

L'article 74 est remplacé par les dispositions suivantes :

Au cas de non paiement de taxes du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, l'impôt éludé peut être réclamé ou rappelé pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice et ce, sans préjudice à l'application des amendes fiscales.

Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non paiement de taxes du chef de

ART. 17.

Artikel 74 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

Bij niet-betaling van belastingen wegens niet gedane aangifte of wegens valsche aangifte kan de ontdoken belasting worden gevorderd of nagevorderd gedurende tien jaar vanaf den 1^{en} Januari van het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar geeft, en wel onderminderd de toepassing van de fiscale boeten.

Die termijn wordt verminderd tot op vijf jaar bij niet-betaling van belastingen

Lois existantes.

Projet de loi.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

déclarations inexactes ou incomplètes.

L'administration peut également rap-peler ou restituer, dans le susdit délai de cinq ans, les droits non perçus ou perçus en trop par suite d'erreur dans le montant de la cotisation; si celle-ci a donné lieu à une décision judiciaire passée en force de chose jugée, la demande en redressement de l'erreur est adressée par le directeur des contribu-tions à la Cour d'appel qui a prononcé.

Pourra aussi obtenir éventuellement décharge de la surtaxe existant dans sa cotisation, le redevable qui dans le même délai, fera la preuve de la dite surtaxe au moyen d'éléments nouveaux dont n'auront eu connaissance ni les agents taxateurs, ni l'autorité qui a statué en dernier ressort sur une réclamation ou un recours antérieurs relatifs à l'impo-sition contestée.

Les demandes en revision, dûment motivées, doivent être adressées, par lettre recommandée à la poste, au direc-teur des contributions du lieu d'imposi-tion. Après l'instruction de l'affaire, ce fonctionnaire statue par décision motivée ou transmet le dossier aux mêmes fins, avec ses considérations et aris à la Cour d'appel compétente.

En cas de restitution d'impôts, indû-ment perçus, les intérêts moratoires sont dus, au taux civil, depuis le lendemain du jour des paiements jusqu'au lende-main du jour de la réception de l'avis annonçant la mise à la disposition de

wegens onnauwkeurige of onvolledige aangiften.

Eveneens kan het bestuur de rechten, die niet geïnd of te veel geïnd werden ten gevolge van missing in het bedrag van den aanslag, binnen gezegden ter-mijn van vijf jaar navorderen of terug-betalen; heeft de aanslag aanleiding gegeven tot eene rechterlijke beslissing welke in kracht van gewijsde is gegaan, dan wordt de aanvraag tot herstel der missing door den bestuurder der belas-tingen gezonden aan het Hof van beroep, dat de beslissing heeft gegeven.

De ontheffing der te hooge schatting in zijn aanslag kan, bij voorkomend ge-val, ook verlorend worden aan den belas-tingplichtige die, binnen denzelfden ter-mijn, het bewijs dier te hooge schatting aanbrengt door middel van nieuwe ge-gevens, waarvan kennis hadden noch de zettters, noch de overheid welke in hoog-sten aanleg uitspraak heeft gedaan over een vroeger bezwaarschrift of een vroe-ger beroep betreffende den betwisten aanslag.

De behoorlijk met redenen omkleede aanvragen tot herziening moeten bij ter post aangeteekenden brief toegezonden worden aan den bestuurder van de belastingen der plaats van aanslag. Na onderzoek der zaak doet deze ambtenaar uitspraak bij met redenen omkleede be-slissing of zendt hij daartoe de stukken, met zijne overwegingen en zijn advies, aan het bevoegd Hof van beroep.

Bij terugbetaling van ten onrechte geïnde belastingen zijn de achterstallige interesten verschuldigd, tegen het bedrag in burgerlijke zaken, vanaf den dag na dien der betalingen tot ten dag na dien der ontvangst van het bericht,

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 74 ⁽¹⁾.

L'alinéa 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

Au cas de non-paiement de taxes, du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, l'impôt élué pourra être réclamé ou rappelé pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non-paiement des taxes du chef de déclaration inexacte ou incomplète.

ART. 78.

Il est encouru une amende de 50 à 1,000 francs pour chaque contravention aux dispositions des articles 9, 23, 24, 27, § 4, 53, 54 et 63.

(Suite de l'article 16 du projet)

Cette dernière disposition est en outre complétée comme suit :

En ce qui concerne les redevables étrangers (sociétés ou autres) qui négligent de faire agréer un représentant responsable, le Ministre des Finances pourra prononcer la fermeture des établissements exploités en Belgique et interdire aux intéressés l'exercice de toute profession dans le pays jusqu'au moment où ils se seront mis en règle.

La décision de fermeture est exécutée par le Parquet, au plus tard dans les huit jours de sa notification au Procureur du Roi compétent.

(1) Disposition adoptée par la Chambre en séance du 3 août 1921, pendant au Sénat.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

l'intéressé du montant du dégrèvement.

Les héritiers d'un contribuable décédé sont tenus, à concurrence de leur part héréditaire, des droits éludés par le de cujus, à moins que l'insuffisance de la perception ne résulte d'erreurs commises par des agents de l'administration.

waardoor de belanghebbende wordt gewaarschuwd dat het bedrag der ontheffing te zijner beschikking is.

De erfgenamen van een overleden belastingplichtige moeten, tot het bedrag van hun erfelijk aandeel, de door den erflater ontdoken rechten betalen, tenzij de ontoereikende inning het gevolg is van missingen begaan door beambten van het bestuur.

ART. 17^{bis}.

L'article 78 est complété comme suit :

En ce qui concerne les redevables étrangers (sociétés ou autres) qui négligent de faire agréer un représentant responsable, le Ministre des Finances pourra prononcer la fermeture des établissements exploités en Belgique et interdire aux intéressés l'exercice de toute profession dans le pays jusqu'au moment où ils se seront mis en règle.

La décision de fermeture est exécutée par le Parquet, au plus tard dans les huit jours de sa notification au Procureur du Roi compétent.

ART. 17^{bis}.

Artikel 78 wordt aangevuld als volgt :

Wat betreft de vreemde schatplichtigen (vennootschappen of andere), die nalaten een aansprakelijken vertegenwoordiger te doen aannemen, kan de Minister van Financiën de sluiting der in België geëxploiteerde inrichtingen gelasten en aan de belanghebbenden verbieden, eenig bedrijf in het Rijk uit te oefenen tot dat zij zich in regel gesteld hebben.

Het besluit tot sluiting wordt ten uitvoer gebracht door het Parket, uiterlijk binnen acht dagen na de betekening daarvan aan den bevoegden Procureur des Konings.

Lois existantes.
—

ART. 86.

Le Gouvernement est autorisé à faire procéder en 1920 au recensement des baux.

Toute infraction aux mesures prises à ce sujet est passible d'une amende de 100 à 1,000 francs.

Les baux non produits ou non enregistrés seront sans valeur en justice.

Projet de loi.
—

ART. 18.

Le premier alinéa de l'article 86 est remplacé par la disposition suivante :

Le Gouvernement est autorisé à faire procéder annuellement ou périodiquement au recensement des baux.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 18.

Le premier alinéa de l'article 86 est remplacé par la disposition suivante :

Le Gouvernement est autorisé à faire procéder annuellement ou périodiquement à la vérification des baux.

ART. 18.

Het eerste lid van artikel 86 wordt door de volgende bepaling vervangen :

De Regeering wordt gemachtigd, elk jaar of op bepaalde tijden te doen overgaan tot het onderzoek van de huurakten.

ART. 18^{bis} (nouveau).

La disposition suivante sera insérée dans les lois coordonnées :

§ 1^{er}. — *En ce qui concerne les sociétés par actions ou autres, ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique et opérant dans la Colonie, la taxe mobilière et la taxe professionnelle sont perçues sans distinction quant à l'origine belge ou coloniale des revenus imposables.*

La taxe mobilière est réduite dans l'espèce à 8 p. c. plus 50 centimes additionnels et la taxe professionnelle reste fixée aux taux prévus par l'article 35, §§ 1 à 3.

Ces impôts sont exempts d'additionnels provinciaux et communaux. Les quatre cinquièmes de leur produit sont attribués au Trésor de la Colonie.

§ 2. — *Les bénéfices que les dites sociétés réalisent à l'étranger ou dans des établissements industriels situés en Belgique restent soumis aux règles de taxation ordinaire.*

§ 3. — *Les dispositions qui précèdent sont applicables également aux*

ART. 18^{bis} (nieuw).

De volgende bepaling wordt opgenomen in de samengeordende wetten :

§ 1. — *Wat betreft de vennootschappen op aandeelen of andere, waarvan de maatschappelijke zetel of de voornaamste inrichting in België gevestigd is en die in de Kolonie zaken drijven, worden de belasting op roerende zaken en de bedrijfsbelasting geheven zonder onderscheid tusschen de Belgische of de koloniale herkomst van de belastbare inkomsten.*

In dit geval wordt de belasting op roerende zaken verminderd tot op 8 t. h., plus 50 opcentiemen, en blijft de bedrijfsbelasting bepaald op de bedragen voorzien bij artikel 35, §§ 1 tot 3.

Die belastingen zijn vrijgesteld van opcentiemen ten bate van de provincie en van de gemeente. Vier vijfden van hunne opbrengst worden aan de Schatkist der Kolonie toegekend.

§ 2. — *De gewone regeling van schatting zijn van toepassing op de winsten, door gezegde vennootschappen behaald in het buitenland of in nijverheidsbedrijven gevestigd in België.*

§ 3. — *Bovenstaande bepalingen zijn ook van toepassing op de vennootschap-*

Lois existantes.

Projet de loi.

ART. 19.

Les dispositions des lois relatives aux impôts sur les revenus seront coordonnées par le Gouvernement et publiées au *Moniteur*.

ART. 20.

§ 1^{er}. La présente loi est exécutoire à partir du lendemain de sa publication.

§ 2. Les articles 7 à 15 ne sont applicables qu'aux cotisations des exercices 1923 et suivants.

L'article 7 sera appliqué à la taxe sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir de la date indiquée au § 1^{er} même s'ils résultent de bilans clôturés en 1922.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

sociétés constituées sous le régime du droit colonial.

§ 4. — *Les mots « ou dans la Colonie » sont ajoutés au dernier alinéa de l'article 14, au premier alinéa de l'article 19 et à l'article 24.*

ART. 19.

Les dispositions des lois relatives aux impôts sur les revenus seront coordonnées par le Gouvernement et publiées au *Moniteur*.

ART. 20.

§ 1^{er}. La présente loi est exécutoire à partir du lendemain de sa publication.

§ 2. Les articles 7 à 15 ne sont applicables qu'aux cotisations des exercices 1923 et suivants.

L'article 7 sera appliqué à la taxe sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir de la date indiquée au § 1^{er} même s'ils résultent de bilans clôturés en 1922.

pen, opgericht overeenkomstig de wetgeving der Kolonie.

§ 4. — *De woorden : « of in de Kolonie » worden toegevoegd aan de slotalinéa van artikel 14, aan het eerste lid van artikel 19 en aan artikel 24.*

ART. 19.

De bepalingen der wetten betreffende de belastingen op de inkomsten zullen door de Regeering samengecordend en in het *Staatsblad* bekendgemaakt worden.

ART. 20.

§ 1. Deze wet is uitvoerbaar daags na hare bekendmaking.

§ 2. De artikelen 7 tot 15 zijn slechts van toepassing op de aanslagen der dienstjaren 1923 en volgende.

Artikel 7 wordt toegepast op de belasting op de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld vanaf den in § 1 aangewezen datum, zelfs wanneer zij voortvloeien uit in 1922 afgesloten balansen.